

SÉCURITÉ ET COOPÉRATION
EN EUROPE

Le dernier obstacle
à la conclusion
de la conférence de Madrid
serait levé

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 85 c. ; Grèce, 30 p. ; Irlande, 65 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Royaume-Uni, 360 F CFA ; Suède, 775 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Yougoslavie, 130 nd.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : 42 57 23

Le contentieux franco-iranien

L'atterrissage à Orly, le 7 juillet, du Boeing-747 détourné par des opposants au régime a suscité une vive réaction à Téhéran. La radio a dénoncé le « complot » ourdi, selon elle, par la France en collaboration avec les États-Unis, le Koweït (où l'avion avait fait escale) et « les hypocrites mercenaires du sionisme » (allusion au mouvement des Moudjahidin du peuple, auquel les pirates de l'air prétendaient appartenir).

Les autorités de Téhéran ne se font sans doute pas d'illusions sur la suite qui sera donnée à leur requête d'extradition. Elles s'étaient heurtées à des refus catégoriques toutes les fois qu'une personnalité de l'opposition iranienne se réfugiait en France. Ce fut notamment le cas en juillet 1981 quand MM. Massoud Radjavi et Bani Sadr, respectivement chef des Moudjahidin et ancien président de la République, avaient atterri à Paris dans un appareil lui aussi détourné.

Téhéran reproche à Paris d'avoir fait de la France la « base de la contre-révolution » en accordant l'asile politique aux principaux ennemis de la République islamique. Contrairement aux usages, soutiennent encore les représentants de l'immigration, les opposants sont autorisés à poursuivre leurs activités « séditieuses », à organiser des réunions publiques, à publier des commentaires et des analyses.

En réalité, ces reproches, maintes fois formulés, sont d'une importance secondaire aux yeux des dirigeants islamiques, qui ont largement profité eux-mêmes dans le passé de l'accueil français. Ils ne s'inquiètent pas outre mesure de la présence d'opposants en France. En quittant leur pays, ces derniers ont pris le risque soit de se discréditer auprès d'une partie de l'opinion iranienne, soit de perdre les moyens de peser sur le cours des événements. Une répression féroce a décimé leurs partisans sur place. D'où le désespoir et la résignation d'un nombre grandissant d'Iranais hostiles à un régime, dont les assises paraissent s'être consolidées.

Ce n'est donc pas tant l'asile accordé aux responsables du détournement qui suscite l'indignation de Téhéran. Le gouvernement islamique en veut surtout à la France du soutien — qui pourrait être décisif — qu'elle accorde à l'Irak, en guerre avec l'Iran. Le détournement du conflit déterminera, en effet, l'avenir des deux régimes, voire de l'ensemble des pays du Golfe.

La France est le second fournisseur d'armements de l'Irak (après l'U.R.S.S.) et son troisième fournisseur civil. La livraison de missiles Exocet et, plus récemment, le « prêt » de cinq avions Super-Étendard, ont fait pencher la balance en faveur de Bagdad. La destruction du terminal de Kharg, le « poumon pétrolier » de la République islamique, n'est plus désormais une vaine promesse.

On ignore encore si Téhéran a l'intention de prendre des mesures de rétorsion. Les autorités islamiques sont sans doute dans l'embarras car elles avaient, ces derniers mois, donné quelques signes de leur volonté de « normaliser » leurs relations avec Paris. S'étant successivement coupées des États-Unis et de l'U.R.S.S., isolée moralement sur la scène internationale, la République islamique aurait grand besoin de s'ouvrir sur l'Europe occidentale, en particulier sur la France.

N'Djamena ne parvient pas à enrayer la progression des rebelles tchadiens

Faute de moyens de transport adaptés
M. Hissène Habré est incapable d'engager
l'important matériel fourni par la France

N'Djamena. — Sur l'aéroport, un DC-8 affrété par une compagnie « privée », mais dont l'équipage est français, décharge à la nuit tombée sa cargaison : huit Land Rover neuves (la marque britannique est visible) dépourvues de plaques d'immatriculation. Aussitôt, les huit véhicules démarrent en trombe vers une destination inconnue dans la ville endormie.

Ce matériel est le bienvenu, les moyens de transport faisant cruellement défaut aux troupes gouvernementales, les Forces armées nationales tchadiennes (FAN) de M. Hissène Habré, mais il faudrait à une armée qui, depuis la chute de Faya-Largeau le 24 juin, a subi que des revers. Bien que la nouvelle ne soit pas encore annoncée officiellement, une autre localité du nord du pays, Oum-Chalouba, a été prise, mercredi 6 juillet dans la matinée, par les rebelles, soutenus et armés par la Libye, de l'ancien président Goukouni Oueddei. Irida, localité située au sud-est d'Oum-Chalouba, est également tombée jeudi entre leurs mains. La ville d'Abéché, principale agglomération de l'est du pays, est directement menacée.

L'arrivée de l'Armée de libération nationale (A.L.N.) de Goukouni

De notre envoyé spécial

Oueddei est une question de jours », affirme un résident d'Abéché contacté par téléphone.

Autant que la progression des troupes adverses, la méthode employée retient l'attention. Les rebelles, en effet, opèrent en armée moderne et entièrement mécanisée. A Faya-Largeau comme à Oum-Chalouba, la tactique de M. Goukouni Oueddei a été la même : d'abord, pilonnage intensif par une artillerie dont la puissance de feu et la précision ont surpris tout le monde ; ensuite, progression par paliers avec une coordination et une sûreté de manœuvre jusqu'ici jamais vues dans les conflits qui ensanglantent le Tchad depuis dix-huit ans.

Des techniciens est-allemands ?

Depuis la chute de Faya-Largeau, l'armée régulière ne dispose pratiquement plus d'artillerie lourde sur le « front ». Elle n'a que des canons de 106 millimètres sans recul, montés sur jeeps, d'une portée de 2 kilomètres. En revanche, les rebelles ont de redoutables canons

tractés de 105 millimètres, d'une portée supérieure à 10 kilomètres. Une soixantaine de ces pièces auraient été utilisées contre la garnison de Faya-Largeau. Il semble même qu'à Oum-Chalouba deux canons de 155 millimètres, capables de tirer des obus à 40 kilomètres, aient été utilisés. Ces armes, de fabrication soviétique, ne peuvent être mises en œuvre efficacement, au dire des spécialistes, que par des artilleurs confirmés, qui n'existent pas dans l'armée de M. Goukouni Oueddei. La présence de techniciens libyens ou est-allemands serait ainsi confirmée. M. Hissène Habré affirme d'ailleurs avoir la « preuve photographique » du rôle joué par la R.D.A.

Entre les canons sans recul tirant « à vue » des forces gouvernementales et les pièces complexes nécessitant calculs et corrections qui font leur apparition pour la première fois sur le sol tchadien, la partie est évidemment inégale. Les rebelles peuvent, en outre, user des ressources de leurs « organes de Staline » BM-16 et BM-21, ces dernières capables de tirer quatre-vingt-dix obus à la fois.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

(Lire la suite page 4.)

L'épiscopat français et l'armement nucléaire

Les évêques français vont prendre position
sur la « dissuasion ». Le Père Defois
explique les difficultés qu'ils rencontrent

Le Père Gérard Defois, qui vient de quitter ses fonctions de secrétaire général de l'épiscopat français, était chargé du dossier consacré à l'armement nucléaire, à la dissuasion et à la paix.

Il a élaboré les documents techniques qui vont servir de base à la réflexion des évêques français

et a assisté à la rencontre entre évêques européens et américains organisée au Vatican le 17 janvier dernier pour discuter de la lettre pastorale de l'épiscopat américain : « Le défi de la paix ». Nous l'avons interrogé sur la position de l'Église catholique française.

« La plupart des évêques européens se sont prononcés, ou s'approprient à le faire, sur l'armement nucléaire. Qu'en est-il pour la France ? Tout le monde a souligné, et tout, la manière dont les évêques américains ont travaillé — pour ce qui est de la concertation et de la diffusion des projets successifs — avant de publier leur texte : « Le défi de la paix ». Allez-vous vous inspirer de leur exemple ?

— Depuis quelques mois les prises de position sur l'armement nucléaire n'ont pas manqué, tant aux États-

Unis qu'en Europe. Le point de départ en a été le document américain, résultat d'une large confrontation d'idées dans l'opinion publique américaine. Et il est à noter combien l'épiscopat des États-Unis a été au centre de ce débat public en Occident.

« Or la situation de l'Église américaine est très différente de la nôtre. Dans les questions de société aux États-Unis, les Églises sont très fréquemment consultées par l'État, et elles déposent notamment devant un certain nombre de commissions du Congrès. Par ailleurs le mouvement des idées en matière de straté-

gie a beaucoup évolué depuis l'arrivée du président Reagan à la Maison Blanche. En particulier, un certain nombre de voix se sont fait entendre dans ce pays, prônant une intervention nucléaire à caractère limité, et même un « premier emploi » de cette arme, c'est-à-dire le franchissement du seuil nucléaire.

« En d'autres termes, ce qui est en jeu dans ce débat américain, ce n'est pas la dissuasion en elle-même, mais le fait que l'on tende à banaliser le recours au nucléaire dans l'opinion publique : c'est donc le passage de la menace à l'emploi direct qui a inquiété les évêques des États-Unis.

L'été 83 a sa couleur

Régine Deforges
La Bicyclette Bleue
Régine Deforges
PRIX DES
MAISONS DE LA PRESSE
1983
Editions Ramsay

Propos recueillis par
ALAIN WOODROW.

(Lire la suite page 14.)

AU JOUR, LE JOUR

Bruit

Il s'est trouvé des gens pour proposer une taxe sur les chiens, parce qu'ils sont bruyants. Le secrétaire d'État à l'environnement, qui annonce des mesures contre le bruit, n'a pas retenu cette idée-là.

Rendons grâce à M. Bourcard d'avoir compris que la lutte contre le bruit a ses limites. Et que ceux qui voudraient taxer les bêtes réclameraient bientôt un impôt sur les cris des bébés, une amende sur les éclats de rire et la chasse aux voix contraintrantes. La vie n'est que bruit, et c'est toujours trop tôt qu'on quitte ce monde sur la pointe des pieds.

BRUNO FRAPPAT.

Raymond Barrillon est mort

Raymond Barrillon, chef du service de politique intérieure du « Monde », s'est éteint dans la nuit du 8 au 7 juillet des suites d'un cancer. Il était âgé de soixante et un ans.

La date et l'heure de ses obsèques seront annoncées ultérieurement.

L'exemple de l'exigence

Journaliste, journaliste politique, Raymond Barrillon l'a été, d'abord et surtout, au Monde. De 1950 jusqu'au mois de janvier de cette année, où il s'est fait hospitaliser pour une intervention dont nous espérons qu'elle la soulagerait d'une douleur devenue évidente.

Évidente, parce qu'elle courbait sa silhouette d'ordinaire si raide, parce qu'elle marquait ses traits, parce qu'elle l'enfermait dans le mutisme. Il devait mesurer son effort, et cela ne lui convenait guère. De même, il ne lui aurait pas paru convenable de parler de sa souffrance. Cela ne se fait pas.

Raymond Barrillon était le chef de notre service de politique intérieure, où il avait travaillé d'abord sous la direction de Jacques Fauvet puis aux côtés de Pierre Vianson-Ponté avant d'en prendre la responsabilité. C'était un journaliste rigoureux, brillant et exigeant et, pour ceux qui l'ont approché au temps de sa meilleure forme, un maître.

S'il y a une école du Monde en matière de journalisme, Raymond Barrillon en fut l'un des élèves les mieux disposés et l'un des professeurs les plus remarquables. Précision de l'information, respect des faits, des textes et des chiffres, clarté de l'expression, rapidité d'exécution, disponibilité totale pour l'exercice du métier, ces vertus de l'artisan-journaliste, il les a incarnées, et il s'est efforcé de les inculquer. A ces exigences à ses yeux naturelles qui consistent à s'exprimer clairement, dans la stricte observation des règles de la langue, à livrer sa pensée sans retenue, mais sans artifice, il ajoutait son talent qui allait de l'ironie fine au trait le plus mordant avec un goût « Babar » pour les conclusions sans appel au terme de démonstrations glacées. La logique au service d'une morale d'inspiration très protestante.

Ils sont nombreux les hommes et les partis politiques de la IV^e et de la V^e République dont les erreurs, les faiblesses, les contradictions ont été dénoncées par cet observateur sévère, qui savait aussi saluer un acte de courage, discerner un talent, percevoir un espoir. La chronique de la vie parlementaire sous ces deux Républiques, l'étude des institutions, l'analyse des grands courants politiques et des fluctuations électorales, lui ont

fourni l'occasion, dans ce journal ou dans ses livres, de produire ses meilleurs textes, de passer du journalisme quotidien à la réflexion pédagogique.

Ce métier, Raymond Barrillon l'a exercé avec honnêteté et noblesse sans jamais cacher son drapeau. Homme de gauche, proche du Pierre Mendès France des années 50, observateur attentif du P.C.F., quand il n'était pas banal de s'intéresser à ce parti, partisan de l'Union de la gauche, il a toujours gardé sa liberté de jugement, et nul n'en était à l'abri. Ni le M.R.P., lorsqu'il s'écartait de son inspiration chrétienne, ni la S.F.I.O., lorsqu'elle ouvrait pour la droite, ni le P.C.F., dans ses contradictions, ni le général de Gaulle revenant au pouvoir sur le pavois de militaires, ni l'actuel président de la République, ni, même, le Monde.

Derrière le journaliste connu, il y avait un homme souvent méconnu. Il faut dire que ce n'était pas un homme facile. Il intimidait par la distance qu'il maintenait et surprenait par des élans et des gestes d'une chaleur brusque et spontanée. La sévérité de son personnage apparent — cheveux en brosse et sourcil froncé — n'était trahi que par la drôlerie certaine de ses remarques, une lueur moqueuse dans le regard et un rire rare mais, alors, généreux.

Notre ami Raymond ne méchait pas ses mots, il ne passait rien. Il avait en horreur la sottise, le mensonge et l'irresponsabilité, et il le disait. Cela ne lui valait pas que des amis, mais ses amis savaient qu'il était encore plus exigeant pour lui-même. Son code d'honneur ne l'épargnait pas.

Raymond Barrillon, c'était un peu Alcibiade parmi nous qui masquait sous ses humeurs et son humour, ses brusqueries et ses pudeurs, une soif de sincérité et de justice, et une tendresse à la fois pressante et brisée.

Notre « Babar » nous quitte. Que sa femme, ses enfants et tous les siens sachent que le Monde, qui fut sa seconde famille, souvent trop possessive, est, comme eux, en deuil, et que tous ses amis, ici et ailleurs, partagent leur peine.

ANDRÉ LAURENS.

(Lire page 7.)

40 NOUVELLES DANS « LE MONDE »

« Le Monde » vient d'éditer une brochure illustrée rassemblant, dans une deuxième livraison, quarante nouvelles publiées par « le Monde Dimanche »

93 pages, 25 F. En vente chez tous les marchands de journaux et au « Monde » 5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09

« UN PARI POUR L'EUROPE », DE MICHEL ALBERT

Dans le collimateur de l'histoire

Michel Albert a la foi chevillée au corps. Son premier ouvrage, publié il y a près de vingt ans avait pour titre le Socialisme et l'Europe (1). Le voici qui revient à ses premières amours à la demande du Parlement européen. Le livre, qui paraît ces jours-ci, est en effet l'adaptation d'un rapport sur « le redressement de l'économie européenne dans les années 80 » présenté le jeudi 7 juillet à Strasbourg.

Après son Pari français qui fit, on le sait, quelque bruit l'an dernier dans le Landemeau de l'édition, Un pari pour l'Europe tiendra-t-il la distance ? Le maître est plus rude, et les yeux de nos contemporains beaucoup moins tournés vers une Communauté qui bat de l'aile. L'auteur en est si conscient qu'à de nombreuses reprises à travers son livre il insiste sur le rôle de l'opinion publique pour pousser au décloisonnement. Tout son propos consiste précisément à rompre les sensibilités en faisant

entendre une sortie de crise par le haut, c'est-à-dire par l'espace communautaire.

Deux volets classiques : le constat, les propositions. Comment la non-Europe a-t-elle glissé vers la pente de la non-croissance ? Premier contresens : l'avenir a été sacrifié au présent, et, malgré les chocs pétroliers, on a préféré « faire comme si », c'est-à-dire consommer au lieu d'investir. Deuxième contresens : la communauté de chacun pour soi. Qu'on n'en fasse pas un troisième, demande Michel Albert, qui consiste à s'en remettre à la reprise conjoncturelle des États-Unis pour se tirer d'affaire.

PIERRE DROUIN.

(Lire la suite page 2.)

(1) Sous le pseudonyme de Claude Brulain, Ed. du Souff.

Le Monde

idées

LA CRISE

La crise : nous n'en sortons pas. Ne pourrait-on, demande R. Carpentier, substituer à la philosophie, désormais acceptée par tous, de la guerre économique, celle de la paix entre les nations ? Plus simplement, pour Fugger, comment les banques pourraient être investies à prendre davantage ce qu'il appelle le « précieux risque industriel ». Michel Albert, dont Pierre Drouin analyse le dernier livre, suggère une relance de l'investissement dans le cadre de la Communauté européenne. Quant à Vincent Koen, il met en garde à propos du centenaire de deux grands théoriciens qui furent aussi des praticiens contre un recours scolastique à l'histoire de la pensée économique.

Le robot et les petits pois

par R. CARPENTIER (*)

La guerre économique : un vocabulaire à la mode. Personne ne s'interroge sur les raisons et les conséquences de son succès. En cette fin de siècle, aucun homme politique ayant le désir de faire sérieux ne se déclarerait partisan de la guerre. C'est que, aujourd'hui, la majorité des gens savent que les ravages de la guerre détruisent à l'avance les gains espérés par la victoire.

Mais pour l'économie, on chante autrement. Il faut gagner. Personne ne s'interroge sur les moyens de la finir ; on ne discute que sur les moyens de la faire. Personne ne parle de paix économique.

Et, pourtant, cette guerre provoque elle aussi des ravages, chez les vaincus comme chez les vainqueurs. Elle aussi tue et dilapide des richesses. Elle aussi fait payer au vainqueur un prix qui met en cause les avantages de la victoire.

Le modèle guerrier de la vie économique, pour mystificateur qu'il soit, est, comme tout modèle, créateur de réalité. A force de présenter l'économie comme une guerre, on se met à faire de l'économie guerrière. En poussant l'économie vers le court terme de la rentabilité à n'importe quel prix, on néglige les besoins plus profonds et à plus long terme. Le modèle est donc finalement meurtrier d'entreprises, de joie du travail bien fait, par le taylorisme brutal, d'emploi par l'investissement robotique. C'est à cause de ce modèle que l'on tue la qualité de la vie par la pollution, les cadences accélérées, les produits fragilisés, la production de gadgets et la négligence des besoins non rentables. Nous nous sommes trouvés poussés à dilapider de ce fait l'énergie fossile et à devenir l'un des principaux marchands de canons. Et nous ne pouvons y renoncer sans provoquer une catastrophe économique.

Le vainqueur économique paye sa victoire par une société où les tensions sociales et psychiques multiplient les stress, les maladies mentales et la délinquance (1).

Guerre-spectacle

S'il y a guerre économique, c'est une guerre-spectacle à la manière des *condottieri*, qui exploitaient les princes de cités rivales avec le minimum de dégâts pour leurs soldats. Et les princes payaient.

« Mais les Américains, mais les Allemands, mais les Japonais ! Mais la moto, mais les appareils photo ! »

Pourtant, nous n'aurions comme espoirs que de leur faire la guerre indéfiniment. On ne dit pas si nous aurions des chances de les écraser. Nous pouvons en douter, connaissant les ressources du sol des États-Unis et de l'Allemagne, ainsi que les possibilités d'encadrement social au Japon. Les guerriers économiques devraient relire Mao Zedong qui recommande de n'attaquer que là où l'on a des chances de gagner. En vérité, il n'est pas si simple. Personne n'oublie, évidemment, d'écraser les États-Unis, l'Allemagne et le Japon. Ce qu'on veut dire, c'est que nous devons être capables de tenir notre position dans le concert des nations industrielles. Voilà l'enjeu : comment coopérer aux échanges dont tout le monde a besoin pour vivre ? Non pas pour s'enrichir.

(*) Philosophe.

comme la métaphore guerrière le suggère, mais pour se renvoyer la balle dans le jeu collectif de la production et de la vente. De même que je ne peux jouer sans partenaire de qualité, de même je ne peux faire marcher mon économie sans partenaire solvable ; donc riche ; donc pas massacrée.

Aux deux niveaux des consommateurs particuliers et des échanges entre les nations, le problème se retrouve.

Le consommateur étant aussi le producteur, on ne peut restreindre le producteur sans restreindre le consommateur. On raconte qu'un jour un fabricant américain de conserves de petits pois faisait visiter ses usines entièrement automatisées à un dirigeant syndicaliste. Montrant ses chaînes de robots, il lui dit : « Comment ferez-vous pour leur vendre des cartes syndicales ? » Et l'autre de répondre : « Comment ferez-vous pour leur vendre des petits pois ? »

Entre les nations, le modèle du concert fait apparaître ce fait que nous ne pouvons pas nous en passer : l'échange avec un groupe presqu'entièrement autonome, qui échange avec ceux qui n'ont rien et ne peuvent jamais leurs dettes.

Nous n'avons pas besoin que les Japonais connaissent la ruine ; nous avons besoin, à l'inverse, qu'ils soient, enfin, assez riches pour nous acheter autant qu'il nous vendent.

Economie : du grec *oikos* = la maison et *nomos* = loi. L'économie, c'est la science de la vie chez soi. Il faut modifier nos métaphores. Celle de la guerre est trompeuse et mortelle ; même pour ceux qui croient en profiter. Il faut les remplacer par celles de la vie, du travail, du concert et de la création.

(1) Le Monde, 29 mars 1983, page 20, « L'œuvre de l'économie japonaise ».

(2) Le Monde, 31 mai 1983, « Vers une nouvelle économie », par Alain Richman et Colette Harnag-Rybak.

Pour que les banques jouent leur rôle

par CŒUR FUGGER (*)

Les périodes de crises sont propices à la recherche de boucs émissaires. Les banques restent accusées, comme avant mai 1981, de « ne prêter qu'aux riches », et de « gager », et de s'enrichir facilement sur le dos des citoyens et de préférer les risques à l'étranger au soutien des entreprises françaises.

Les banques doivent, bien sûr, faire leur autocritique. Mais une économie, et plus précisément les « entrepreneurs », ont les banques qu'ils méritent. Le comportement actuel des banques résulte des structures du système financier français, où la place des banques proprement dites a été progressivement réduite, et aussi de la politique monétaire, bien particulière menée avec une constance remarquable par tous les gouvernements français.

Contrairement à une opinion trop répandue, une banque est d'abord une créatrice de monnaie : constamment, par l'octroi de crédits. Le fruit commun de cette création collective est l'augmentation de la masse monétaire. Les crédits bancaires sont multiples. Crédits aux particuliers, aux entreprises ou à l'État ; crédits au logement ou à l'investissement, bonifiés ou non, cautionnés ou non, à moyen ou à long terme, et que les banques créent avec d'autres institutions de crédits non créatrices de monnaies ; enfin crédits de fonctionnement à court terme, à facilité de caisse ou d'escompte, dont elles ont le monopole.

Tout crédit devrait être un risque partagé entre la banque et son emprunteur. Le risque de l'emprunteur est constitué par ses fonds propres. Les entreprises françaises n'en ont guère. Notre taux d'autofinancement est trop bas. Les épargnants français se sont toujours méfiés du risque financier et se sont en portefeuille ou en investissement direct.

Depuis Colbert, ils lui ont préféré les offices, l'or, la terre et les immeubles, les emprunts d'État, qu'ils aient ou non en « bons de la défense nationale ». Tous les gouvernements ont cherché à pallier cette carence, à réorienter l'épargne vers l'industrie ou à créer des « ersatz » comme les prêts participatifs. Mais les banques de France sont des banques françaises... Pourquoi seraient-elles, seuls, passionnées d'industrie ?

Combien de fois ont-elles d'ailleurs, en face d'eux, des entrepreneurs qui ont transformé des générations de bénéficiaires - ou des salaires et avantages en nature confortables - en terres et immeubles, et viennent ensuite demander aux banques de faire les échéances ? Si les banques, dans ce cas, exigent une prise de garantie sur les immeubles, elles ne font que les reconvenir indirectement en fonds propres !

Il est vrai que la révolution « culturelle-industrielle » pourrait commencer par les banques, particulièrement dans les agences locales, en prise directe avec le tissu industriel. A l'instar des grandes « banques d'affaires », ou même des « banques de leur hiérarchie », qui savent prendre du gros (de trop gros ?) « risques » à l'étranger, les agences des agences locales, chefs d'agences ou de régions, pourraient regarder un peu moins les bilans passés de l'entreprise, un peu plus son « économie », son projet, ses intérêts régionaux ou nationaux, son insertion dans la politique économique générale. C'est ce qu'on doit attendre des nationalisations. Mais cela prend du temps, comme tout ce qui relève de la « culture ». C'est pourquoi il est d'autant plus louable que, malheureusement, les structures financières et la politique monétaire n'y soient favorables.

Du bon usage de l'H.P.E.

par VINCENT KOEN (*)

Le centenaire de la mort de Marx et de la naissance de Keynes (1) et de Schumpeter (2) a été et sera l'occasion de plusieurs célébrations à plus ou moins grande échelle, notamment en forme de colloques, de numéros spéciaux des revues spécialisées et d'ouvrages d'histoire de la pensée économique (H.P.E.). C'est aussi l'occasion de s'interroger sur le sens de ces manifestations en l'honneur des grands auteurs : comment interpréter le syndrome du colloque.

En effet, s'agissant de thèmes aussi classiques que ceux tournant autour de ces trois auteurs, est-il encore possible de trouver une idée nouvelle et intéressante ? Il est fort peu probable que les colloques en faveur soient comme naturellement l'éclosion. Version actualisée du repas totémique, où se mêlent l'amour et le désir de meurtre du Père, le colloque donne lieu, sublimement, à trois types de contributions.

La solution la plus expéditive pour l'économiste s'étant engagé à écrire un « papier » pour un colloque est de rassembler ses fiches de lecture et de ficeler à la hâte quelques lieux communs en les enrobant d'une métaphore originale, ou du moins pas trop écoulée.

Celui qui dispose d'un peu plus de temps pourra, deuxième solution, se lancer dans l'exégèse de telle ou

telles notes de bas de page qu'il a, bien sûr, beaucoup étonné et « amené à réfléchir » sur un point de théorie dont le caractère crucial avait jusqu'alors échappé au commun des mortels.

Dernière solution, le délire systématique. Refusant de passer inaperçu car noyé dans le flot des banalités, certains prendront le parti d'une interprétation à l'œuvre de telle ou telle théorie bien connue. Relevons un paradoxe méconnu à son sujet, ils le reliront en négatif ou bien, pour les nihilistes, la récuseront, et avec elle en bloc toute la connaissance économique, pour proposer, en conclusion trépidante, sa reconstruction « sur des bases nouvelles ».

Pourquoi dès lors des colloques, demanderont les non-initiés. Si la science n'y gagne rien, il vaudrait mieux investir ailleurs son temps et son argent. La réponse est à chercher du côté des fonctions officielles (et moins nobles) des colloques. Chose en trois briquets.

Comme en témoignent les lieux géographiques où se tiennent en général ces cérémonies, la dimension touristique des colloques n'est pas à ignorer. Penser ensemble oui, mais surtout le faire dans un cadre agréable...

Une fois le rituel exécuté, les participants deviennent soudain très ac-

tifs : c'est que les relations publiques sont de la plus haute importance, même dans la cité scientifique. Les colloques sont des moments privilégiés pour nouer ou entretenir des liens.

Enfin, l'économiste doit satisfaire aux exigences de l'institution dont il relève et respecter les normes plus ou moins implicites en matière de participation à des colloques et de publications (« publier ou périr »). Or le « papier » écrit pour le colloque a souvent de fortes chances de paraître ensuite quelque part.

Qu'en est-il de l'H.P.E. dans tout cela ? Si elle n'est que prétexte pour maximiser les gains socio-professionnels des économistes, et si sa pratique ne sert qu'à gonfler le volume des publications économiques, n'est-il pas temps de l'abandonner aux rats des bibliothèques ?

Certainement pas. Il ne peut nous être indifférent de savoir ce que Marx, Keynes ou Schumpeter ont dit, ni pourquoi ils l'ont dit, ni dans quelle mesure cela était juste, puis que nous utilisons dans les analyses économiques du monde contemporain les outils conceptuels qu'ils ont créés. L'opérationnalité de ceux-ci n'apparaît qu'en mettant en lumière

(*) Enseignant à l'université Paris-DK.

leur place dans l'incessant dialectique faite-théories constitutive de l'H.P.E.

Sans nier cette nécessaire mise en perspective historique des concepts, il importe de ne pas s'enfermer dans une pratique schizophrénique de l'H.P.E. La scolastique est certainement plus sécurisante, moins risquée et... moins ardue que l'analyse rigoureuse des problèmes d'aujourd'hui. Elle est cependant trop souvent beaucoup plus stérile aussi.

(1) L'influence de John Maynard, lord Keynes (1883-1946), sur la « pensée » et la pratique économiques contemporaines a été et reste considérable. C'est à lui qu'on doit notamment l'idée de la relation entre le pouvoir d'achat, au risque d'un déficit budgétaire.

(2) Josef Schumpeter (1883-1950), a consacré des ouvrages classiques au fonctionnement du système capitaliste et à l'avènement du socialisme bureaucratique (N.D.L.R.).

LU

Dans le collimateur de l'histoire

(Suite de la première page.)

Il va falloir maintenant payer le prix de ces deux contresens : croissance nulle et chômage accru, perspectives défavorables qui se trouvent aggravées par le fait que l'inflation est, pour la plupart des pays, plus forte qu'aux États-Unis et au Japon, que le retard technologique est considérable et que les prélèvements obligatoires sont beaucoup plus lourds (les « frais généraux » de l'Europe sont de 50 %, ceux du Japon et des États-Unis de 35 %).

N'y a-t-il rien à faire ? Si, parce qu'il existe « un multiplicateur d'efficacité communautaire ». « Tout pays qui veut faire de la croissance doit être assuré de perdre. Tout pays qui balaie devant sa porte et accepte ensuite de faire de la croissance avec les autres, en respectant les règles de l'intérêt commun, est assuré d'y gagner. »

Selon Michel Albert, un modeste supplément de croissance commun à l'ensemble de la C.E.E. (1 %) pendant trois ans) suffirait à débiter la situation, à la condition qu'il s'accompagne d'une baisse plus marquée de l'inflation moyenne et que les gains de productivité servent à redresser les marges des entreprises.

Notre auteur propose que le redressement de l'investissement productif soit financé, non par les budgets, mais par un emprunt supplémentaire de 15 milliards d'ECU (2) par an et par une taxe pétrolière perçue à l'importation, beaucoup plus facile à dégrever à l'échelle des dix qu'une taxe à la consommation. Trois engagements seraient en outre demandés aux États : contri-

buer à la déflation progressive des prix et des revenus nominaux, affecter une large part de la réduction du déficit budgétaire à une baisse de l'impôt et des bénéfices des entreprises, empêcher l'augmentation de la masse monétaire.

Ce dispositif est le cœur du programme proposé par Michel Albert, qui rappelle en outre l'importance de créer un espace européen pour l'industrie de la recherche, pour les commandes publiques, de stimuler les investissements énergétiques dans les pays en développement associés à l'Europe à l'occasion du renouvellement de la convention de Lomé, et de favoriser le « travail à temps choisi », idée qu'il a développée longuement dans son *Pari français*.

« L'Europe, demi-continent le plus menacé militairement, est également le plus exposé au point de vue économique. Elle est désormais - et pour longtemps - dans le collimateur de l'histoire. »

Au-delà des formules et du martèlement de l'outil pédagogique dont Michel Albert a le secret, l'imagination qu'il déploie au fil des pages console de bien des travaux ennuyeux sur un sujet rebattu. Le testament européen réussit-il à placer ce document d'une stimulante jeunesse de ton sur la table du conseil des ministres des Six ? A lui de jouer.

PIERRE DROUIN.
Éditions du Seuil, 160 pages, 155 F.

(2) La valeur de l'ECU est très proche de celle du dollar.

Un système dual

Le système bancaire français est dual. D'un côté les « banques d'affaires », aux ressources courantes, les exécutives par rapport aux engagements, et de l'autre, les « banques d'affaires » en situation inverse. Les premières prêtent aux seconds sur le marché monétaire. La collecte est donc essentielle pour les banques de dépôts. Le crédit, l'analyse des risques, sont pour leurs agents une préoccupation seconde. Ils sont d'autant plus obsédés par la collecte qu'ils se trouvent depuis plusieurs décennies en concurrence avec d'irrésistibles adversaires, Caisses d'épargne et de crédit mutuel, Caisses de crédit agricole, qui jouissent de privilèges décadents ; innés en France d'impôts pour les premiers prêts bonifiés pour les seconds, leur assurant, captive, la clientèle agricole et rurale. Ces privilèges n'ont cessé de croître ; les Caisses d'épargne se transforment progressivement en banques au sens


plein du terme, et le Crédit agricole a-t-il cessé d'être « bancaire » ? (L'urbain la banalisation est à sens unique. A ce rythme on marche vers un léviathan financier à trois ou quatre têtes, d'autant que la concentration ne peut qu'être accélérée par la diffusion de la monnaie électronique. Les banques au sens propre s'efforcent quand même de résister à cette concurrence irrésistible, par des publicités tapageuses, coûteuses, utiles pour le collectif puisqu'elles s'annulent pratiquement les unes les autres. Mais cela focalise un peu plus l'attention des banquiers sur les dépôts, et un peu moins sur les crédits internes courants.

Pourquoi d'ailleurs s'ennuieraient-ils d'abord au crédit puisque celui-ci est de plus en plus rigoureusement encadré ? La pratique de l'encadrement du crédit a été inaugurée en France en 1957, rodée en 1963, lors du premier plan de stabilisation de la IV^e République, qui devait être suivi de beaucoup d'autres. Tous les gouvernements l'ont utilisé. Il n'est pas question de reprendre ici le débat sur les mérites de la politique monétaire. Il faut croire qu'elle est un mal nécessaire. Les gouvernements libéraux la prônent, les autres se jugent contraints de s'y soumettre pour défendre leur monnaie. Du moins pourrait-on la pratiquer autrement que par l'encadrement du crédit. Si l'on reprend l'image fautive, mais pédagogiquement efficace, d'une banque « achetant » des dépôts et « vendant » du crédit, il apparaît qu'en France la banque est la seule « industrie » dont sont fixés de l'extérieur « prix d'achat », « prix de vente » et « quantités vendues ».

Comment les banquiers n'auraient-ils pas les yeux braqués sur la seule « variable de maximisation » de leurs comptes, c'est-à-dire la collecte des dépôts ? Comment ceux qui le peuvent ne privilégieraient-ils pas le risque à l'étranger qui n'est pas encadré ?

En interdisant toute concurrence sur les crédits, l'encadrement fige les structures acquises. Les grandes banques, ayant toutes les opportunités d'obtenir des crédits peu ou moins encadrés (exportation, crédits spéciaux à l'investissement : article 8, économies d'énergie, emploi-productivité...), trouvent dans l'encadrement le meilleur garant de leur situation dominante. Les banques régionales sont vouées à l'absorption. Et les banquiers en général, qui n'ont pas, comme les autres entrepreneurs, à se disputer les clients, mais au contraire, à les sélectionner et à se renvoyer les moins « utiles », sont incités à tout ce qu'on veut, sauf à prendre, comme on attend d'eux, le précieux risque industriel.

(*) Pseudonyme d'un banquier tenu au devoir de réserve.



SOLDE

ARNYS 14, rue de Sévres (7^e) - Tél. 548-76-99

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Filles
75421 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 767 F 986 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
681 F 1 074 F 1 547 F 2 030 F

ÉTRANGER
(par messagerie)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PARIS-BAS
381 F 634 F 887 F 1 148 F
IL - SUISSE, TUNISIE
484 F 779 F 1 105 F 1 438 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Jusqu'à la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

هنا من القول

AMÉRIQUES

Chili

Nouvelle tension avant la journée de protestation nationale du 12 juillet

Santiago. (A.F.P., Reuter). - A quelques jours de la troisième « journée de protestation nationale », annoncée pour le 12 juillet, la tension politique a sensiblement crû à Santiago. La police a arrêté, le jeudi 7, une trentaine de personnes qui manifestaient dans le centre de la capitale pour exiger des précisions sur le sort de prisonniers disparus. Puis un groupe d'agents de la centrale nationale d'information (C.N.I.), la police secrète du régime, a occupé deux heures durant les locaux de la coordination syndicale nationale (C.N.S., organisation de gauche) et a arrêté cinq de ses responsables. Le président de la C.N.S., M. Manuel Bustos, avait été expulsé du Chili en décembre 1982 par le gouvernement du général Pinochet. L'organisation a généralement regroupé 600 000 travailleurs.

L'appel pour la troisième journée de protestation nationale a été lancé le 5 juillet par M. Gabriel Valdes, leader de la démocratie chrétienne et responsable de la « multipartite ».

une organisation regroupant des formations allant de la droite libérale à la gauche socialiste modérée. M. Valdes a indiqué que l'initiative de l'appel ne venait pas de ces partis, mais que ceux-ci entendaient, en le lançant, prêter leurs voix aux leaders syndicaux arrêtés après la grève du 14 juin.

La direction nationale des ouvriers (C.N.O.), confédération de cinq importants syndicats qui avaient organisé les journées du 11 mai et du 14 juin, a, de son côté, constaté, dans un communiqué diffusé le 7 juillet, qu'aucune de ses revendications précédentes n'avait été satisfaite, et que la seule réponse du gouvernement avait été « une nouvelle répression ». Rappelons que six personnes ont été tuées, et deux mille arrêtées lors des journées de mai et de juin.

Le gouvernement militaire a déjà annoncé qu'il ne tolérerait aucun nouveau désordre.

Etats-Unis

La vive reprise économique risque de faire monter les taux d'intérêt

De notre correspondant

Washington. - Le président Reagan a marqué son opposition à une hausse du taux de l'escompte menant à une augmentation générale des taux d'intérêt. « Nous pensons que la masse monétaire peut être lentement ramenée dans ses limites. (...) Nous ne voulons pas un accroissement des taux d'intérêt », a déclaré, le 7 juillet, M. Speaker, porte-parole de la Maison Blanche. Pressé de questions, M. Speaker s'est limité à indiquer qu'une bonne utilisation des mécanismes de contrôle existants suffirait pour atteindre cet objectif. Un autre membre de l'état-major de la Maison Blanche déclarait également qu'une hausse, même faible, des taux d'intérêt, serait une « déception » pour le gouvernement.

Il est peu probable que cette démarche, inhabituelle, de la Maison Blanche ait été entreprise avec l'approbation de M. Paul Volcker, président de la Banque fédérale de réserve (FED). De toute évidence, les déclarations de la Maison Blanche reflètent un souci politique. A quelques jours de la réunion de la commission spécialisée de la FED qui doit évaluer, et sans doute décider, les mesures à prendre pour modérer le rythme, jugé trop rapide, de la reprise, le président Reagan prend ses distances : une hausse des taux d'intérêt pourrait affecter sa cote de popularité, actuellement en hausse. Vis-à-vis du grand public, il ne veut pas paraître s'associer à une décision impopulaire et préfère en laisser la seule responsabilité à la FED, institution indépendante.

Dans les milieux proches de la FED, on déclare partager la préoccupation de la Maison Blanche : maintenir la reprise sans pour autant

relancer l'inflation. Mais on ne voit pas comment atteindre cet objectif sans resserrer le du crédit, surtout à un moment où le déficit budgétaire prévu pour 1984 doit atteindre 200 milliards de dollars, soit 6 % du P.N.B. : le niveau le plus élevé depuis la fin de la guerre. D'autre part, l'accroissement de la masse monétaire a été de 14 % au cours des deux derniers mois, bien au-dessus de la « fourchette » de 4 à 8 % fixée par la FED. Enfin, on souligne que, faute de resserrer aujourd'hui légèrement le crédit afin de ralentir l'accroissement de la masse monétaire et la reprise, il faudra envisager l'an prochain des mesures plus sévères, beaucoup plus dangereuses pour l'économie.

En fait, la croissance dépasse toutes les prévisions et a atteint 6,5 % en rythme annuel pendant le second trimestre. Certains économistes du secteur privé prévoient qu'elle pourrait atteindre 7 % cette année. Cette reprise très vive pose de sérieux problèmes à M. Paul Volcker. Le président de la FED envisageait un taux de croissance de 3 à 4 %, assurant un réajustement plus modeste, mais évitant le danger de poussées inflationnistes. M. Martin Feldstein, son principal conseiller, multiplie ses avertissements : « une reprise, avec le robinet du crédit largement ouvert, crée le risque d'une sérieuse inflation ». Il craint en outre qu'une reprise trop rapide ne stimule la concurrence sur le marché des capitaux entre les investisseurs privés et le gouvernement, qui a aussi un énorme besoin d'emprunter. Ce qui semble évident, c'est qu'une hausse des taux d'intérêt est inévitable. - (Interim.)

Tchad

N'Djamena ne parvient pas à enrayer la progression des rebelles

(Suite de la première page.)

En raison de l'étiement des lignes de communication - les combats se déroulant loin au nord et à l'est de N'Djamena - et du manque de véhicules de transport, la quasi-totalité du matériel envoyé par la France, pourtant considérable et de qualité, n'a pu encore être utilisée. Un escadron de douze jeeps munies de canons de 106 millimètres, est parti à la fin de la semaine dernière pour défendre Ouagadougou. On est sans nouvelles de son emploi.

Tous les yeux sont désormais fixés sur Abéché. La ville dispose en effet d'un aéroport permettant l'atterrissage d'avions gros porteurs. Si elle tombe aux mains des assaillants, un pont aérien avec la Libye, comme celui qui fonctionne actuellement avec Faya-Largeau, serait établi à l'est : véhicules, armes et munitions seraient ainsi transportés à pied d'œuvre. Abéché a en outre une valeur symbolique. C'est dans ses environs que M. Hissène Habré, chassé de N'Djamena, avait pu regrouper ses troupes à la fin de 1980. La route d'un repli éventuel vers le Soudan lui serait, cette fois, interdite.

Une nouvelle défaite risquerait également de précipiter un phénomène souvent observé dans les conflits tchadiens : le ralliement des troupes au chef qui a le vent en poupe. De nombreux « audistes », chrétiens ou animistes (alors que le Nord est musulman), ont été intégrés, plus ou moins volontairement, dans l'armée régulière. Leur loyauté dans ce conflit entre chefs « nordistes », même si M. Hissène Habré a jouté incontestablement avec succès la carte de l'unité nationale du pays, est incertaine. Pendant de longs mois, N'Djamena a par ailleurs maintenu des garnisons dans le Sud pour faire face à toute éventualité. Devant l'aggravation brutale de la situation militaire, celles-ci ont toutes été précipitamment retirées.

Dans ce tableau plutôt sombre, M. Hissène Habré peut cependant trouver deux motifs de réconfort. Tout d'abord la frontière avec le Nigeria, par laquelle passent une

grande partie des vivres et la totalité du carburant, devrait être ouverte le 11 juillet à 6 heures du matin. Elle avait été fermée le 30 avril à la suite d'incidents répétés sur le lac Tchad entre pêcheurs tchadiens et nigériens. Cette guerre larvée, qui s'est poursuivie jusqu'au 10 juin, date du dernier bombardement nigérien, a sans doute coûté très cher à M. Habré. Celui-ci a dû immobiliser près du lac Tchad une partie de ses forces au moment où se préparait l'offensive décisive sur Faya-Largeau. Le contentieux juridique lui-même est difficile à régler : à l'époque coloniale, Français et Britanniques s'étaient entendus pour attribuer aux premiers les îles du lac, d'ailleurs proches de la rive tchadienne. Depuis, le niveau des eaux a baissé et de nouvelles îles sont apparues, plus proches du Nigeria, et celui-ci en revendique la souveraineté. M. Habré s'est montré, malheureusement un peu tard pour lui, accommodant, de façon à enrayer ce qui tendait à devenir un second front.

Le gouvernement de N'Djamena a un autre motif de satisfaction, d'ordre climatique cette fois : l'arrivée de la saison des pluies va gêner la progression des assaillants. Des experts militaires occidentaux estiment cependant que, si les pluies rendent difficilement praticable l'accès à la capitale par l'est, elles n'entravent pas sensiblement une attaque par l'autre axe de pénétration, venant du nord.

L'atmosphère qui prévaut à N'Djamena est donc plutôt pessimiste. Le prix du pain a doublé en quelques mois et, en attendant la réouverture de la frontière nigérienne, des commerçants proposent sur leur étal en plein air, à un prix exorbitant, du pétrole de contrebande dans des récipients les plus divers. La ville est pourtant totalement calme, les restaurants et les dancing font des affaires, mais si le seul sujet de conversation est l'approche des rebelles.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Le Caire apprécie le rôle de la France

La dégradation de la situation au Tchad et les moyens de venir en aide au régime du président Hissène Habré ont été au centre des entretiens de M. Claude Cheysson, jeudi 7 juillet en Egypte.

M. Cheysson, qui a été reçu par le président Mubarak et son homologue égyptien, s'est refusé à toute déclaration avant de quitter la capitale égyptienne pour Beyrouth, dernière étape de sa tournée au Proche-Orient.

De source égyptienne, on souligne la « concordance » des positions de Paris et du Caire qui « défendent la légitimité au Tchad ». Un porte-parole égyptien a indiqué, de son côté, à l'issue des entretiens de M. Cheysson, que « l'Egypte accueille favorablement toute initiative renforçant le potentiel défensif du gouvernement tchadien et appréciant le rôle de la France ».

L'Egypte, rappelle-t-on, a décidé de fournir une aide militaire au gouvernement de M. Habré pour « faire face aux forces soutenues par la Libye ». Le porte-parole officiel a précisé, jeudi, que Le Caire « refusait toutefois l'envoi de troupes égyptiennes au Tchad ».

Selon l'agence de presse libyenne Jana, le colonel Kadhafi a menacé, jeudi, d'envoyer à certains pays africains voisins du Tchad « une aide militaire similaire à celle offerte à Hissène Habré ».

D'autre part, à Moscou, l'hebdomadaire Temps nouveaux a lancé de vigoureuses attaques contre la politique française et américaine en Afrique, en accusant, dans son dernier numéro, Paris et Washington d'« ingérence ouverte » au Tchad. Le journal, cité par Tass, affirme en effet que « en dépit des contradictions entre les Etats-Unis et la France, ces deux pays agissent toujours à l'unisson lorsqu'ils cherchent à resserrer l'état néocolonialiste en Afrique ». L'hebdomadaire dénonce l'« aide de la France » au président Hissène Habré, soulignant égale-

ment que Paris entraîne dans la guerre du Tchad « ses amis officiels » alors que, de son côté, Washington tente d'y « attirer » l'Egypte et le Soudan.

Le ton de la presse est différent à Abidjan, où le quotidien officiel ivoirien *Fraternité-Matin* estime que la France devrait faire le maximum au Tchad. « La France pour sauver le Tchad doit aller jusqu'au bout de son soutien à Hissène Habré, qui pose les vrais problèmes de ce pays, à savoir l'intégrité territoriale, l'unité nationale et la prospérité pour tous les Tchadiens », écrit le quotidien national ivoirien, qui poursuit : « Si les pays amis de paix et de justice ont salué le soutien logistique que Paris a accordé à N'Djamena, ils ne comprennent pas que la France accepte de courir le risque de voir ce matériel tomber aux mains des rebelles qui ne se battent que pour assurer la partition du Tchad ». « Ne pas aider Hissène Habré, c'est se faire complice de la dislocation de cette ex-colonie française », conclut *Fraternité-Matin*.

Ethiopie

LE F.P.L.E. ACCUSE LE GOUVERNEMENT D'ADDIS-ABEBA DE DETOURNER AU PROFIT DE L'ARMÉE LES SECOURS INTERNATIONAUX

La sécheresse qui frappe actuellement l'Éthiopie, et en particulier l'Érythrée, a conduit les représentants du F.P.L.E. (Front populaire de libération de l'Érythrée), à attirer l'attention de la communauté internationale sur la situation dramatique qui prévaut dans cette province d'Éthiopie en rébellion contre le gouvernement central.

Le responsable des relations extérieures du F.P.L.E., M. Andemichael Kahsal, a, au cours d'une conférence de presse le 7 juillet à Paris, affirmé que le gouvernement central d'Addis-Abeba « détournait les aides alimentaires au profit de l'armée, qui combat en Érythrée et continue de recevoir une assistance massive de la part de l'Union soviétique, le coût financier et humain de la guerre d'agression en Érythrée étant trop lourd pour les ressources limitées de l'Éthiopie ».

Le F.P.L.E. a demandé aux instances gouvernementales et non-gouvernementales internationales de revoir leur attitude concernant les secours et a démenti formellement les affirmations de M. Poniatski à TF 1 le 3 juillet, qui avait dit que « la rébellion en était à son dernier état » et que « tout était calme ».

ELIMINEZ
sans produits chimiques
MOUSTIQUES
et insectes volants indésirables

Appareil breveté utilisant à la fois une source lumineuse pour attirer les insectes et une source chimique pour les éliminer. Action immédiate et sans danger. Pour un intérieur de 20 m². Garantie 2 ans. Fabrication française. Grande série 2 ans.

Paris et rég. Paris **THIEBAUT**
30, pl. de la Madeleine, 75008 Paris. Tél. (1) 742.29.03.

Province : **Désinsecteur B.R.C.**
BP 502 - 44026 Nantes Cedex Tél. (40) 49.42.64.

495 F.T.C. - Franco 525 F.
Documentation INSECTRAP sur demande



Rien n'est plus beau à donner que la vie

Et pourtant notre société semble avoir choisi aujourd'hui de donner la mort. Mort, en réalité horrible, ce que l'on nous distille : c'est chaque fois le sacrifice d'un être unique et irremplaçable. Méthode barbare, indigne d'une civilisation évoluée comme la nôtre, qui devrait se préoccuper en priorité de protéger la vie en organisant l'aide à la naissance dans tous les cas où la future maman, est en difficulté. Au lieu de cette solution logique et fraternelle, nous nous contentons d'entreprendre, mortifère, une triste besogne, mais en plus, nous la légalisons, et alors même jusqu'à la rembourser, ce qui viole la conscience d'un grand nombre de personnes.

Le Comité pour Sauver l'Enfant à Naître appelle, en dehors de toute considération idéologique ou confessionnelle, les françaises et les français qui veulent le respect de la Vie dès la conception, à se mobiliser pour faire évoluer les mentalités obscurantistes. Publiez une réclamation, tenez de tels actes sur l'avancement et son remboursement.

Participez activement à notre mouvement, qui s'élève contre les solutions barbares et l'avortement. Renvoyez le coupon ci-joint pour recevoir le nouveau dépliant d'information "Sa Vie dépend de vous", et contactez autant que vous le pouvez à notre action en nous faisant parvenir votre don.

Rien n'est plus beau à donner que la Vie. Donnez pour la Vie.

COMITÉ POUR SAUVER L'ENFANT À NAITRE
BP n° 5 - 94121 Fontenay-sous-Bois Cedex CCP 94 749 26 J - LA SOURCE

Je soutiens le **Comité pour Sauver l'Enfant à Naître**
BP n° 5 - 94121 Fontenay-sous-Bois Cedex.

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____

Code postal : [] [] [] [] [] []

Ci-joint une participation financière à votre action (facultative) par :
☐ Chèque bancaire ☐ Chèque postal ☐
☐ Mandat lettre ☐ à l'ordre du Comité pour Sauver l'Enfant à Naître.

☐ Je souhaite recevoir le dépliant pour diffusion locale.

محضان الطفل

PROCHE-ORIENT

LA CRISE SYRO-PALESTINIENNE

Les premiers efforts de conciliation ont été infructueux

Après avoir fait rapport au comité exécutif de l'O.L.P. de sa mission en Syrie, la commission palestinienne de conciliation est repartie pour Damas le 7 juillet. M. Yasser Arafat a indiqué à l'Agence Associated Press qu'il avait soumis trois propositions aux autorités syriennes : un cesse-le-feu entre toutes les parties concernées dans la vallée de la Bekaa (Liban) ; des négociations pour résoudre les divergences entre la direction du Fath et les milices ; enfin une offre de retirer de la Bekaa les fedayin loyalistes pour éviter tout affrontement armé avec l'armée de Damas. Aucun accord n'ayant abouti, la commission de conciliation continuera sa mission.

De notre correspondant

Tunis. — La commission spéciale du comité exécutif de l'O.L.P., chargée d'explorer les différents interprétations et la crise avec la Syrie, n'aura pas eu de succès. Ce bref voyage, qui sera vraisemblablement suivi d'autres aller et retour, a permis aux six médiateurs, conduits par M. Khaled El Fahoum, président du Conseil national palestinien, d'informer M. Yasser Arafat et les autres membres du comité exécutif de l'O.L.P. demeurés à Tunis des premiers résultats de leur mission. Ceux-ci semblent assez maigres. A l'exception du cesse-le-feu intervenu voici quarante-huit heures dans la plaine de la Bekaa entre les forces loyalistes et dissidentes et qui, de l'avis même des Palestiniens, demeure précaire, aucun autre accord ne paraît être intervenu, notamment sur le réarmement des structures du Fath qu'exigent les milices.

Dans un communiqué publié le 7 juillet à Tunis, la commission se borne à insister sur la « nécessité de la poursuite du dialogue démocratique pour régler les différends ». De même, en ce qui concerne la crise avec Damas, la commission s'en tient aux généralités en soulignant l'importance de poursuivre les efforts « en faveur du maintien du dialogue syro-palestinien ». Elle affirme aussi, dans son communiqué, que lors des entretiens qu'elle a eus en début de semaine avec le chef de la diplomatie syrienne, M. Abdel Halim Khaddam, celui-ci a mis l'accent sur la volonté de son pays de maintenir « des relations fraternelles avec l'O.L.P., unique et légitime représentant du peuple palestinien ».

APRÈS L'ASSASSINAT D'UN ÉLÈVE RABBIN EN CISJORDANIE

Les colons israéliens d'Hébron réclament un renforcement de la répression

De notre correspondant

Jérusalem. — La tension entre les habitants d'Hébron et ceux de la cité juive voisine de Kiryat-Arbaa était intense depuis des mois. A présent, la situation est devenue explosive. Mercredi 6 juillet, un jeune étudiant d'une école talmudique située dans le quartier juif d'Hébron a été poignardé en plein centre de la ville. Sur la suite des événements, les versions divergent : les habitants de Kiryat-Arbaa se sont lancés à la poursuite des assaillants et ont ouvert le feu ; des informations ont été divulguées faisant état d'un Arabe tué et de plusieurs blessés, informations ensuite démenties de source israélienne.

Dans la soirée du même jour, en tout cas, les événements se sont précipités. Une centaine d'habitants de Kiryat-Arbaa, en colère, se sont rendus dans la casbah d'Hébron et ont mis le feu à des étalages et brisés des vitrines avant d'être dispersés par les forces de sécurité. Et, peu après minuit, le maire d'Hébron, M. Mustapha Nabi Nathe, a été convoqué par le commandant militaire de la région, le général Ouri Orr, qui lui a annoncé sa destitution ainsi que celle de tous les membres du conseil municipal. Un communiqué publié par le porte-parole de l'armée les a accusés d'« avoir encouragé les troubles et les incidents à Hébron qui ont atteint leur point culminant avec l'assassinat de l'élève de l'école talmudique ».

M. Mustapha Nathe avait été nommé à son poste par l'administration militaire israélienne il y a plus de trois ans, après l'expulsion du maire élu de la ville, M. Faed Kawasneh, et de deux autres personnalités cisjordanaises. M. Nathe a rejeté les accusations portées contre lui : « Les habitants d'Hébron, a-t-il

dit, ne font que riposter aux agissements des colons israéliens qui eux aussi pratiquent la violence sans que leurs conseils municipaux soient démis ».

La destitution de M. Nathe était réclamée depuis longtemps par les colons israéliens de Cisjordanie. Plusieurs d'entre eux avaient organisé des manifestations ces dernières semaines devant le siège de l'administration militaire à Hébron en exigeant que les militaires montrent plus de fermeté à l'égard des « agitateurs arabes ». Ils faisaient valoir en particulier que les forces de sécurité faisaient preuve de « faiblesse » dans les territoires occupés, depuis le remplacement de M. Ariel Sharon par M. Moshe Arens. Le nouveau ministre de la Défense, en effet, a toujours dit qu'il ne fallait pas utiliser la politique de « deux poids deux mesures » à l'égard des Arabes et des Israéliens en Cisjordanie. Lorsqu'il s'est rendu jeudi 7 juillet à Kiryat-Arbaa, il a été accueilli aux cris d'« assassin ».

« Je comprends parfaitement l'état d'esprit des habitants de Kiryat-Arbaa », a-t-il ensuite déclaré.

Les pressions pour le rétablissement d'une « politique de la main de fer » vont en tout cas se renforcer désormais. Le ministre de la science et de la technologie, M. Yuval Neeman (du mouvement d'extrême droite Renaissance), exige que les colons puissent se doter de véritables milices. Quant au ministre de l'Intérieur, M. Yossef Burg, il a annoncé qu'il allait saisir le conseil de cabinet du dimanche 10 juillet des événements d'Hébron et de la situation générale en Cisjordanie.

(Interim.)

Liban

L'effondrement d'un immeuble à Beyrouth

LE BILAN DÉFINITIF FAIT ÉTAT DE SIX MORTS FRANÇAIS

L'effondrement d'un immeuble situé à Beyrouth-Ouest, mercredi 6 juillet, sur des équipes de démolition et des soldats français qui travaillaient à abriter la partie la plus touchée, a fait, finalement, neuf morts (et non pas cinq) dont six Français (le Monde du 8 juillet).

A Paris, le ministère de la Défense a communiqué, jeudi 7 juillet, les identités des six militaires français tués lors de cet accident. Il s'agit du sergent Daniel Legros, du caporal-chef Robert Beaumont, du caporal Jean-Jacques Bourdais, des sapeurs Luc Malrot, Bruno Rollin et Rémy Chopin.

L'effondrement du bâtiment a fait, en outre, un blessé grave et un blessé léger parmi les militaires du 17^e régiment de génie parachutiste, partie de l'élément français de la Force multinationale à Beyrouth. Les identités des blessés n'ont pas été communiquées par le ministère de la Défense.

« Les forces de sécurité libanaises ont arrêté trois personnes soupçonnées d'avoir participé jeudi 7 juillet à l'attentat visant le premier ministre, Chafik El-Wazzan, a déclaré M. Assad Germanos, procureur militaire (le Monde du 8 juillet). Interrogé jeudi soir par la radio libanaise, M. Germanos a déclaré que ces trois suspects étaient supposés responsables de l'explosion d'une voiture piégée, intervenue à Beyrouth, une minute après le passage du premier ministre sur son trajet habituel pour se rendre de sa résidence à son bureau. Selon la radio, les trois suspects appartiennent à une « cellule terroriste », tenue pour responsable d'autres attentats à la bombe dans la capitale libanaise. (Reuter).

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

ONZE TCHÉCOSLOVAQUES ET DEUX CITOYENS DE LA R.D.A. ont « choisi la liberté » jeudi 7 juillet et rejoint la R.F.A. Les premiers faisaient partie d'un groupe de touristes, et se sont présentés aux autorités tchécoslovaques dans un lieu qui n'a pas été précisé ; il s'agit essentiellement de fonctionnaires de Prague. Les seconds ont réussi à s'échapper d'Allemagne de l'Est par la Tchécoslovaquie, puis ont pu gagner la Bavière. (A.F.P.)

Grande-Bretagne

LE COMTE GREY, membre libéral de la Chambre des lords et héritier de la fortune Grey, basé sur le thé, a été libéré sous caution, jeudi 7 juillet, avec quatre autres personnes impliquées dans une affaire de prostitution. Agé de quarante-quatre ans et descendant direct d'un premier ministre whig du dix-neuvième siècle, le comte Grey doit être jugé, avec ses coaccusés, le 9 août prochain. Les cinq hommes ont été arrêtés le 10 mai dernier à la suite d'une série d'opérations dans des librairies et des sex-shops, au cours desquelles de nombreux documents pornographiques ont été saisis. (A.F.P.)

Saint-Marin

LE CONSEIL GRAND ET GÉNÉRAL (Parlement) de Saint-Marin a désigné, le 4 juillet, le nouveau gouvernement de la petite République qui comprend, comme avant les élections du 29 mai dernier, des représentants du parti socialiste, du parti communiste et du parti socialiste unitaire. « L'union de la gauche », dans sa version saint-marinoise, dispose d'une petite majorité parlementaire avec 32 sièges contre 28 à l'opposition (démocrate-chrétienne 26 ; social-démocrate 1 et républicain 1). Le portefeuille des affaires étrangères a été à nouveau confié au socialiste Giordano Bruno Reffi et celui des affaires intérieures au communiste Alvaro Selva. (A.F.P.)

Depuis 39 ans, le journal spécialisé

“Les Annonces” est le n° 1 pour la vente des fonds de commerce

En vente partout 3 F 25, rue de Méth, 75011 PARIS - Tél. (1) 806-30-30

ASIE

Corée du Sud

Les relations avec la France traversent une période de désenchantement

De notre correspondant

Séoul. — Un an après le succès de la visite de M. Cheysson à Séoul, les relations franco-sud-coréennes traversent une période d'incertitude politique, de frustrations diplomatiques et de désenchantement commercial.

Depuis l'arrivée des socialistes français au pouvoir, les Sud-Coréens vivent dans la hantise d'une reconnaissance en bonne et due forme par Paris de leurs « frères ennemis » communistes du Nord. Compte tenu de cette rivalité sur la scène internationale, comme du rôle et du poids de la France, particulièrement en Europe de l'Ouest, on estime, ici, qu'une reconnaissance de Pyongyang par Paris serait une catastrophe. Aussi s'efforce-t-on de l'empêcher par un mélange de promesses commerciales alléchantes et de menaces de rétorsion plus ou moins voilées.

C'est d'abord, d'ailleurs, le n° 1 jamais eu d'ambassadeur à Séoul, les contacts industriels et la « compétitivité » de la France, sont l'objet d'un statu quo diplomatique. Arrivé l'an dernier dans une atmosphère qu'avait tendue la décision française de principe de reconnaître la Corée du Nord, M. Cheysson était reparti en ayant non seulement dissipé les inquiétudes de ses hôtes, mais aussi ouvert des perspectives de renforcement du dialogue et de la coopération.

D'abord, avait dit en substance le ministre français des relations extérieures, une reconnaissance formelle du Nord n'est pas pour demain. Toute décision éventuelle de la France tiendra compte des intérêts et de la sécurité du Sud. Elle sera l'objet de l'évolution du dialogue inter-coréen en vue d'une réunification.

Thaïlande

Bangkok déplore la diminution du rythme de réinstallation de réfugiés indochinois à l'étranger

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — « Si le rythme de réinstallation des réfugiés à l'étranger ne s'améliore pas et s'il s'avère que beaucoup de pays ont oublié leurs promesses... la Thaïlande ne s'estimera plus liée par le respect de principes humanitaires dans lesquels le reste du monde a commencé à perdre foi », a averti le colonel Prang Soonsiri, secrétaire général du Conseil national de sécurité, le 7 juillet, à Bangkok, lors de la VI^e conférence annuelle sur les personnes déplacées. Il a rejeté l'« excuse facile » invoquée par certains pays selon laquelle des difficultés économiques les empêcheraient de tenir leurs engagements.

La Thaïlande abritait, au 31 mai dernier, 157 809 réfugiés indochinois (1) répartis dans cinq camps à l'intérieur du pays, au lieu de 301 000 en mai 1980. En 1982, 33 090 ont été réinstallés outre-mer au lieu de 102 564 l'année précédente, soit une baisse brutale des départs de 70 %. Le colonel Soonsiri a reproché aux gouvernements étrangers de tourner, par une sélection sévère des candidats et des procédures d'accueil compliquées, les principes humanitaires auxquels ils avaient les responsables de Bangkok à soumettre. « N'est-ce pas franchement déloyal ? », a-t-il noté.

Ainsi, plus de 250 Vietnamiens, en majorité de jeunes célibataires, qui avaient choisi de fuir leur pays par voie de terre à travers le Cambodge, attendent au camp de transit de Phanat-Nikhom, situé à 90 kilomètres au sud-est de Bangkok, quelques-uns depuis plus de trois ans — que des pays étrangers veulent bien s'intéresser à leur sort. En désespoir de cause, deux se sont suicidés au printemps dernier. Une dizaine ont tenté de mettre fin à leurs jours. Certains ont organisé des grèves de la faim.

Les dirigeants thaïlandais ont, de nouveau, menacé de traiter en « immigrants illégaux » le retour des réfugiés cambodgiens qui attendent dans les camps de Khao-I-Dang et de Phanat-Nikhom, un hypothétique départ vers l'étranger et de les renvoyer dans le no man's land frontalier où, déjà, plus de 200 000 de leurs compatriotes vivent dans des conditions de sécurité très précaires. Le colonel Soonsiri a évoqué, à cet égard, le programme de « rapatriement volontaire » au financement duquel le Japon est prêt à participer. « Malheureusement, peu de progrès ont été faits », a-t-il reconnu, à cause de l'obstruction des autorités de Hanoi, qui préfèrent, selon lui,

de Corée du Sud à Paris à cru comprendre, à la suite d'entretiens, que le président français profiterait de son passage à Pékin pour faire « un geste spectaculaire » en faveur de la Corée du Nord.

La manière

Immédiatement alerté, le gouvernement de Séoul, sans chercher à vérifier les déductions de son ambassadeur, a opté pour la manière forte, pour les représailles. Les représentants de Framatome et d'Alstom, qui construisent ici deux centrales nucléaires, ont été convoqués par la compagnie nationale d'électricité. Il leur a été signifié que Séoul rompait les contrats, que des indemnités seraient payées et qu'ils pouvaient s'apprêter à quitter le pays. L'ambassadeur de France, M. Bayens, a été convoqué deux fois dans la même journée aux affaires étrangères. La crise s'est installée jusqu'à ce qu'un télégramme de M. Cheysson vienne calmer les esprits, clarifier la situation et réaffirmer que la politique coréenne de la France n'avait pas changé. Framatome et Alstom ont repris leurs travaux, mais l'alerte a été chaude et a laissé un fort goût d'amertume chez les Coréens et dans la communauté française.

Peu après, le ministre des affaires étrangères, M. Lee Bumuk, a annulé un voyage prévu en juin à Paris et dans d'autres capitales européennes. On admet, de source coréenne, que la diplomatie de Séoul a réagi avec excès. Mais on fait valoir qu'après les « promesses » de M. Cheysson les « atterroissements et ambiguïtés françaises » avaient exacerbé les frustrations. On déplore même que le Quai d'Orsay ne semble pas être pleinement en charge de la diplomatie coréenne de la France. On sait fort bien ici qu'elle dépend aussi du président Mitterrand, de ses conseillers, du parti socialiste et du parti communiste. Cela fait beaucoup d'interlocuteurs. « À qui doit-on s'adresser si le Quai d'Orsay n'est pas compétent ? », demandent-ils.

M. Cheysson s'est-il trop avancé ? A-t-il été court-circuité ? Fait-on preuve à Séoul de trop d'insistance et d'impatience ? Toujours est-il qu'on est ici et qu'aucune visite officielle française n'est à l'horizon. M. Cheyvenement est bien passé en mai, et a fait l'objet de bien des éloges, mais il n'était plus ministre. Entre-temps, le rapprochement intervenu, en janvier, entre Tokyo et Séoul n'a pas desservi les intérêts nippons.

Coup sur coup, les Japonais viennent d'emporter deux gros contrats : le métro de Pusan et le retraitement des eaux de Séoul, pour lesquels ils étaient en concurrence avec des entreprises françaises. Quant au projet de T.G.V., il paraît enterré. Après la visite de M. Nakasone, premier ministre japonais, Séoul attend celle du président Reagan en novembre et, l'an prochain, celle du pape. « À vouloir jouer sur les deux Corées, vous perdrez sur les deux tableaux. Vous sacrifierez des milliards de dollars à des choix idéologiques qui ne rapporteront rien », nous dit un haut fonctionnaire sud-coréen. Le gouvernement français n'a peut-être pas voulu se prêter à ce marchandage dans lequel les cadeaux économiques récompensent les gestes politiques et le reniement de certains principes. Il aurait alors dû agir en conséquence et dissiper toute ambiguïté.

R.-P. PARINGAUX.

LE MONDE diplomatique

JULIET 1983

LE SCANDALE DE LA DISPERSION NAZIE DANS LE TIERS-MONDE

HENRI DE LAUNAY

L'AMÉRIQUE DE M. REAGAN PART EN CROISADE POUR LA DÉMOCRATIE

JEAN-PAUL TONNETI

LES BÉNÉFICES DE LA CRISE

OLIVIER JULIEN

EN VENTE 10,50 F CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU MONDE

Le Monde

6, RUE DES ITALIENS, 75011 PARIS CEDEX 05

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT ENSEIGNEMENT PRIVE

AVENIR ASSURE

secretariat de direction

secretariat médical

40, RUE DE LIEGE - 75008 PARIS

Tél. : 387.58.83. M° : Liège - Europe - St-Lazare

Le Monde

politique

TENSION DANS L'OPPOSITION

L'U.D.F. accentue ses distances à l'égard du R.P.R.

Les relations directes établies entre M. Giscard d'Estaing et M. Chirac ne sont pas du goût de tous les responsables de l'U.D.F. Au cours de la réunion du conseil national du mouvement, jeudi 7 juillet, plusieurs membres de cette instance ont exprimé leur irritation.

Ces mécontents se recrutent non seulement parmi les représentants des radicaux et du Centre des démocrates-sociaux, mais également — quoiqu'en moins grand nombre — au sein du parti républicain. Tous ceux-là n'ont pas apprécié que M. Giscard d'Estaing annonce à M. Chirac que l'U.D.F. présenterait sa propre liste aux élections européennes avant même que le bureau national du parti ne se réunisse. (Le Monde du 2 juillet). Ils reprochent également à l'ancien président de la République de se comporter en chef de l'U.D.F. (alors que son président est M. Lecanuet) lorsqu'il évoque directement avec le président du R.P.R. les problèmes de l'opposition.

Le conseil national de l'U.D.F. de jeudi n'en a pas moins ratifié la décision du bureau de ne pas présenter de liste commune avec le R.P.R. aux élections européennes de juin 1984. Le parti radical, par la voix de son président, M. Didier Bariani, qui est favorable à la liste d'union de l'opposition, ne s'est pas associé à la décision de l'U.D.F. Une commission spéciale sera créée au sein de l'U.D.F. pour élaborer le programme européen. Présidée par M. Lecanuet, elle comprendra MM. Deniau (P.R.), Méhaignerie (C.D.S.), Donnez (P.S.D.), Debattiste (U.D.F.) et de Charrette (P.R.), ainsi que M. Galland qui est radical mais aussi député à l'Assemblée européenne de Strasbourg. Le programme de cette commission sera présenté au bureau, au conseil national et au congrès de l'U.D.F. M. Lecanuet a également indiqué : « Lorsque nous aurons assez avancé sur ce programme, j'aurai un entretien avec M. Simone Veil », ajoutant : « Si elle veut participer à cette commission, nous l'accueillerons bien volontiers. » En réponse à une question, M. Lecanuet a précisé : « A défaut d'un programme commun, nous établirons avec le R.P.R. une déclaration commune, pour que l'on sache au minimum sur quoi les deux courants sont d'accord ». Le président de l'U.D.F. pense être prêt pour cela en septembre, mais, a-t-il dit, si M. Chirac souhaite que cela se fasse plus tôt, on pourra jeter les bases d'un accord. Il a rappelé les points déjà connus : déclaration commune, totalisation globale des résultats, constitution d'un intergroupe à Strasbourg.

Au-delà de cette amabilité de façade, tous les propos de M. Lecanuet ont été émaillés de reproches implicites et de critiques allusives pour souligner davantage les distances à l'égard du R.P.R. Les dirigeants du parti « giscardien » veulent ainsi dès maintenant se distinguer nettement de leurs alliés. Ils ne cachent pas, en privé, que la stratégie unitaire adoptée par le président du R.P.R. depuis deux ans a été presqu'exclusivement profitable à son parti et à ses candidats. Ils jugent qu'il est temps de renverser la tendance et d'essayer, sur le terrain des élections européennes, qu'ils estiment leur être plus propice, de remonter leur handicap.

M. Lecanuet a donc fait allusion au changement d'attitude du R.P.R. en matière européenne, en faisant remarquer : « Je n'ai pas moi, la possibilité de faire prendre à l'U.D.F. en peu de temps un virage à 180 degrés. » Quant à la valeur de référendum que le R.P.R. souhaite donner à l'élection européenne, M. Lecanuet l'a repoussée en ces termes : « Nous tenterons d'intéresser les Français à l'Europe et non de faire de cette élection un pseudo-référendum. Nous aurons ainsi été courtois dans notre mission d'opposition. Nous n'essayerons pas d'utiliser un scrutin à d'autres fins que celles pour lesquelles il a lieu. »

Pas de dramatisation

Le président de l'U.D.F. admet toutefois que les électeurs pourraient avoir d'autres motivations. C'est pourquoi il prévient : « Ce ne sera pas de notre fait que l'élection européenne prendra un sens différent. C'est le gouvernement, à nous de se le faire. Les Français voudront condamner, qui fera la démonstration de la déviation du scrutin. » On est donc loin, à la présidence de l'U.D.F., des appels lancés dans d'autres rangs de l'opposition, et surtout au R.P.R., pour que les électeurs saisissent cette élection afin de sanctionner la politique générale du gouvernement. M. Pons, secrétaire général du R.P.R., rappelle dans une interview au *Journal de Paris*, vendredi 8 juillet, qu'aucun dirigeant officiel de son mouvement n'a défendu cette conception.

Le maire de Rouen, pour mieux se différencier du maire de Paris, va jusqu'à utiliser certains des arguments dont se servent les partis de gauche. Enfin, M. Lecanuet, qui semblait, il y a quelques semaines — tout comme M. Gaudin, président du groupe U.D.F. — ne pas écarter totalement l'éventualité d'une liste commune de l'opposition si le climat politique de 1984 devait appeler une condamnation du gouvernement, n'envisage aujourd'hui qu'une sim-

ple « modification de ligne de conduite » dans la seule éventualité d'une réforme du mode de scrutin intervenant d'ici là.

M. Lecanuet a également accru ses distances à l'égard du R.P.R. sur le plan général de la stratégie de l'opposition. Il a affirmé en effet, après avoir sévèrement critiqué l'action du gouvernement : « La dégradation de la situation que nous n'avons pas prévue si rapide et si accélérée — peut être créatrice de désordres que nous ne souhaitons pas. » Usant d'un mode allusif suffisamment clair, il a poursuivi : « A la différence de certains autres qui sont aussi dans l'opposition et dont nous comprenons les raisons, l'U.D.F. ne cherche pas la dramatisation pour la dramatisation. Nous ne demandons jamais de référendum ou d'élections anticipées, mais si les occasions se présentent, nous les saisissons avec empressement. Nous sommes pour le déroulement normal du calendrier républicain. Nous ne lançons jamais de campagne pour ajouter le conflit politique au drame économique. »

A cela aussi, M. Pons répond en demandant : « Que fonderait-il de plus aujourd'hui pour que la situation de notre pays soit inquiétante ? »

On peut s'interroger sur les raisons de ce raidissement de l'U.D.F. Est-ce un effet du hasard qu'il se produise au lendemain de l'entrevue qu'ont eue MM. Giscard d'Estaing et Chirac ? Au-delà de la courtoisie élémentaire et de quelques analyses semblables, les deux personnalités auraient-elles sans doute moins avares de confidences si elles avaient pu annoncer des convergences profondes, des accords sincères, une volonté égale et un objectif commun. Or, il n'en a rien été. Est-ce un hasard si, à la veille de cette entrevue, M. Gaudin, président du groupe U.D.F., a donné le signal de la reprise de la rivalité en annonçant qu'il y aurait un candidat de l'U.D.F. à l'élection présidentielle de 1988 ?

L'initiative prise par M. Lecanuet de relancer l'assaut — même à fleur de langue — marque-t-elle le début d'une offensive de l'U.D.F. pour ne plus laisser au R.P.R. le monopole du dynamisme et à son chef le rôle grandissant de leader éminent de l'opposition ?

En révisant au grand jour que l'esprit de compétition n'a pas disparu au sein de l'opposition, M. Lecanuet fait courir des risques à son mouvement — celui de l'éclatement — et celui d'apparaître comme un diviseur de l'opposition — mais il en escompte un bénéfice plus grand encore : celui de lui redonner, comme en 1981, la première place pour une éventuelle alternance.

ANDRÉ PASSERON.

LA SITUATION AUX ANTILLES

Plusieurs procès politiques en Guadeloupe avant la venue de M. Georges Lemoine

Les réactions provoquées par la condamnation à trois ans de prison ferme des deux militants indépendantistes jugés mercredi 6 juillet à Pointe-à-Pitre (le Monde du 8 juillet) traduisent la persistance de la tension politique entretenue en Guadeloupe par le courant séparatiste.

Pointe-à-Pitre. — C'est la première fois qu'une juridiction de droit commun avait à juger de délits relevant de l'ancienne Cour de sûreté de l'Etat en Guadeloupe. Il s'agissait de savoir si Virginie Jehu, dite Virginie Tom, syndicaliste du MASU (Mouvement d'action syndicale unifié), et Max Safrano, syndicaliste de la C.G.T.G. et nationaliste, étaient rendus coupables des délits qui leur étaient reprochés : destruction volontaire d'objets ou de biens appartenant à autrui à l'aide de substances explosives ou incendiaires, détention illégale de machines ou d'engins meurtriers, incendiaires ou explosifs, leur transport et l'usage de plaques d'immatriculation portant un faux numéro.

Les faits remontent à la nuit du 27 août 1982, à 1 heure du matin, lorsqu'une patrouille de police urbaine interpella à Pointe-à-Pitre les occupants d'un véhicule portant une plaque d'immatriculation visiblement masquée. Dans la voiture, on retrouvait un fusil 7,65 à lunette, armé, des traces en creux signés de P.A.N. (il s'agit de l'Armée nationale), avec un tampon encré, un jerrican d'essence, une cagoule noire. Au commissariat, Max Safrano fait d'abord les déclarations précises et circonstanciées d'un militant conscient et convaincu. Virginie Jehu, elle, déclare tout ignorer des activités politiques de son compagnon. Deux heures et demi plus tard, plusieurs attentats sont commis dans la région. Cinq camions militaires sont incendiés, l'appartement d'un sous-officier est partiellement détruit, des locaux de la police sont touchés, de même que des bureaux appartenant à un membre du S.A.C.

Au domicile de Max Safrano, une perquisition permet de découvrir la carte du M.P.G.I., des traces, des projets économiques concernant la Guadeloupe et un manuel du parfait guerillero. Est l'embarcadere, les contradictions, les hésitations des inculpés à l'interrogatoire du président du tribunal ? Est-ce le silence gêné de l'assistance ? C'est peut-être tout cela à la fois, en fait, qui a conduit le procureur Beck à s'interroger sur la réputation de la région politique. A travers ce qui lui est apparu comme des coïncidences troublantes, confortées par des résultats d'expertise portant

De notre correspondant

contestés par la défense, le procureur a estimé que les accusés avaient eu le temps matériel de commettre au moins deux des cinq attentats de cette nuit.

« Ce sont des militants politiques, leur action et celle de leurs amis mettent gravement en danger la démocratie », a-t-il déclaré. « La violence dont ils ont usé est illégitime, elle doit être réservée aux désespérés, et ce n'est pas le cas que je sache pour ce pays. » Brouhaha dans la salle. « Vous avez, a poursuivi le substitut Beck, tous les moyens démocratiques à votre disposition pour vous exprimer, et le bulletin de vote ne vous a pas donné raison. Vous avez pris acte de votre violence. Vous, les partisans de l'illégitimité, sachez que vous trouverez en face de vous les partisans de la légitimité. En conclusion, je réquiers une peine qui, en aucune façon, ne soit inférieure à trois ans de prison. »

Prendant le premier la défense des inculpés, M. Christon devait rappeler qu'en matière de droit pénal l'incrimination du procureur n'avait rien à voir dans ce genre d'affaires. « Il s'agit d'un procès politique de militants anticolonialistes au cours duquel M. le juge n'aurait pas à rendre un jugement mais à faire un choix, a-t-il souligné. Il n'y a pas de preuves dans ce dossier. C'est le procès de

tous ceux qui pensent comme eux. Le feu est triqué, car le procès est déjà jugé. » Intervenant après le bâtonnier, M. Félix Rodas, après une longue plaidoirie souvent interrompue par les ovations du public, réclama, lui, purement et simplement l'acquiescement des deux prévenus, faute de preuves. Après en avoir délibéré, le tribunal devait finalement suivre la réquisition du procureur général, condamnant Virginie Jehu et Max Safrano au maximum de la peine prévue, verdict accueilli dans un tollé général.

Alors, déjà, beaucoup s'interrogent : a-t-on voulu faire un exemple ? Que va décider, vendredi, la chambre d'accusation de Basse-Terre qui a été saisie du réquisitoire de non-lieu du procureur général auprès la cour de Basse-Terre dans l'affaire de deux autres indépendantistes auxquels il a été reproché le crime de destruction volontaire par explosif d'objets mobiliers appartenant à autrui, entraînant mort d'homme.

La semaine prochaine, le 15 juillet, c'est un autre militant du M.P.G.I. qui devra comparaître devant les juges de Basse-Terre pour outrages à magistrat. La Guadeloupe connaît ainsi des procès politiques en cascade à quelques jours de la première visite aux Antilles du nouveau secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Georges Lemoine.

ERIC RENÉ.

Où l'on retrouve l'article 226 et les outrages à la magistrature

L'article 226 du code pénal avait acquis quelque notoriété lorsque, en octobre 1980, un garde des sceaux de l'ancienne majorité en avait fait l'argument pour faire incriminer le directeur du *Monde* d'alors et l'un de ses collaborateurs. Au même moment, le quotidien *Libération* était, lui aussi, poursuivi dans les mêmes termes, mais cette fois par les magistrats de la Cour de sûreté de l'Etat, pour avoir jeté, soutenu ou en la faveur, le décret sur la justice ou, si l'on veut, pour avoir outragé la magistrature.

L'effacement de ce des poignées avait été tel, provoquant des réactions si hostiles, nationales et internationales, journalistiques et politiques, de droite et de gauche, de plus imprévues de tous, accusateur et accusés, qu'on aurait pu imaginer que cet article avait vécu. Autrement dit, en dehors de toute suppression formelle plus ou moins promise à gauche, il ne se trouverait plus d'autorité publique pour vouloir en faire usage tant il était prouvé que cet article était moralement contestable et juridiquement discutable.

Cet espoir était sans objet, puisque cette disposition du code pénal vient de resurgir en Guadeloupe sous la forme de poursuites lancées contre un enseignant, M. Henry Bernard, jugé coupable d'avoir discrédité la jus-

tice pour le seul motif qu'il avait distribué, le 29 juin dernier, un tract mettant en cause, de manière indélicatement vigoureuse, l'action d'un juge d'instruction de ce département d'outre-mer M. Renaud Sobolev.

Pour montrer, la gravité de l'affaire, le magistrat, un autre : M. Jean Berliand qui a été comparé, le 15 juillet, l'enseignement visé, l'a placé sous contrôle judiciaire, lui interdisant de se rendre en Grande-Terre, « sauf pour le strict exercice de ses obligations professionnelles », de sortir de Guadeloupe, lui faisant obligation, en revanche, de se présenter une fois la semaine au palais de justice et de se faire de sa carte d'identité. Avec le risque, pour l'inculpé, d'être incarcéré s'il venait à manquer à ces prescriptions.

Au regard du tract visé — dont on aurait pu rechercher l'auteur avant d'incriminer un de ses distributeurs, — il existait deux voies possibles : s'en tenir à la vigueur des termes employés et juger que leur seul emploi présuait la culpabilité sur le base d'un article discuté, ou bien, en raison même de cette vigueur de vocabulaire, s'enquérir du fond de ce qui était rapporté. On aurait peut-être alors appris bien des choses.

Ph. B.

La crise vue par les socialistes français et allemands

Deux « dérives » croisées

L'Institut socialiste d'études et de recherches, animé par M. Jean-François Chevenement, membre du secrétariat national du parti socialiste, et l'Institut Friedrich-Ebert, centre de recherche du S.P.D., ont réuni, les 4 et 5 juillet à Paris, une trentaine d'économistes français et allemands pour un colloque sur la crise économique. C'était la première fois que les deux instituts organisaient une telle rencontre.

Au terme d'une journée et demie de débats, les sociaux-démocrates

allemands et les socialistes français auraient pu constater que, entraînés par des « dérives » croisées, ils se retrouvent aujourd'hui sur quelques analyses communes de la crise économique et des remèdes à mettre en œuvre.

Ces « dérives » ou plutôt ces révisions internes s'expliquent par les situations nouvelles des uns et des autres. En quittant le pouvoir, les sociaux-démocrates allemands, tirant les leçons politiques de leur échec, ont perdu ce sentiment de la supériorité du praticien qui les animait et sont enclins à considérer avec plus de sympathie les thèses de

leurs camarades français. Pour leur part, les socialistes français, compte tenu des erreurs commises au cours de leur première année de gestion, des difficultés qu'ils éprouvent à en effacer les conséquences et de deux années d'exercice pratique du pouvoir, ont acquis une certaine modestie d'analyse qui tempère leur tendance à la théorisation.

Ainsi les Français reconnaissent-ils, expérience faite, l'adaptation des remèdes néo-keynésiens à la crise actuelle, dans la mesure où ils sont utilisés dans un seul pays et en économie ouverte. Les sociaux-démocrates allemands se félicitent que les Français l'admettent aujourd'hui. Le retard de la démarche française ne saurait pas chez eux que des regrets, puisque la relance par la consommation engagée en 1981 a bénéficié, en faveur des importations, à l'économie allemande.

En revanche, les socialistes français auraient quelques raisons d'être amers face au réajustement tardif des évolutions amorcées par leurs camarades allemands. Ainsi, M. Horst Schulmann, ancien secrétaire d'Etat du ministère fédéral des finances, devenu sceptique sur les chances des stratégies strictement nationales de sortie de crise, a développé des arguments d'où il ressort qu'il n'existe pas, à son avis, d'autre voie que la relance concertée.

Une telle stratégie, seule susceptible au niveau européen d'enrayer la montée du chômage — les sociaux-démocrates reconnaissent leur échec sur ce terrain et, compte tenu des résultats obtenus par la France en matière d'emploi, admettent que la politique économique mise en œuvre par la gauche française n'est pas un contre-modèle, pourrait être engagée par la République fédérale d'Allemagne, qui « tirerait » ainsi les économies de ses voisins. « L'Allemagne, a-t-il remarqué, est parfaitement armée pour une relance économique. »

Cette analyse, exprimée en demi-teintes, a été ordinairement mise en lumière par M. Dominique Strauss-Kahn, secrétaire de la commission économique du P.S.

La question posée — « Maintenant que le S.P.D. n'est plus au pouvoir et que les prévisions font état de plus de trois millions de chômeurs en 1988-1989, est-ce à dire que vous êtes favorables à une relance européenne en partie tirée par l'économie allemande ? » — traduisait l'un des raisons du changement d'orientation des sociaux-démocrates allemands.

Les économistes du S.P.D., ou proches du S.P.D., ont également fait percevoir une inflexion de la formation dont ils nourrissent la réflexion dans le domaine des relations Nord-Sud. Les thèses développées naguère par M. Willy Brandt ont fait leur chemin et permettent un rapprochement entre les sociaux-démocrates allemands et les socialistes français, partisans d'un « nouvel ordre » économique mondial.

Pour sa part, M. Jean-Michel Charpin, proche collaborateur de M. Lionel Jospin et directeur de cabinet de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat chargé du Plan, a souligné, entre autres convergences confirmées par les débats, un souci commun d'agir pour la réduction du temps de travail, chose à laquelle les allemands se sont ralliés pendant leur dernière campagne électorale. Des divergences subsistent toutefois sur ce sujet, aussi bien chez les Français que chez les Allemands. Ainsi, M. Charpin ne voit pas en quoi une réduction simultanée du temps de travail dans plusieurs pays faciliterait l'application d'une telle mesure, vers laquelle M. Bernd Mulhaupt, représentant de la fédération des syndicats allemands, ne discerne pas de « possibilité d'une marche commune » en Europe.

J.-Y.-L.

M. Chevenement : « Rien n'est encore perdu si la gauche sait enrayer le déclin du pays »

Dans une interview au *Nouvel Observateur*, M. Jean-François Chevenement estime que, à trois ans des élections législatives de 1986, « rien n'est encore perdu » si la gauche sait « enrayer le déclin du pays » et « associer sur cet objectif des forces qui ne se situent pas forcément dans sa mouvance traditionnelle ».

L'ancien ministre de la recherche et de l'industrie considère la « réindustrialisation » comme « l'âme même » du projet socialiste et la « production » comme « la limite de toute réforme ». « Ce qui menace le plus notre pays, ce sont les insupportables réserves de médiocrité et cette absence totale d'imagination des classes dirigeantes », affirme-t-il, avant d'ajouter : « La majorité doit trouver aujourd'hui un nouvel élan. Elle a besoin que s'exprime dans le pays une gauche vigoureuse et offensive et non pas une gauche frileuse et conformiste. Nous devons capter des sensibilités diverses (...). Les institutions de la République doivent être adaptées à la gauche. C'est à ce prix seulement qu'un nouveau départ sera possible. »

Après avoir expliqué qu'« on a tort d'imputer notre déficit commercial à la relance fort minime de 1981 », l'animateur du CERES indique qu'« il est possible » de renverser le solde du déficit commercial « en un laps de temps assez court par la mise en œuvre d'une politique adéquate », qui comporterait : « des mesures de sauvegarde ou un système de dépôt préalable à l'importation, qui ferait rentrer 50 milliards de francs de devises dans nos caisses », qui, précise-t-il, « ne saurait être que des mesures provisoires ».

Interrogé sur la question de savoir s'il n'a pas « l'impression de faire le jeu de l'opposition », M. Chevenement répond notamment : « La majorité doit trouver aujourd'hui un nouvel élan. Elle a besoin que s'exprime dans le pays une gauche vigoureuse et offensive et non pas une gauche frileuse et conformiste. Nous devons capter des sensibilités diverses (...). Les institutions de la République doivent être adaptées à la gauche. C'est à ce prix seulement qu'un nouveau départ sera possible. »

Des parlementaires européens s'inquiètent de l'aggravation du sort des juifs en Union soviétique

MM. Jean Popereau et Gérard Bapt, députés (P.S.) du Rhône et de la Haute-Garonne, et M. Robert Pontillon, sénateur (P.S.) des Hauts-de-Seine, ont rendu compte, mercredi 6 juillet, au cours d'une conférence de presse, des travaux et des initiatives de la Conférence européenne interparlementaire pour les juifs d'U.R.S.S., dont la dernière réunion s'était tenue le 19 mai dernier à La Haye.

M. Popereau a rappelé que le nombre de visas d'émigration accordés par les autorités soviétiques à des juifs désirant quitter le pays était passé de 51 328 en 1979 à 2 692 en 1982 et à 537 pour les cinq premiers mois de 1983, et que le nombre des demandes en attente est de 380 000. M. Popereau a souligné, aussi, que seize personnes sont détenues dans des prisons ou des camps, sous le prétexte d'activités antisoviétiques, pour avoir demandé à émigrer. Il a insisté, enfin, que le nombre des refusés (personnes auxquelles on a refusé un visa) a considérablement augmenté et que les difficultés « administratives », opposées aux candidats à l'immigration se multiplient.

Parallèlement, l'étouffement de la culture juive s'aggrave en Union soviétique, l'enseignement de l'hébreu étant pratiquement interdit, la formation de futurs rabbins, à peu près impossible, et les sémi-

EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI
documentation sans engagement
COURS LE FEAL
387 25 00
20, rue des Dames Paris 17^{ème}
les cours continuent en juillet et août.

LA FIN DE LA SESSION PARLEMENTAIRE

L'Assemblée nationale a définitivement adopté le projet sur le transfert des compétences de l'État aux collectivités locales

L'Assemblée nationale a définitivement adopté jeudi 7 juillet, par 328 voix (P.S.-P.C.) contre 158 (R.P.R.-U.D.F.), la proposition de loi relative à la répartition des compétences entre l'État et les collectivités locales. La veille, le Sénat avait par 189 voix contre 102 opposé la « question préalable » (dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu de débattre) à ce texte.

Le débat, à la Haute Assemblée, avait eu deux aspects : l'un érudite, l'autre plus illustré par M. Fourcade (R.I., Haute-Seine). L'ancien ministre de l'économie et des finances observait : « Comme l'élasticité des ressources ne correspond pas à celle des dépenses, l'État expose les collectivités locales à devoir alourdir, dès l'an prochain, la pression fiscale. La chose est très difficile pour les élus locaux entre cette majoration et le refus d'exercer leurs nouvelles responsabilités. »

L'autre aspect était lié à la procédure de la question préalable, à laquelle les sénateurs n'avaient pas eu recours tout au long de la session.

Pour M. Ogbe (P.C., Essonne), ce « scénario de dramatisation », et les « acrobates de la majorité sénatoriale » ne doivent pas faire oublier que l'ancienne majorité a pratiqué

une « politique désastreuse de transfert de charges ». Quant à M. Defferre, ministre de l'intérieur, qui affirmait en début de discussion son espoir de voir pris en compte les « pas » faits en direction de l'opposition (le Monde du 2 juillet), il s'est demandé si le gouvernement ne devrait pas renoncer, à l'avenir, à faire discuter les propositions de loi émanant de celle-ci, dès lors que leurs auteurs menaçaient de retirer leur texte.

Mais la question préalable a également été invoquée un troisième aspect. C'est M. Larché (R.I., Seine-et-Marne) lui-même qui, en la défendant, a élargi son objet en évoquant le « double langage » du gouvernement, pour qui, d'un côté, la loi est une « tentative de déstabilisation ». Et d'ajouter : « Aucune voix officielle ne s'élève — ce que conteste M. Defferre — pour rappeler que les tribunaux administratifs ne font que leur devoir en poursuivant la fraude électorale. »

L'ordre du jour de la session extraordinaire ayant été achevé, celle-ci a été close par un décret du président de la République, jeudi en fin de matinée, tant au Sénat qu'à l'Assemblée nationale. La prochaine session s'ouvrira normalement le lundi 3 octobre.

LE CONTENTIEUX ÉLECTORAL

La deuxième proposition du R.P.R. mettant en accusation MM. Fiterman et Rafta est rejetée

Le bureau de l'Assemblée nationale, réuni le jeudi 7 juillet, a jugé « irrecevable » la nouvelle proposition de résolution, déposée par le R.P.R., demandant la mise en accusation devant la Haute Cour de justice de M. Charles Fiterman, ministre des transports, et de M. Jack Rafta, ministre délégué à l'emploi, pour leurs commentaires des décisions de tribunaux administratifs annulant les résultats de certaines élections municipales (le Monde du 7 juillet).

Une précédente demande du R.P.R., allant dans le même sens, avait déjà été jugée « irrecevable » le 30 juin, un même député l'ayant signé deux fois (le Monde du 2 juillet 1983). Le R.P.R. est donc revenu à la charge en améliorant la forme de sa proposition de résolution sans modifier le fond.

Cette demande était cette fois signée par soixante-cinq députés (le règlement en impose au moins cinquante et un), dont les anciens premiers ministres membres du R.P.R. (M. Michel Debré, M. Maurice Couve de Murville, M. Jacques Chaban-Delmas, M. Pierre Messmer), le secrétaire général du mouvement (M. Bernard Pons) et son président (M. Jacques Chirac). L'U.D.F. invitée, au dernier moment, à s'associer à cette action, n'a pas jugé possible de le faire en ce dernier jour de la session parlementaire.

CRÉATION D'UN CENTRE D'ÉTUDES SUR L'ANTISÉMITISME CONTEMPORAIN

La section française du Congrès juif mondial, le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) et le Fonds social juif unifié ont décidé de créer un centre d'études et de recherches sur l'antisémitisme contemporain. Présidé par M. André Wormser, président de la commission politique du CRIF, le CERAC entend s'inspirer du modèle de l'Institute of Jewish Affairs, de Londres, qui collecte des informations et analyse l'environnement politique et culturel du monde juif, et qui participe aux travaux du centre français.

Celui-ci veut être « un lieu de réflexion, d'analyse et d'échanges entre des chercheurs et des militants, professionnels ou bénévoles », un « outil logistique » au service de la communauté juive et, « pour la communauté nationale et ses institutions, un avant-poste vigilant contre des courants d'idées ou forces antidémocratiques, totalitaires, fascistes ou racistes ».

Le comité de parrainage du CERAC comprend des personnalités telles que M^{me} Elisabeth Badinter, M. Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur (P.S.) de Belfort, M. Claude-Gérard Marais, député (R.P.R.) de Paris. Le comité de recherche réunit, notamment, M. Alexandre Adler, M^{me} Blandine Barret-Kriegel, Elisabeth de Fontenay, Annie Kriegel, M. Emmanuel Le Roy Ladurie.

★ CERAC, 78, avenue des Champs-Élysées, Paris-8^e.

LA MORT DE RAYMOND BARRILLON

La critique des institutions de la V^e République et l'attachement à la gauche

« Ceux auxquels le suffrage universel, seul souverain, vient de donner l'avantage se doivent de prouver que, après avoir changé de main, le pouvoir va changer de style et que c'en est bien fini de la « monarchie » et souvent dénoncée par M. Mitterrand, et depuis si longtemps, il le faut à tout prix pour que la joie demeure. » Au lendemain du deuxième tour de l'élection présidentielle de 1981, Raymond Barrillon exprimait ainsi deux de ses principales préoccupations politiques et éthiques qui furent la double constante de sa carrière : la critique des institutions de la V^e République et l'attachement à la gauche.

La deuxième de ces constantes ne l'avait pas, depuis mai 1981, conduit à modérer la première. Lors de l'affaire des anciens généraux de l'O.A.S., en octobre 1982, il remarquait encore que « le président, qu'il soit de droite ou de gauche, est le roi élu en suffrage universel » et ajoutait : « La France vit sous la Constitution du 4 octobre 1958, aggravée par le référendum du 28 octobre 1962. Constitution et référendum dont François Mitterrand n'a jamais proposé, ni même envisagé de proposer, la désuétude. »

Non pas que la pratique des institutions de la V^e République ait trouvé grâce à ses yeux. Journaliste parlementaire qui fréquentait assidûment les tribunes et les couloirs du Palais-Bourbon dans les années 50, il déplore par exemple que, « trop souvent, les discussions essentielles (pour le pays) se réduisent à une triste et pauvre controverse ». Il s'amusait alors, avec un brin d'amertume, des longues nuits à rebondissements multiples — suspensions de séance, conseils des ministres à 5 heures du matin, président et vice-présidents de l'Assemblée réveillés en sursaut, faux et vrais ministres, crises répétées — qui composent son ordinaire, ou presque.

Il relève toutefois avec espoir quelques tentatives de sursaut, le discours « grand, ferme et digne » prononcé par le député de la Nièvre, M. François Mitterrand, en mai 1954, à propos de la guerre d'Indochine. Il ne cache pas non plus sa sympathie, parfois même militante, pour « la République éternellement révolutionnaire » que propose Pierre Mendès France. Mais cet enthousiasme ne l'empêche pas de juger que le président du conseil de l'époque n'a pas fait, le 5 février 1955, « la grande et digne sortie » que l'on attendait de lui lorsque son gouvernement fut renversé par l'Assemblée nationale.

Lorsque de Gaulle, en juin 1958, demande l'investiture de l'Assemblée nationale, Raymond Barrillon ne cache pas le « curieuse impression » que suscite ce spectacle, lequel, pourtant, « ne manque pas de grandeur ». « Curieuse impression », d'autant qu'il est également sensible au « remarquable et ferme discours » de M. Mitterrand, dénonçant « le coup de force et la sédition ».

Malgré son antipathie pour les institutions de la V^e République et pour la pratique « monarchique » du général de Gaulle, Raymond Barrillon s'efforcera constamment de faire la part des choses. Quatorze ans après, il écrit, le 27 octobre 1982 : « L'historien scrupuleux, ou tout simplement pourvu de mémoire, doit et devra toujours convenir que, entre le 1^{er} juin 1958 et le 28 avril 1969, il y eut bien deux ou trois occasions où la

France de gauche fut contrainte de prêter son cœur à Charles de Gaulle, et de lui tirer son chapeau. » « Quelle fierté républicaine, quelle saine fermeté !... En deux mots : quelle gaucherie ! », ajoutera-t-il, en rappelant l'« ordre » donné depuis l'Élysée d'utiliser « tous les moyens » afin de barrer la route aux généraux factieux d'Algérie « en attendant de les réduire ».

Sur le fond, son anti-gaullisme se sourit au fil du septennat du général. Lorsque arrive mai 1968, il salue dans le mouvement étudiant « non pas une guerre de générations », mais un contact entre elles, « puisque chaque soir des centaines de parents retrouvent au quartier Latin des inconnus qui ne sont autres que leurs fils et leurs filles ».

« Il est impossible, écrit-il, que rien ne sorte de tout cela et que tout redevienne comme avant. » Et il voit dans MM. Mitterrand et Mendès France le « tandem de demain ». Un an plus tard, Raymond Barrillon, après le départ du général de Gaulle, sera contraint de constater que la candidature du tandem Defferre-Mendès France à la présidence de la République n'est que celle de « pilotes sans véhicule », c'est-à-dire sans parti militant.

La période qui suit lui apportera à la fois plus de satisfactions — c'est le congrès d'Épinay constitutif, en 1971, du nouveau parti socialiste, et la signature, en 1972, du programme commun de gouvernement de l'Union de la gauche — et la confirmation de ses prévisions à l'égard de l'État U.D.R. Il écrit ainsi, en février 1971, près de deux ans après l'élection de Georges Pompidou : « La stabilité dont le pouvoir s'est tant vanté depuis plus de douze ans a souvent des relents prononcés d'immobilisme, d'ambiguïté et de compromis. »

Après avoir appelé de ses vœux, en 1974, la victoire de M. François Mitterrand, il dénonce dès le début du septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing, la propension du nouveau chef de l'État à donner une empreinte encore plus personnelle que ses prédécesseurs à l'exercice de sa fonction. « Je », titre-t-il le 28 novembre 1974, après une allocution télévisée, en relevant que M. Giscard d'Estaing s'est exprimé soixante fois à la première personne durant une demi-heure.

Mais en 1977, il adresse un reproche analogue à M. Mitterrand, qu'il appelle — observation faite de son comportement lors du congrès socialiste de Nantes — « le prince François » entouré de « sa cour composite ». Et il avoue : « Les grognards d'un autre âge ne [se] font pas à cette manière de s'offrir en spectacle. » Quelques mois plus tard, il exprime sa déception face à la rupture de l'Union de la gauche, à la séparation entre ses amis.

Pour lui, la V^e République « sent mauvais, de plus en plus mauvais ». « Pouah ! », s'exclame-t-il. C'était en 1980. Ni M. Giscard d'Estaing, ni M. Chirac, ni M. Barre ne trouvent grâce à ses yeux. N'avait-il pas, en 1979, déjà tiré l'un de ses papiers : « Oui, nous avons honte ». Cela était écrit sans illusion puisque s'agissait, une fois encore, de déplorer la réforme constitutionnelle de 1962 : « Il ne se se trouvera, écrit-il, dans ce pays aucun homme politique, qu'il soit de droite, de gauche ou du centre, pour avoir le courage de proposer que l'on remette en cause nos institutions, à commencer par l'élection du président au suffrage universel. »

Un caractère

par JACQUES FAUVET

Après celles de Pierre Vianon-Ponté et de Gilbert Mathieu, la disparition de Raymond Barrillon frappe cruellement le Monde. Trois hommes qui l'auront quitté alors qu'ils étaient en pleine possession de leurs moyens, de leurs facultés d'analyse, de leur expression, de leur pensée.

Pour Raymond Barrillon, la politique était du domaine de l'absolu et non du contingent et du relatif. Rien ni personne ne pouvait le convaincre du contraire. Il n'admettait pas qu'un engagement ne fût pas tenu, qu'une parole ou même un silence bafouât la vérité ou la justice, qu'un acte ou même un seul mot vint contredire le cours de toute une vie.

Cet homme de gauche, nous l'avons vu pleurer de déception en

1974 et de joie le 10 mai 1981. Mais il était plus exigeant, plus sévère pour cette gauche que pour ses adversaires. Refusait tout compromis, il n'admettait pas qu'un homme ou un parti fût infidèle à son idéal.

Cette exigence d'absolu, Raymond Barrillon l'a manifestée dans l'exercice quotidien de sa profession. Il souffrait réellement de la moindre de ces bavures qui sont le lot d'un journal, qui, même lorsqu'il se veut sérieux, est conçu et rédigé souvent dans la précipitation. Une erreur de chiffre, de date, de nom, l'affligeait sincèrement.

Raymond Barrillon était un caractère.

Ami

Tous ceux qui l'ont connu rappelleront sa rigueur : ceux qui l'ont bien connu se souviendront de sa tendresse, de cette intelligence — ce défilé — du cœur avec laquelle il abordait, derrière son masque de bougon, la vie et les hommes.

Il nous pardonnera notre impudence — comme il nous l'aurait reprochée — si nous prétendons de lui évoquer les moments de détente que ce furieux travailleur aurait, s'il n'était pas seul, prolongés sans fin.

Il adorait les livres, les films, et ceux qui lui conversaient, il les revisait longuement (combien de fois n'a-t-il pas relu Proust ?), les voyages, en Méditerranée surtout. Il avait, avec ce qu'on appelle la culture, une intimité précise et généreuse. Mais son réel, croyons-nous, le nôtre sûrement, qu'il nous offrait, c'était, autour d'une table dont il ne méconnaissait jamais la qualité, de convier ceux qu'il aimait à partager ce qu'il aimait. Il avait ce don aussi : celui de l'amitié.

J.-F. SIMON.

Trente ans au « Monde »

Fils d'Émile-Georges Barrillon, ingénieur général de la marine, membre de l'Institut, Raymond Barrillon naît le 7 décembre 1921 à Paris. Élève du lycée Buffon, il suit les cours de la faculté des lettres et de droit de Paris. Il s'essaie à la carrière bancaire (1942-1943) mais ce n'est pas sa vocation et, en 1944, il devient rédacteur au Parisien Libéré, où il restera jusqu'en 1950. Il entre alors au Monde, au service de politique intérieure que dirige Jacques Fauvet. Il commente les débats parlementaires, l'activité des partis, les résultats électoraux, le fonctionnement des institutions.

Chargé de mission au cabinet de Félix Gaillard, secrétaire d'État à la présidence du conseil sous les gouvernements Flévy, Faure et Pinay, il fut aussi, au Courrier de la

République, notamment, l'un des proches de Pierre Mendès France.

Il devient l'adjoint de Pierre Vianon-Ponté lorsque celui-ci, en 1958, succède à Jacques Fauvet, et prend lui-même la direction du service politique en 1969.

En marge de son activité de journaliste au Monde, à Midi Libre, au Centre de formation des journaux, Raymond Barrillon a publié plusieurs ouvrages : le Cas « Paris-Soleil » (1959), la Vie politique en France (guide d'instruction civique, 1962), la Gauche française en mouvement (1967), Servan-Schreiber, pour quoi faire ? (1971), et en collaboration, Dictionnaire de la Constitution de la V^e République (1977), régulièrement réédité.

BEAU RIVAGE?
Dans tous les bons restaurants.

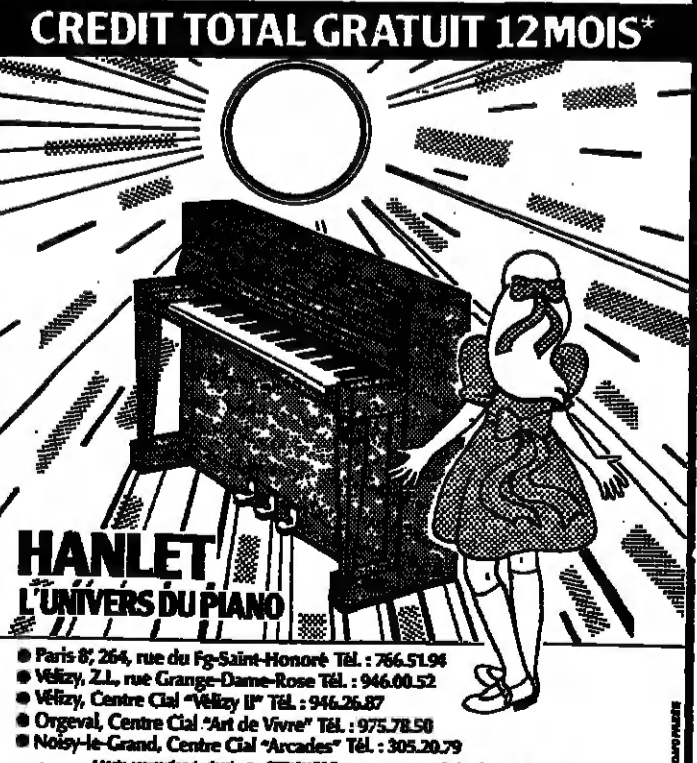


BEAU RIVAGE!



Un excellent Bordeaux.

PIANOS D'ÉTÉ
CREDIT TOTAL GRATUIT 12 MOIS*



HANLET
L'UNIVERS DU PIANO

★ Paris 8^e, 264, rue du Fg-Saint-Honoré T.M. : 766.51.94
★ Vélizy, 211, rue Grange-Dame-Rose Tél. : 946.00.52
★ Vélizy, Centre Clal «Vélizy II» Tél. : 946.26.87
★ Orgeval, Centre Clal «Art de Vivre» Tél. : 975.78.50
★ Noisy-le-Grand, Centre Clal «Arcades» Tél. : 305.20.79

*Après approbation du dossier par CREDIT TOTAL. Livraison en 30 jours. Jusqu'au 31 août 1983.

Copies Couleurs
sur film ou sur papier photo qualité professionnelle
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris 12^e ☎ 347.21.32

Un « Trombinoscope »

Un Trombinoscope des membres du Parlement, du gouvernement et des cabinets ministériels, est édité par la Gazette du Parlement, que dirige M. Félix Colin. Cet annuaire du personnel politique comporte quelque quinze cents noms accompagnés de photos d'identité et de brèves biographies. Les parlementaires sont présentés par département, avec la carte des circonscriptions électorales, députés et sénateurs étant illustrés de couleurs différentes. Il recense aussi tous les membres (officiels) des cabinets ministériels, les collaborateurs des groupes politiques de l'Assemblée nationale et du Sénat, de la Haute Autorité de l'audiovisuel et du médiateur.

Dans ce Trombinoscope, d'un format maniable et d'une présentation agréable, on regrettera

toutefois une lacune : que l'auteur n'ait pas rappelé que l'inventeur du mot, dérivé de « trombine », dont use Flaubert, dans ce pays aucun homme politique, qu'il soit de droite, de gauche ou du centre, pour avoir le courage de proposer que l'on remette en cause nos institutions, à commencer par l'élection du président au suffrage universel.

A. P.

BEAU RIVAGE.

Chez votre caviste et épicerie fine.



L'EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI
COURS LE PÈRE

Le Monde

société

UNE ÉTUDE DE L'INSEE

Un enfant n'a pas de prix mais... coûte 1 760 F par mois

Pour maintenir un niveau de vie équivalent à celui d'un couple sans enfant, un couple ayant des enfants de moins de seize ans doit dépenser 1 760 F de plus par enfant et par mois.

Ce chiffre moyen, qui n'a qu'une valeur indicative, a été établi par deux chercheurs de l'INSEE, M. Laurence Bloch et M. Michel Glaude (1). Il doit être utilisé avec précaution, car, précisent les auteurs, les évaluations ne prennent pas en compte « le travail domestique » occasionné par l'enfant ni, « à l'inverse, les satisfactions, par essence insaisissables », qu'il apporte. Ce chiffre doit, aussi, être modulé selon le nombre d'enfants du couple, leur âge, et la situation socio-économique des parents.

Ainsi, un seul enfant nécessite une dépense supplémentaire de 1 860 F par mois. Mais deux enfants nécessitent moins du double : 3 420 F. En revanche, pour trois enfants, on constate une différence de passer : 5 470 F, soit 2 050 F de plus que pour deux enfants. Les auteurs de l'étude se demandent si ce n'est pas la « perception intuitive de ce coût accru qui décourage beaucoup de couples ayant deux enfants d'agrandir leur famille ».

Deuxième variable : l'âge des enfants. Coût supplémentaire pour les enfants de moins de cinq ans : 1 370 F ; pour les cinq-neuf ans : 1 680 F ; pour les dix-quinze ans : 2 250 F. Le milieu social des parents intervient au sens où le coût de l'enfant — toujours selon la même définition qui le décrit comme la dépense supplémentaire que doit effectuer la famille pour bénéficier du même niveau de vie que la famille sans enfant — ce coût augmente avec l'éducation dans l'échelle sociale.

Enfin, l'âge des parents, ou plus exactement la période du cycle de vie où ils se trouvent,

est important. Si le père a moins de trente-cinq ans, la dépense supplémentaire représente 30 % de la dépense du couple ; elle tombe à 11 % s'il a plus de trente-cinq ans.

Niveau de vie plus faible

Le mode de calcul et la méthode utilisés par l'INSEE s'appliquent aux aspects « monétaires » liés à la présence d'un enfant. L'étude n'en comporte pas moins une originalité, celle de considérer que le budget d'un couple avec enfants « n'est pas la simple somme du budget d'un couple sans enfant et des dépenses affectées aux enfants ». La présence d'un ou de plusieurs enfants modifie l'ensemble du mode de vie de la famille. Par exemple, soulignent les auteurs, pour les loisirs : télévision et bricolage sont plus fréquents chez les couples ayant de jeunes enfants, au détriment des sorties au restaurant. Ce phénomène peut s'inverser quand les enfants seront devenus adolescents. Il se produit donc une « déformation des structures budgétaires ». Les dépenses d'alimentation, de santé, augmentent en proportion avec la présence d'enfants ; pour les loisirs et les vacances, elles augmentent de un à deux enfants, puis baissent de deux à trois enfants.

En définitive, « les familles avec enfants ont un niveau de vie plus faible que les couples seuls ». Les chercheurs établissent, en effet, qu'il n'y a pas compensation des coûts de l'enfant par les prestations familiales et l'effet du quotient familial sur l'impôt.

(1) « Une approche du coût de l'enfant », par Laurence Bloch et Michel Glaude, *Economie et statistique*, numéro 155, revue mensuelle de l'INSEE.

SELON UN RAPPORT MÉDICAL

Les moteurs Diesel pourraient être un facteur cancérigène

Les gaz d'échappement des moteurs Diesel sont-ils cancérigènes ? Dans un rapport sur « l'impact médical de la pollution d'origine automobile », remis le 6 juillet à M. Hugues Bouchard, secrétaire d'Etat à l'environnement et à la qualité de l'air, le professeur André Roussel ne répond pas catégoriquement mais indique que « les résultats des tests in vitro à court terme font penser que la fraction particulaire des émissions Diesel est à la fois mutagène et cancérigène ». Cela signifie que les essais en laboratoire sur des bactéries ont entraîné des modifications importantes de la structure qu'on appelle une mutation. Or, cette mutation cellulaire peut être cancérigène.

S'agissant de l'homme, on ne dispose actuellement que d'une étude menée en Grande-Bretagne auprès de garagistes et de conducteurs d'autobus, entre 1950 et 1974. Cette

étude ne confirme pas l'hypothèse d'un taux de cancer bronchique plus élevé dans une population en contact direct avec les gaz des moteurs Diesel. Le professeur Roussel juge cependant « prudent de craindre des effets [des particules de gazole brûlées] chez l'homme ». Et il conclut : « Dans l'attente d'un moteur Diesel idéal », pour le moment, l'accroissement du parc automobile équipé en moteurs Diesel (10 % des véhicules en 1982) n'est pas souhaitable jusqu'aux conclusions définitives des expérimentations en cours.

Le rapport met aussi en garde contre les dangers du plomb contenu dans l'essence et demande l'adoption par la France de la teneur de 0,15 gramme par litre recommandée par la Communauté européenne. Actuellement, la France s'en tient à la teneur maximale autorisée de 0,40 gramme de plomb par litre d'essence.

Le détournement du Boeing iranien s'est achevé sans violence à Orly

Le détournement, le 6 juillet, d'un Boeing 747 d'Iran Air assurant la liaison Chiraz-Téhéran, a connu son épilogue le 7 juillet à 17 h 30 à Orly, où l'appareil s'est posé dix heures plus tôt. Les six pirates de l'air iranien avaient d'abord libéré cent quatre-vingt-six des passagers lors d'une escale à Koweït.

S'affirmant militants du mouvement des Moudjahidines du peuple, les pirates avaient exigé de rencontrer le leader de ce mouvement, M. Massoud Radjavi, exilé en France depuis deux ans et gendre de M. Bani Sadr. Finalement ils devaient accepter, sur les injonctions de M. Radjavi, de libérer les cent quatre-vingt passagers restés à bord, puis de se rendre aux

gendarmes du G.I.G.N., après avoir déposé leurs armes, deux pistolets et une quinzaine de cartouches. Les six Iraniens ont été conduits au Quai des Orfèvres, pour y être entendus par les policiers de la brigade criminelle, tandis qu'un autre appareil d'Iran Air, en provenance de Londres, prenait en charge les passagers et décollait à destination de Téhéran.

L'ATTITUDE DE LA FRANCE

Les six pirates de l'air ne seront pas extradés

Le détournement du Boeing-747 d'Iran Air et son atterrissage forcé en France constituent, le deuxième contentieux franco-iranien relatif à un acte de piraterie. Il s'agissait la première fois — en août 1981 — du détournement de la vedette iranienne *Tabarzin* — fabriquée à Cherbourg — arraisonnée au large de Cadix par un commando antikhémiste. La vedette et son équipage s'étaient présentés devant le port de Marseille avant de « capituler » devant la rade de Toulon.

La reddition du commando avait été suivie de son transfert dans la région parisienne. La police avait alors interrogé les vingt-deux militants opposés au régime de l'ayatollah Khomeiny. Dans le même temps, le secrétaire général de l'Elysée précisait que les membres du commando ne seraient « ni extradés ni expulsés ». Il semble bien, en fait, qu'ils ne furent pas même inculpés.

Des problèmes

d'ordre juridique

Ce précédent permet de comprendre quelle sera l'attitude des autorités françaises vis-à-vis des six pirates de l'air iraniens. Trois problèmes d'ordre juridique doivent, en effet, être étudiés et tranchés par Paris :

1) La question de l'extradition. La République islamique d'Iran a aussi-tôt fait savoir qu'elle demandait l'extradition des six pirates de l'air en vertu de la convention signée entre les deux pays le 24 juin 1964. L'Iran, sans nul doute, formulera officiellement cette demande par l'intermédiaire de son ambassade dans les prochains jours. La réponse française est à l'heure actuelle déjà connue. Ce sera non, comme en août 1981. Dans un communiqué publié jeudi soir 7 juillet, l'hôtel Matignon n'évoque du reste même pas l'hypothèse d'un examen d'une demande de cette nature. Plus profondément, le 10 novembre 1982, le conseil des ministres a ainsi défini la doctrine française en la matière :

« (...) les demandes d'extradition seront appréciées au regard de quatre critères, dont chacun peut fonder un refus d'extradition :

- la nature du système politique et judiciaire de l'Etat demandeur ;
- le caractère politique de l'infraction poursuivie ;
- la mobilité politique de la demande d'extradition ;
- le risque d'aggravation, en cas d'extradition, de la situation de la personne concernée, en raison notamment de son action ou de ses opinions politiques, de sa race, de sa religion » (le Monde du 12 novembre 1982).

2) Droit d'asile ou droit de séjour. Dans le cas présent, l'attitude des autorités françaises sera peut-

être différente de celle adoptée après le détournement de la vedette *Tabarzin*. A l'époque, Paris avait accordé aux pirates le « droit de séjourner » en France. Cette fois, le droit d'asile pourrait être accordé, comme l'a indiqué M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement (1).

Inculpation

Cette mesure renforcerait encore la position du gouvernement pour refuser l'extradition, puisque la doctrine en la matière précise : « (...) le gouvernement continuera de refuser l'extradition des personnes bénéficiant de l'asile politique en France dès lors qu'elle sera réclamée pour les faits à raison desquels cet asile a été accordé ».

3) Quelles suites judiciaires ? Les pirates de l'air seront très probablement déferés, vendredi soir ou samedi, au parquet du tribunal de Créteil et inculpés par un magistrat instructeur de détournement d'aéronef. L'article 462 du code pénal prévoit notamment : « Toute personne se trouvant à bord d'un aéronef en vol, qui, par violence ou menace de violence, s'empare de cet aéronef ou en exerce le contrôle sera punie de la réclusion criminelle à temps de cinq à dix ans (...) ».

L'inculpation est cette fois quasi certaine puisque la France a signé la convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs (La Haye, 16 décembre 1970). Cette convention précise dans son article 7 : « L'Etat contractant sur le territoire duquel l'auteur présumé de l'infraction est découvert, n'il n'extradite pas ce dernier, soumet l'affaire sans aucune exception, que l'infraction ait été ou non commise sur son territoire, à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale (...) ».

En résumé, les six pirates ne seront pas extradés. Ils se verront vraisemblablement proposer le droit d'asile et connaîtront la mésaventure d'une inculpation, assortie ou non d'une détention. Si une cour d'assises venait un jour à être saisie de ce dossier, il est probable que le jury serait clément.

LAURENT GRELSAMER.

(1) M. Gallo a déclaré, le 7 juillet, à propos du détournement : « La France condamne toute entreprise de cette sorte, elle ne prend pas partie dans les conflits internes d'un Etat qui amène à tel ou tel de ses actes. Elle est contrainte, comme tous les Etats, pour des raisons humanitaires, parfois, à accueillir les avions qui sont placés dans de telles conditions. Elle appliquera les règles du droit international (...) ». Ce qui a guidé le gouvernement français dans cette affaire, c'est qu'il ne puisse pas y avoir d'épisode sanglant et de dangers pour les personnes ».

LE DÉNOUEMENT

« A vos ordres, commandant... ! »

Il est 14 heures. Depuis plus de six heures, le Boeing-747 d'Iran Air reste immobilisé à ce carrefour de pistes situé à mi-distance des aéroports d'Orly-Sud et d'Orly-Ouest, appelé le « point bombe », où l'on fait sauter tout appareil douteux. Dans la mezzanine du grand hall d'Orly-Ouest, où de nombreux passagers ne cessent pas d'embarquer sur des vols intérieurs ou internationaux, plus de cent caméras et télescopiques guettent sur leurs tripéds le moindre geste des pirates iraniens, le moindre mouvement de véhicule. En retrait du « point bombe », dissimulés derrière un petit bâtiment gris, un engin blindé bleu marine de la gendarmerie et les silhouettes noires des hommes du G.I.G.N.

De son P.C. de la tour de contrôle, M. Maurice Theye, préfet du Val-de-Marne, négocie depuis 10 h 30, par le truchement du commandant de bord du Boeing, M. Azzi, ou celui d'un interprète qui est à ses côtés, avec le chef du commando, qui a dit s'appeler Ehsan. On parle tantôt l'anglais, tantôt le persan, la langue iranienne. Négociations difficiles : de part et d'autre, on manifeste une même volonté de ne pas céder. Dans la mezzanine, les terroristes ont relâché quatre otages, que le copilote a accompagnés jusqu'à l'infirmerie avant de revenir prendre place dans le cockpit, à son poste. Depuis, plus rien que l'attente...

« Si Massoud Radjavi vient, si nous pouvons le rencontrer, dit le chef du commando, nous libérerons un certain nombre d'otages... » à 14 h 20, à 14 h 50, reprend Ehsan, la France portera la responsabilité entière de ce qui se produira... De la terrasse, on voit une passerelle se diriger vers l'appareil, et stopper à une vingtaine de mètres en arrière. Silence dans le hall. Les journalistes se pressent autour d'un récepteur qui capte la fréquence utilisée par les négociateurs. Deux jeunes iraniens de l'entourage de M. Chepur Bakhtiar traduisent au fur et à mesure les propos entendus.

« 14 h 45, un grésillement, puis la voix d'Ehsan : « Dans six minutes l'avion fera mouvement vers l'aéroport... Nous sommes décidés ! » On regarde sa montre. 14 h 55, Ehsan parle à nouveau : « Nous abandonnons un dernier défilé de vingt minutes... Nous exigeons que les pleins en kérosène soient faits immédiatement... » « Pourquoi ? », interroge le tour. « Pour le cas où les affaires n'iraient pas comme nous le souhaitons... » Nouveau silence.

A 15 h 25, on apprend l'arrivée à Orly, par hélicoptère, du leader des Moudjahidines Khaled, Massoud Radjavi. Ehsan précise

aussitôt que lui et ses hommes « veulent le voir de visu », et qu'ils ne se contenteront pas de dialoguer par radio. A 15 h 45, enfin, M. Radjavi va parler, d'un ton autoritaire : « Je ne peux vous rencontrer maintenant... Comprenez ma situation ! Qui me garantit qu'on ne cherche pas à m'éliminer ? Ecoutez-moi : vous allez immédiatement libérer les otages sans exception. Après, et seulement après, j'ai discuter avec vous à bord de l'avion. » « A vos ordres, commandant », lui répond-on. Cinq minutes plus tard, les premiers passagers commencent à quitter l'appareil, par petits groupes de dix. Des bus se dirigent vers eux mais n'approchent pas à plus de 50 mètres de l'appareil.

Discredit

A 15 h 55, alors que tous les passagers ont quitté le Boeing, le dialogue reprend. « Nous sommes vingt-quatre à bord, dit le chef du commando. Dix-huit membres de l'équipage et nous six... » Peu après, il explique que l'organisation des Moudjahidines leur aurait « donné carte blanche pour monter une opération de leur choix ». Mais Massoud Radjavi l'interrompt : « Ce genre d'action est intolérable ! En aucun cas, notre organisation ne peut l'endosser ! » « Nous voulons nous en expliquer devant les journalistes », répond Ehsan. « Ce que vous avez fait, l'interrompt encore Massoud Radjavi, discrédite notre mouvement... » Un silence, et puis, à nouveau le leader des Moudjahidines : « Ehsan, membre des Moudjahidines du peuple ? » A la surprise générale, l'autre répond « non » ! « Vous êtes, interroge M. Radjavi, des patriotes qui combattent le régime ? » « Oui, c'est cela », répond Ehsan. « Nous avons fait cela pour que le monde entier sache que l'Iran se bat contre le régime actuel... »

Après, tout va s'élancer très vite. D'un ton qui ne souffre pas la réplique, Massoud Radjavi donne les ultimes ordres : « Vous allez rassembler vos armes sur un feuillet, ne garder sur vous qu'un minimum de vêtements et sortir immédiatement, les mains sur la tête... » Il est 17 h 28. En chemises et pantalons, tous coiffés d'un léger turban blanc, les six hommes, jeunes, descendant sur la piste. Déjà, une escouade de breacks bleus du G.I.G.N., suivie de quelques voitures blindées, route à leur rencontre. Les gendarmes sautent à terre et, trois par trois, entourent chacun des pirates de l'air. D'autres gendarmes vont au pas gymnastique vers l'avion. D'autres neuf heures d'attente, la prise d'otages s'est achevée.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

FAITS ET JUGEMENTS

L'affaire des fausses factures d'Aix-en-Provence : inculpation de M. Alain Joissains

Lyon. — M. Alain Joissains, ancien maire (U.D.F.-rad.) d'Aix-en-Provence, a été inculpé le 7 juillet, de recel, d'abus de biens sociaux, de complicité de faux et d'usage de faux en écritures privées par M. Guy Georquin, conseiller à la cour d'appel de Lyon.

Cette inculpation fait suite à l'information judiciaire ouverte en février sur plainte du service des vérifications fiscales du ministère de l'intérieur et dont la chambre criminelle de la Cour de cassation avait confié l'instruction à la chambre d'accusation de Lyon en raison de la qualité de maire d'Aix-en-Provence de M. Joissains.

L'enquête menée à l'origine par le S.R.P.J. de Marseille concernait des malversations mettant en cause la municipalité d'Aix-en-Provence et un entrepreneur local de construction (le Monde du 29 janvier).

L'affaire, dite des fausses factures d'Aix-en-Provence, avait été exploitée lors de la campagne pour les dernières élections municipales, auxquelles M. Joissains avait renoncé à être candidat (le Monde du 5 mars).

M. Joissains, qui a été laissé en liberté, a déclaré, après son audition par M. Georquin et la notification de l'inculpation, qu'il se considérait victime « d'une opération purement politique destinée à contrebalancer la fautive impression produite par d'autres scandales provenant de grande envergure ». Selon son avocat, M. Joissains Ambre, « le dossier ne fait état d'aucune mise en cause directe » de l'ancien maire. — (Corresp.).

« Les auteurs du hold-up de Tours contre un fourgon blindé appartenant au milieu du grand banditisme. » Forcés Dicars, trente-cinq ans, Christian Darcoq, trente-trois ans, et Alain Van Balkom, trente-neuf ans, trois des auteurs de l'attaque contre un fourgon blindé, le 5 juillet, à Tours, sont des gignants de la banlieue parisienne connus des policiers de l'Office central de répression du banditisme.

Dicars et Darcoq avaient déjà été arrêtés, le 22 juillet 1982, pour vol de fret et détention d'armes. Le quatrième malfaiteur, mort carbonisé, n'a pas encore été identifié. Les trois sont, pour deux d'entre eux, brülés à 50 %, et l'autre à 35 %. Les deux convoyeurs de fonds, Roger Arthur, cinquante-deux ans, et Pierre Cillard, trente-deux ans, blessés par balles, sont toujours dans un état critique.

Espion ou espionne ?

Les autorités judiciaires françaises sont perplexes après l'interpellation, le 7 juillet, de l'artiste lyrique chinois Shi Pei Pu, qui prétend être une femme alors qu'il ou elle a les apparences et l'état civil d'un homme. Agé (e) de quarante-cinq ans, il (elle) était l'ami (e) de M. Bernard Boursicot, attaché de chancellerie, inculpé le 2 juillet d'intelligence avec des agents d'une puissance étrangère (le Monde du 7 juillet). A son tour il (elle) a été inculpé (e) de complicité par M. Bruno Larochette, juge d'instruction et transporté (e) à l'hôpital des prisons de Fresnes en raison d'une grave affection cardiaque. Deux médecins experts ont été désignés pour déterminer son sexe. M. Boursicot avait en tout cas affirmé que tous deux avaient eu un fils, Shi Du Du, aujourd'hui âgé de dix-sept ans.

« Les trois inconnus bretons qui faisaient la grève de la faim depuis le 6 juin pour obtenir le bénéfice du régime spécial de détention, parce qu'ils se considéraient comme des prisonniers « politiques », ont cessé leur mouvement mercredi 6 juillet à la prison de Fresnes, où ils avaient été transférés le 1^{er} juillet.

La fin d'un squatt

Le squatt du 173, rue de Flandre à Paris, dix-neuvième arrondissement, a vécu. A 8 heures, le 7 juillet, plusieurs centaines de policiers en tenue anti-émeute et en civil ont évacué — en application d'une décision de justice — quatre des cinq immeubles occupés illégalement depuis août 1982 (le Monde du 14 mai).

Ce squatt a abrité jusqu'à 500 personnes cet hiver. L'opération s'est déroulée sans violence, avec le concours des pompiers et des démolisseurs. L'expulsion avait été notifiée le 23 juin, la majeure partie des squatters avaient déjà démissionné, évacué les lieux. Quarante-deux personnes, en majorité des Africains, ont été expulsées. Le bureau d'aide sociale en a pris en charge trente-deux, tandis que cinquante étrangers en situation irrégulière étaient interpellés. Au cours de l'opération, les policiers ont saisi soixante-dix doses d'héroïne, de la cocaïne et du haschisch.

« M. Roger Bodourian, qui fut à l'origine de l'affaire des ententes pécuniaires jugée le 1^{er} juillet par le tribunal de Marseille, a fait appel de la condamnation à un an et huit mois de prison avec sursis, prononcée le même jour contre lui pour infractions à la législation sur les sociétés (le Monde du 2 juillet).

Roger Knobelspiess inculpé pour la fusillade d'Elbeuf

Roger Knobelspiess, qui avait été arrêté, le 5 juin, pour l'attaque, le 24 mai, d'un fourgon blindé de Palaiseau (Essonne) (le Monde du 26 mai) a été inculpé de tentative d'homicide volontaire, association de malfaiteurs, transports et détention d'armes et de munitions » par M. Luc Wautier, juge d'instruction à Rouen, pour une autre affaire.

Les faits qui sont à l'origine de cette nouvelle inculpation remontent au 24 septembre 1982 : les gendarmes de Pont-de-l'Arche (Eure) avaient tenté ce jour-là d'intercepter, à Criquebeur-sur-Seine, pour la contrôler, un 4 L dans laquelle se trouvaient plusieurs hommes, dont deux furent formellement identifiés par les enquêteurs comme étant Jacques Knobelspiess et Jacques Baron, le frère et l'ami de Roger Knobelspiess. Les occupants de la 4 L avaient alors ouvert le feu sur eux, sans toutefois les atteindre. Roger Knobelspiess, condamné en octobre 1981 à cinq ans de réclusion criminelle, avait été gracié par le président de la République.

« Robert Marcel, dit Le Gitan, l'un des inculpés dans l'affaire de l'explosion de la rue Dragon, à Marseille, le 8 mars, est décédé en déten-

tion, en début de semaine, 2-30 après le 7 juillet. Agé de cinquante ans, il avait été arrêté le 2 mai à Paris en compagnie de Marc Monge, trente-deux ans, puis présenté au parquet de Marseille.

Ayant été vu, le 8 mars, quelques heures avant l'explosion, en compagnie de Daniel Scotti et de Jean Chichin, tués par la bombe qu'ils transportaient à bord d'un véhicule volé, Marcel et Monge avaient été inculpés « d'homicide volontaire, destruction de biens immobiliers par substance explosive » et séquestrés. Transféré, il y a quelques semaines, de la prison des Baumettes à l'hôpital Michel-Lévy de Marseille, Marcel aurait succombé à un cancer généralisé.

CHARTERS

U.S.A.

NEW-YORK

à partir de 3 100 F A/R

AIRCOM SETI

26, rue Le Boétie

75008-PARIS

Tél. : 268-15-70

مكتبة الأنجلو

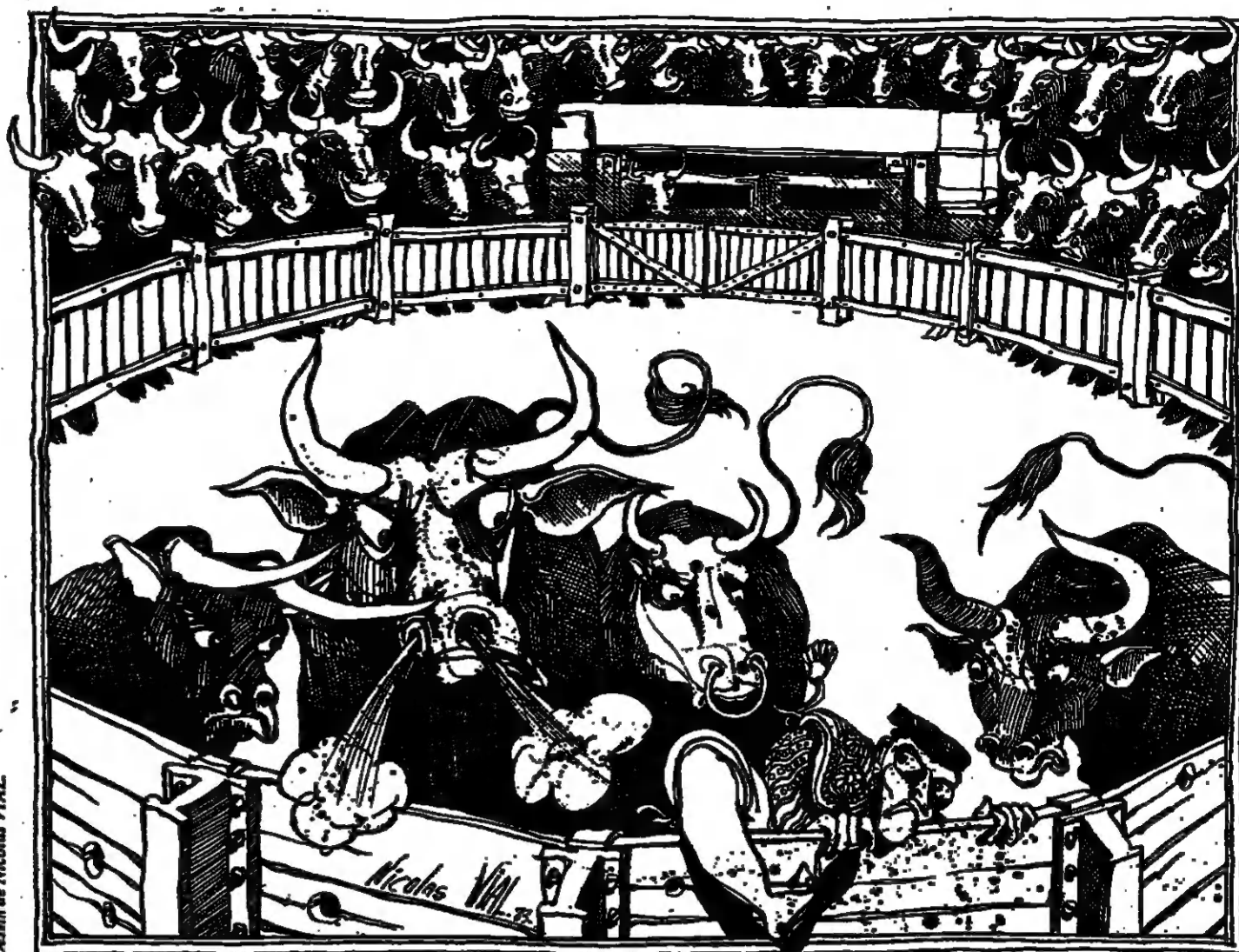
Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

Rendez-vous d'été

CORRIDA

Les seigneurs de l'arène



Dessin de Nicolas Vial

ILS s'appellent Ordóñez, Camacho, Romero, Galloso ou Ojeda, mais ils ont tous le même œil plissé quand le taureau jaillit du toril. Caché derrière un baridero, ils fixent la bête qui, après plusieurs tours d'arène à un train d'enfer, s'arrête. Plantée sur le sable, elle frémit. Elle a reconnu son terrain. Elle est prête à bondir. Elle est encore un dieu, comme sur les bords du Guadalquivir ou du côté de Salamanque. Mais voici qu'elle se métamorphose en diable. Une longue histoire. Il y a cent trente ans, le 20 janvier 1853 exactement, Eugénie, fille du comte de Montijo y Toba, duc de Penaranda et sénateur d'Espagne épousait Napoléon III, empereur des Français. Cette fille de l'Andalousie n'en oublia pas la corrida pour autant. Pour satisfaire sa passion, on organisa quelques mois plus tard de la même année, les 21, 22 et 23 août, à Bayonne, les premières courses de taureaux, dites « à l'espagnol », en France. Elles ne devaient plus quitter le sud de la Loire. Ces jours-là, vingt-quatre taureaux furent estroqués notamment par Cu-chares et El Tato. Trente chevaux furent éventrés. Commentaire de l'envoyé spécial de l'illustration : « Cela me semble une assez jolie hécatombe. Il faudrait être un paten ou un Espagnol pour ne point s'en contenter ».

La S.P.A. lance alors sa première campagne antitaurine. Elle trouve un écho à ses préoccupations dans les couloirs de l'Hôtel de Ville de la capitale. Lors d'une séance solennelle de cette assemblée, le vicomte de Valmor, conseiller de Paris, demande, en effet, « que toutes les reines adressent une requête à la souveraine d'Espagne pour mettre

fin à ces combats hideux qui dégradent l'homme et souvent le condamnent à une mort sans gloire ». Un an plus tard le couple impérial se rend de nouveau aux arènes de Bayonne... Incongruïté Égérie !

Bien avant ces « événements », on tua des taureaux à Nîmes, Bordeaux, Aire-sur-l'Adour, Saint-Germain-en-Laye, en l'honneur de Jeanne d'Albret, et à Arles. Les archives des cités du Languedoc, de Provence et d'Aquitaine foisonnent d'anecdotes. Selon Quinquarun de Beaujeu, plus de seize mille taureaux hantaient le marais de Camargue au seizième siècle, qu'en restait-il aujourd'hui ?

C'est au début du dix-huitième siècle, quand le petit-fils de Louis XIV monta sur le trône d'Espagne. Ce joli garçon habitué aux chambres et aux antichambres de Versailles goûte peu les jeux de la noblesse espagnole qui, lance à la main, s'oppose aux taureaux. La bête est blessée. Elle est achevée par les valets à pied. Les courtisans ibériques désertent donc bien vite le sable des arènes. Mais le peuple réclame des jeux et des taureaux. Les « hommes à pied » saisissent leur chance et prennent dans les « medos » le relais des ducs et des comtes qui se pressent à la cour. La gloire et la fête sont désormais entre les mains de la populace. Grosfiers, forts en gueule, maniant hardiment le cruchon de vin et « coureurs de mantilles », ces premiers toreros à pied ne ressemblent guère, tout au moins en apparence, aux matadors d'aujourd'hui. Anarchie sanglante. Mises à mort hallucinantes. Surgissent alors Costillares, Romero et Pepe-Hillo, puis Francisco Montes. Ils codifient l'art de tuer les tau-

reaux. A l'ombre des capes et des muletas, ils dictent les règles d'une tragédie classique qui respecte, elle aussi, la règle des trois unités : de temps, de lieu et d'action. La tauromachie moderne était née.

Le torero qui, dans quelques minutes, va effectuer le paseo sous le regard de milliers de curieux est l'héritier direct de ces Andaloux qui ont créé les premières écoles taurines. L'été ressemble à un pèché. En cette saison, entre le clic des appareils photo et le roulement des caméras, milchioris ruminant un chewing-gum, on trouve de tout agglutiné sur les vieilles pierres ou sur les bancs des arènes. Répondant à une question sur la corrida, Romain Gary déclara : « La Fiesta Brava est une fête espagnole. Je ne trouve rien de plus écarant que le spectacle de quelques milliers de touristes germaniques ou anglo-saxons guesclant : « où ! ». Dans le contexte ibérique, je m'incline. Dans le contexte touristique, je trouve cela dégueulasse ». Jugement sévère. Evidemment vrai. Mais qui ignore superbement que la corrida c'est aussi une affaire de gros sous.

Des danseurs

Le peuple du soleil connaît la valeur de la peseta. Si les portes des plazas n'étaient ouvertes qu'à des seuls initiés - une petite partie - le rêve et l'allégresse seraient aux rendez-vous, mais pour combien de temps ? La question n'est pas là. Ce qui est regrettable, dommageable même pour le spectacle, car les toreros ont vite compris à quels spectateurs ils ont à faire (« On ne se joue pas la peau pour quelques Japonais »), c'est cette volonté de se rendre aux arènes - satisfaire sa

« passion sauvage » - en ignorant tout du drame qui va se jouer entre un homme et une bête. Pourquoi les directions des arènes espagnoles et françaises, au moment de la saison touristique, ne donnent-elles pas un minimum d'information à celui qui prend place dans la plaza à l'aide, par exemple, de tracts ou d'imprimés ?

La tauromachie, en effet, c'est avant tout l'art de dominer un fauve. La mort, la « suerte » suprême, conclut la volonté de l'homme de rester maître du lieu du sacrifice. La victoire de l'intelligence sur la sauvagerie. Oh est-il le temps où le matador ne dessinait que quelques passes avant de culbuter le bicho d'un coup d'épée magistral ? « Muleta », toujours plus de « muleta » réclame le public alléché par les affiches, les programmes des agences de voyage et les photos des grands magazines. De la couleur mais pas de sang. Le cirque et non la technique. Le musio-hall et non le culte.

La tragédie commence quand l'homme s'enferme avec le taureau entre les planches de la talanquera. Toute la tauromachie est basée sur la charge du taureau. Yatagan en avant, il fonce sur l'étoffe. A l'homme de canaliser cette charge. De la diriger, de la dompter. Pour cela, trois principes : attendre le bicho, les pieds cloués au sol ; conduire le taureau à la cadence de la charge de la bête ; reprendre, enfin, le taureau.

Toute passe doit préparer le taureau à la mort. C'est la raison de la cape et de la muleta. Peu importe qu'elles soient rouges, vertes ou jaunes ? La bête attaque tout ce qui bouge. Elle se sert du corps du torero qui creuse le ventre. A cha-

que taureau, un combat différent. Après avoir donné quelques coups de reins en direction de l'arène (le bonheur d'être macho), regardez-le, ce torero qui avance doucement vers le taureau tel un chat vers sa proie.

Silence.

Il va exécuter quelques « derechazos » pour réduire la tendance de la bête à donner des coups de tête à droite et à gauche. Elle doit charger droit. Il l'ensorcelle avec l'étoffe. Elle boit le leurre. Il a gagné. Car c'est la main gauche, celle qui tient la muleta, « qui tue le taureau », en déviant la corne de la bête quand le matador plonge l'épée dans le cuir. Les toreros sont des danseurs. Dans l'arène aussi, l'art est fugitif. La création est fragile, menacée à tout instant d'être effacée. Le rythme, c'est la charge du taureau ; la scène, le sable des arènes ; le salaire, parfois de bons cachets ; la prime, de sacrés coups de corne qui arrachent les chairs, et le diable, la peur.

Voici les picadors. Hier, ils étaient les héros de la fête, aujourd'hui, ils en sont les prolétaires. Juché sur de vieilles rosses, protégés par un lourd caparçon pour leur éviter d'être éventrés (c'est le général Primo de Rivera qui prit la décision, en 1927, de « couvrir » le cheval), le picador est un « mal-nécessaire ». Il calme la bête, il tire les muscles pour lui faire baisser la tête et permettre ainsi le travail de muleta et surtout il révèle la bravoure du taureau. Quoi de plus émouvant qu'un taureau qui charge l'attelage diabolique au centre de l'arène. Cornes en avant, il pousse violemment des reins sous le fer et ne consent à écourter son duel avec le centaure qu'à la vue des capes des toreros. Il souffle, puis se rue à nou-

veau sur la haridelle. La façon dont le picador piquera le taureau, c'est-à-dire s'il « l'assassine » ou pas, lui est commandée par le matador, son employeur. Il est donc paradoxal de voir une foule siffler ou huier un picador pour un vilain geste et applaudir quelques instants plus tard son « espada » pour quelques passes données à un taureau saigné par la pique.

Une école taurine

Le vrai seigneur de l'arène, ce n'est pas le torero, mais le taureau. La corrida, c'est son combat. Le bicho espagnol n'a rien à voir avec le camargue, bête mythique avec ses cornes en forme de lyre, mais intérieurement parce que trop nerveuse. Etre ganado (éleveur de taureaux), c'est la passion à l'état pur. Nul n'a oublié cette histoire que raconte Jean-Pierre Daracq dans un livre consacré à la ganaderia de la famille Miura. Un soir d'avril 1914, Antonio, le mayoral de ce fameux élevage andalou, entre dans le salon de Don Eduardo, que l'âge prive d'aller assister au combat de ses bêtes. « Alors Antonio, comment ? » L'autre embarrasé ne répond pas et tripote son chapeau. « Qu'y a-t-il ? » demande le ganadero. « Señor Belmonte... » Don Eduardo le regarde fixement et demande : « Blessure grave ? » « Non señor... mais Belmonte a pris la corne du taureau dans sa main. » Don Eduardo est soudain devenu un vieillard. Il fait signe à Antonio de quitter la pièce. Et il pleure.

JEAN PERRIN.

(Lire la suite page 10.)

CANADA
MONTREAL/QUEBEC
à partir de 2 990 F A/R

UN ABRI
POUR VOTRE CARAVANE
A 80 km au sud de Paris
place de parking
à louer dans hangar fermé

Conditions et renseignements :
HARDY à REMONT 77132 LANCHANT
Tél. : 424-28-05

St. Monr. PHILATÉLISTES
A OFFICIER DE LA PHILATÉLIE

Dans le numéro de Juillet-Août (64 pages)

La « Marianne à la Nef »

... et les nouveautés du monde entier

En vente dans les kiosques : 10,50 F

Renseignements :
24, rue Chauchat Paris 8^e
Tél. : 824-40-22

Deversons gaiement !
le rêve... la TUNISIE
le rend possible à SOUSSE
à l'hôtel El Ksar***

2330 F 1 semaine
3255 F 2 semaines

(pour les départs du 30 juillet et du 6 août : 2 480 et 3 500 F)

De Paris à Paris, en pension complète.

L'hôtel El Ksar a les pieds dans l'eau !

Plage de sable fin • Bungalows • Night Club • Orchestre oriental et occidental

Documentation gratuite sur demande

30, rue de Richelieu 75001 PARIS
296.02.25 & 296.14.23

CONTACTOUR Tour Maine-Montparnasse
3-17, rue de l'Arrivée 75373 PARIS Cedex 1028 • 538.88.24

TUNISIE
Plus que jamais
la liberté a son club :
Hôtel CLUB SANGHO***
à Zarzis

1 semaine, tout compris : 3700 F
évasion incluse !

800 F seulement réservés sur vos devises : passeport valide ; la carte d'identité suffit. Documentation gratuite sur demande

TUNISIE CONTACT

30, rue de Richelieu 75001 PARIS
296.02.25 & 296.14.23

CONTACTOUR Tour Maine-Montparnasse
3-17, rue de l'Arrivée 75373 PARIS Cedex 1028 • 538.88.24

Une école très buissonnière

LOS ANGELES
A partir de 4 590 F.A/R.
départ ORLY SUD

AIRCOM SETI
25, rue la boétie, 75008 paris
tel. : 268.15.70 + LIC A962

80 % de remplissage

Ibis a également pris conscience que le centre-ville restait l'emplacement idéal, convenant aussi bien aux touristes qu'aux hommes d'affaires. Grâce à Minimoto, implanté à Paris, la chaîne a créé une nouvelle marque, *Urbis*, vouée au cœur des cités.

« Nous rachetons des hôtels vêtustes en fonction de leur localisation », raconte Jean-Pierre Mathias, directeur du développement en France d'Urbis. *Nous les rénouvons pour porter leur confort au niveau « deux étoiles » et nous pratiquons des prix de 210 F à Paris.* « Urbis gère l'hôtel parisien de Minimoto et

Vendredi 8 Juillet 1983
de 23 heures à l'aube
animée par la ravissante
Françoise, chanteuse et anima-
trice à FR 3 (Musique Antillaise).

OPÉRA NIGHT
30, rue Gramont - 75002 PARIS
Tél. : 296-62-56

ALAIN FAUJAS.

JEAN PERRIN

LES NOUVEAUTÉS DU MONDE ENTIER

EN VENTE 10,50 F CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX
ET AIL MONDE

Le Monde
1, RUE DES ITALIENS 75009 PARIS

5, RUE DES ITALIENS 75009 PARIS

**LE GUIDE DES GUIDES
EN VENTE DANS
LES MAISONS DE LA PRESSE**

SAMEDI DIMANCHE

- Chaque week-end une nouvelle lecture de l'actualité.**

Le Monde
SUPPLÉMENT DU DIMANCHE

هكذا من الأحمال

ET EN TOURISME

Hippisme

Le jockey qui détestait les courses

LES Anglais tirent à sévir. Ils avaient déjà remporté, avec Carleton (prix du Jockey-Club) et Yve (Grand Prix de Paris), deux des trois plus grandes épreuves de ce qui était naguère la « saison de Paris ». Diamond Shoal a achevé le triptyque, en s'adjugeant dimanche le Grand Prix de Saint-Cloud. La veille, Glenstal avait gagné le prix Daphnis. Et il convient d'ajouter à la série les victoires d'Aragon, dans le prix de La Jonchère, de Prince Gato, dans le prix de La Orange, de Diamond Shoal (dép.), dans le Grand Prix d'Evry, etc.

Sauf dans la catégorie des poulains de trois ans, où nous tenons assez solidement la corde, les chevaux anglais et irlandais, cette année, dominent la situation. Leurs écuries ont pris des « lignes » en venant affronter, et souvent battre, nos représentants en début de saison. A mesure que la campagne se développe, et que leur hiérarchie intérieure s'affaiblit, elles savent exactement à quel niveau de qualité puiser dans leurs effectifs en réserve pour désigner des délégués ayant toutes chances de vaincre. Elles tirent presque à coup sûr. Et en économisant les munitions : la calibre nécessaire et suffisant pour gagner, pas davantage ; par exemple, un vainqueur de « groupe II » outre-Manche pour gagner le « groupe I » de Saint-Cloud, comme dans le cas de Diamond Shoal.

Pourtant, ce n'est pas sans donner des émotions à ses partisans que celui-ci a rallié le poteau. On a longtemps pu croire, alors qu'il paraissait s'écrouler sous la pression de l'Américain Lami Gold — échappé dès le départ, selon une invariable tactique américaine — qu'il allait devoir se contenter de la seconde place. Finalement, à 200 mètres de l'arrivée, Lami Gold faiblit : Diamond Shoal se retrouve en tête, bien calé à la corde. A ce moment, nouvelle émotion : Lancastrian, longtemps retardé, terminait mieux que lui. Heureusement, le poteau était là : premier : Diamond Shoal, deuxième : Lancastrian ; troisième, le petit poulain Zelata ; quatrième, Lami Gold.

On avait souri de celui-ci, en mai, après ses débuts français, précédés de l'achat d'une page de publicité dans Paris-Tour : le cheval « qui a gagné 1 110 446 dollars aux U.S.A. », qui vient en France « pour l'importation de l'Arc de triomphe », etc. Il ne faut pas sourire : sa performance de dimanche se situe 10 kilos au-dessus de celle de mai, où il avait fini à la dérive. Nous ne connaissions pas beaucoup de chevaux en Europe qui soient capables d'assurer seuls, détachés du peloton, le rythme que Lami Gold a donné à ce Grand Prix.

de Saint-Cloud (à deux secondes du record de l'épreuve, détenu par Beccafic) et qui aient assez de ressources pour conserver une quatrième place. Dommage que l'indien n'ait fait son apprentissage européen qu'à cinq ans : c'est un peu tard pour découvrir avec profit que la gloire hippique européenne ne se conquiert pas en fonçant tête baissée de toutes ses forces, qu'elle réclame de la discipline, un peu de jockey, et un dosage des efforts. Si la leçon avait été reçue à l'âge scolaire, ce cheval-là, en effet, aurait pu gagner l'Arc.

Un qui ignore également la discipline et qui, lui, est sans excuses (il est encore d'âge scolaire et il porte un nom qui devrait le prédisposer à être aux ordres), c'est Saint-Cyrien. On l'a encore vu accomplir tout le parcours du prix Daphnis la tête de travers, se battant contre la main de son jockey, sans parvenir pour autant à trouver un second souffle.

Saint-Martin, en selle sur Glenstal (car Saint-Martin était, samedi, dans le clan anglais), lui a, il est vrai, joué un mauvais tour. Sachant qu'il n'y a plus de courses pour Saint-Cyrien, que celle qui se déroule au ralenti et où son impuissance lui noue la gorge, il a tout de suite pris la tête du petit peloton du prix Daphnis pour... le freiner maximum. Le cheval, à 1800 mètres, au milieu des deux secondes de plus que la normale, la cadence d'une course de comice agricole. Pendant ces deux secondes, Saint-Cyrien, que son jockey Freddy Head n'osait porter en avant, de crainte qu'il ne se mette à foncer tête baissée, à la façon de Lami Gold, s'est épuisé sur son mors. A deux minutes moins quelques secondes, d'un coup, Saint-Martin est passé de l'allure des comices agricoles à celle d'une course de groupe. Tout le monde est resté paralysé, à l'exception de Luder, bon second. Saint-Cyrien : troisième sur sept. Saint-Martin : premier hors concours.

Un autre grand jockey disparaît. Jean Deforge est mort la semaine passée, à Avignon, victime d'un cancer. Il avait quitté les courses voilà déjà si longtemps (combien : dix ans, douze ?), et on avait gardé le souvenir d'un visage tellement ridé et marqué (surtout d'un terrible accident de voiture) qu'on le croyait vieux. En fait, il n'avait que quarante-huit ans, l'âge de Pigott, toujours — 6 combien ! — en

Fils d'un jockey lui-même mort jeune, et sans que sa notoriété eût dépassé les limites de la Provence (il habitait Avignon), il avait eu la chance d'être confié, au sortir de l'enfance, à M. Cunningham, le grand faiseur de vedettes des années 50 et 60.

Il n'était pas facile, dans les années 50, de réussir sur les pistes (car il réussit, dans ce domaine, ne peut jamais s'établir que « contre ») les Poincettes, les Doyasbère, Johnstone, Pourtaut, aidé par le vieux mésempoigné au cœur tendre qu'était John Cunningham, le jeune Deforge se lança au premier plan. Outre le jockey de son patron d'apprentissage, il fut celui d'Edmond Pollet, d'André Adèle, longtemps celui de l'écurie Rothschild, de l'écurie Boussec.

André Adèle, homme de grande expérience, le considérait comme le cavalier le plus doué qu'il eût connu au long d'une carrière de soixante ans. Il expliquait avec conviction qu'il détestait — seul parmi les centaines de jockeys qu'il avait fait monter — un pouvoir magnétique, imperceptible aux humains, auquel les chevaux étaient sensibles.

Magnétisme : Jean Deforge abusait souvent de ses dons. Si jamais des infarctus prirent naissance dans les tribunes, ce fut parmi les parieurs des chevaux qu'il montait. Il s'était fait une spécialité d'être dernier à l'entrée de la ligne droite et de venir gagner d'un nez.

Mais la volonté de vaincre n'atténua pas, chez cet homme-là, au niveau des dons qu'elle aurait pu mettre en œuvre.

Était-ce le sentiment, tôt acquis, que ayant en outre épousé une hémiparétique avignonnaise, sa vie matérielle était à l'abri des revers ?

Était-ce la timidité, manque de confiance en soi, héritée de l'accident de course (surtout après celui d'automobile) ? Fut-ce un manque d'intérêt — voire un certain dédain et peut-être du mépris — pour un métier qu'il était pourtant parvenu à exercer si brillamment ? Jean Deforge ne se départit jamais d'une attitude d'homme qui se croit supérieur, même, je crois, à la dernière explication : ce grand jockey détestait les courses et éprouvait quelque mépris à l'égard de ceux dont elles sont l'univers, parfois unique.

D'ailleurs, du jour où il décida de raccrocher, on ne l'y vit plus, sauf en soirée, à Deauville, où, au demeurant, l'attrait de la fraîcheur de l'été plus que les chevaux.

Un autre signe : ayant perdu le prix du Jockey-Club avec Djaka, un jour où après qu'il eut beaucoup attendu, comme d'habitude, le « nez » de la victoire avait été contre lui, c'est lui-même qui, horrifié par les critiques, avait pris l'initiative de rompre avec l'écurie Rothschild.

Il fallait quelque signe de caractère ou une sérénité d'amateur pour rompre alors avec le casaque bleu, qui offrait, bon ou mal en, la chance d'une cinquantaine de victoires.

Jean Deforge s'était retiré près d'Avignon, où il exploitait un domaine viticole constitué autour de vignes appartenant à son beau-père. On l'imagine assez bien regardant se colorer et mûrir son raisin, dans le silence des collines. Le vin, les vignes, c'est sérieux. En plus, cela se vend. Hélas, la mort, elle, ne se vend pas.

LOUIS DÉMEL.

BIBLIOGRAPHIE

« Le Canard » fait du tourisme...

A vouloir se moquer systématiquement, on risque de passer à côté des vrais problèmes, et le dossier que consacre le Canard enchaîné à « L'industrie des vacances » se moque vraiment beaucoup.

Oh ! Tout le petit monde du tourisme y passe : le gouvernement et son contrôle des changes, les syndicats d'initiative, les organisateurs de voyages, Air France, le Club Méd,

Trigano, Riboulet, les hôteliers, la planche à voile, les maillots de bain, Corcos, le thermalisme, l'armée (sujets obligatoires), E.D.F., Gault et Millau... Le sommaire est parfait.

La recherche systématique d'un gros gougnafleur oblige le Canard à détourner des affaires qui ne sont plus d'actualité (les « scandales » de la direction du tourisme : 1979 ; le re-

chat d'une partie des actions de Gault et Millau par des capitaux sud-africains, 1978). Elle le contraint aussi à résumer mal à propos : non, ce n'est pas pour brader les châteaux-vacances, dont personne ne veut, mais pour favoriser l'étalement des vacances qu'il y a prévu de bonifier ces chèques hors

On aurait souhaité moins de « Toulon » et de « Colombye-aux-croix-d'or » et plus d'analyses fouillées sur « l'essor des voyages et les mauvais tours d'opérateurs ». En quelque sorte moins de « Canard » et plus de dossier.

Ce péri dans la mare démythifiante heureusement le clinquant des loisés et du tourisme pour ceux qui croient encore aux belles images des catalogues. Il laisse de marbre les professionnels et les hommes politiques, qu'ils soient magouilleurs ou sans reproche.

A. F.

* Industrie des vacances. Les Matériaux du Tourisme. Les Éditions du Canard. Juin 1983, 28 francs.

LE CEVENOL
PARIS 8h45 - MARSEILLE 19h12

PARIS - NEVERS

8h45 - 10h51

FORUM :

revue des activités

de la journée.

ANIMATION SPÉCIALE

POUR LES ENFANTS :

dessin, jeux, spectacles.

NEVERS - VICHY

10h52 - 11h58

SPECTACLE :

théâtre, poésie ou musique

interprétés par de jeunes talents.

VICHY - CLERMONT

12h00 - 12h40

DÉCOUVERTE DE LA RÉGION :

évoquant des aspects riches et pittoresques des pays traversés.

CLERMONT - LANGEAC

12h53 - 14h23

VARIÉTÉS :

manifestations folkloriques, arts et traditions populaires.

LANGEAC - NÎMES

14h24 - 17h45

PRÉSENCE CÉVENOLE :

avec participation du public.



Vous retrouverez toutes ces activités dans le sens
MARSEILLE 12h12 - PARIS 23h15.

SNCF LOISIRAIL
LES TRAINS ANIMÉS SNCF

classe

Vienne

ville de congrès

10 vols par semaine au départ d'Orly-Sud.
En première classe comme en classe
Touriste, Austrian Airlines vous offre
un service de grande qualité.
Et le confort de ses DC9.

AUSTRIAN AIRLINES
Austrian Airlines, Orly-Sud. Réservations : 266.34.66

RÉSIDENCES

Campagne - Mer - Montagne

ARCS-SUR-ARGENT (Var)

Très belle villa, 3 gites pièces
Gde Salle de bains, Gde cuisine
100 m² + garage, cave.
Branche 50 m². Jardin 1000 m²
Situation exceptionnelle 850 000 F
Tél. (93)20-45-99

BRETAGNE SUD-OUEST

MAISONS DE PÊCHEURS
avec terrasses - Prêts à l'usage
Prix : 343 000 F T.T.C.
ou 260 000 F T.T.C. sans terrain
Livr. 64 - Rm. : Ent. LE SCUL
Quimper - Tél. : (98) 90-66-69

MAISON DE MAÎTRE

BONNY-SUR-LOIRE (Loire)

Sur un étage + grenier.
Salle + 600 m². Terrain 1000 m².
Toiture en tuiles, 2 m.
22 ha de terrain dont 11 ha de
bois et d'un seul tenant.
Prix souhaité : 1 800 000 F.
Tél. : (93) 31-11-11



COTE BASQUE District Bayonne-Anglet-Biarritz

RÉSIDENCE Océan et Forêt

avenue de la Forêt, 64600 ANGLET

En bordure du golf de Chiberta, dans une pinède de 6 au
voisinage du club hippique, 500 mètres de la plage : appartements
spacieux, grand standing, isolation phonique et thermique,
double vitrage, etc.

Livraison immédiate.

Bureau : vente sur place (59) 63-64-34
et 91, rue de Courcelles, 75017 PARIS (1) 763-46-19

PRÊTS CONVENTIONNÉS - A.P.L.

HÔTELS

Côte d'Azur

06500 MENTON
HOTEL CÉLINE-ROSE *TUN
57, av. de St-Jean, 06500 MENTON
Tél. (93) 31-11-11
Chambres et ch. ensembles et ensembles.
Cuisine familiale. Jardin.
Pens. compl. 63, 150 à 170 F T.T.C.

Montagne

03000 BIVERTAN (Hautes-Alpes)
LE VILLARD - Tél. : (92) 45-42-08
Chambres et duplex avec cuisine. 2 à 6 pers.
Trafic spécial juin et septembre.

Provence

ROUSSILLON - 84220 GORGES
Le petit hôtel à la charme
Luberon. Haut confort, cuisine de
femme et de marché. Week-end ou séjour.
Piscine dans l'hôtel. Tennis, équitation à
proximité.

MAS DE GARRIGON ***
Roussillon 84220 Gorges.
Tél. : (90) 75-63-22.
Accueil : Christiane RECH.

Italie

HOTEL LA FENICE
ET DES BAINS
(près du Théâtre la Fenice)
Il minutes à pied de la place St-Marc
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés
Réservation : 41-32-333 VENISE
Tél. : 411150 FENICE I
Directeur : Dante Apollonio.

Suisse

CHAMPEX-LAC *TUN
7 jours en demi-pension par personne dès
Sfr. 364.- (env. 1380.-) cuisine
soignée et jardin à l'hôtel Fam.
M. & E. Bism 1941/26/41207.

LEYSIN (Alpes valaisannes), 1300 m.
HOTEL MONT-RIANT **
Climat tonique. Repos. Sports.
40 lits. Confort, ascenseur, jardin.
Cuisine pour gourmets.
Demi-pension dès 40 FS (env. 150 FF).
Ch. - Lys. Tél. 19-41/25/34-1235.

L'Inde maintenant!

Avec trois mille francs...
des vacances dont vous n'avez jamais osé rêver!

En dépit des limitations, vous pouvez toujours vous offrir de somptueuses
vacances en Inde.

Imaginez! Delhi. Les monastères du Ladakh. Les vallées et les lacs du
Cachemire. Les palais du Rajasthan. Les temples de l'amour à Khajuraho. La
orientale, Madras, et plus au sud encore... Le Kerala, sur la côte ouest, remonter
jusqu'à Bombay... Un voyage fascinant.

Et, comme il faut remarquer Gault et Millau (mai 83), vous vous en sortez avec
un budget de vingt francs par jour, tout compris, nourriture et logement.
«A condition de vous faire aider par un bon spécialiste», s'empresment-ils d'ajouter.
Adressez-vous donc à votre agent de voyage; il a de bonnes suggestions à
vous faire.

Du côté de l'Office National Indien de Tourisme, nous sommes bien sûr à votre
disposition pour vous faire découvrir l'Inde sous ses aspects les plus variés.
Et à quels prix!

Même les frais de transport à l'intérieur du pays sont plus que raisonnables.

Nous nous réjouissons de pouvoir vous faire bénéficier d'une hospitalité
légendaire.

Appelez-nous sans tarder. Ou voyez votre agent de voyage.

india

Office National Indien de Tourisme. Bd de la Madeleine 8, 75002 Paris. Tél. : (1) 265 8386

Jeux

échecs N° 1028

UN TRAVAIL DE FOURMI

(59^e Championnat de l'U.R.S.S. Moscou, 1963)

Blancs : O. ROMANISCHIN

Noirs : A. KARPOV

Début Rati

bridge N° 1028

INVITATION AU CAVENDISH

scrabble N° 167

LES MOTS AVEC « Q » SEC

Scrabble-Club de Tours, Foyer des rives du Cher, rue Toulouse-Lautrec, 16 mai 1983. Tournois le samedi à 20 h 30.

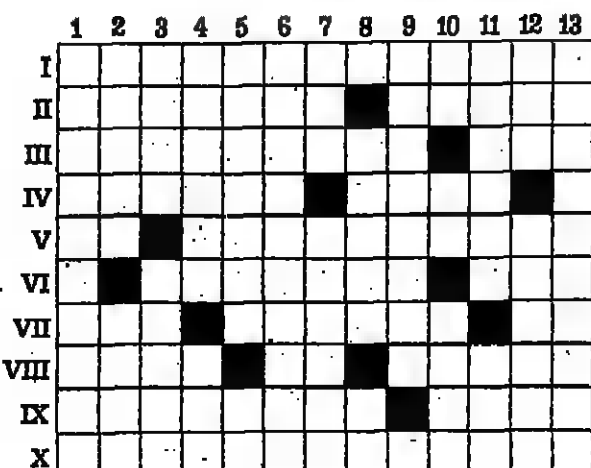
les grilles du week-end

MOTS CROISÉS

N° 257

Horizontalement

1. Au dernier acte de la comédie. - II. Il faut faire avec. VI. d'étonnements en. - III. qu'elles ne rougissent pas. Sous certains horizons. - IV. Tente.



SOLUTION DU N° 256

Horizontalement

I. Rio-de-Janeiro. - II. Enfumai. Club. - III. Je. Cirrhose. - IV. Oxford. Ou. Ré. - V. Upl. Initier. - VI. Il. Enori. Nv. - VII. Siamois. Lote. - VIII. Squal. Ph. - IX. Au. Terrance. - X. Név. Eus. Ton. - XI. Terrasse.

Verticalement

1. Régional. - 2. Inexpliqué. - 3. V. Vr. - 4. Ducos. Mater. - 5. Emir. Eole. - 6. Jardnières. - 7. Air. Nos. Rus. - 8. Noir. Pisc. - 9. Ecoute. - 10. Il. - 11. Ruérent. Non. - 12. Observant.

FRANÇOIS DORLET.

ANACROISÉS

N° 257

Horizontalement

1. ACCEHOS (+1). - 2. AMNOPST. - 3. EGINORT. - 4. AAELOKV. - 5. EGINORT. - 6. CILHINTIL. - 7. AHILLNOS. - 8. CEEELRTU. - 9. EEOQUU. - 10. CEEORSSU (+3). - 11. DEEEISS. - 12. ABELORTU. - 13. AEORSSU. - 14. CEILNOR. - 15. CEILNOR. - 16. AEILNNS.

Verticalement

17. AELPSTU. - 18. DGNOORS. - 19. AELPSTU (+1). - 20. CEILOOPT. - 21. CCEHINO. - 22. AENOTTU (+1). - 23. AEEGN. SUU. - 24. EEELOST (+1). - 25. ACEILOV (+2). - 26. ADMNSTU. - 27. MOOPSSU. - 28. ABGIORRU. - 29. MALNRSV. - 30. EISST (+1). - 31. BEEELNP.

SOLUTION DU N° 256

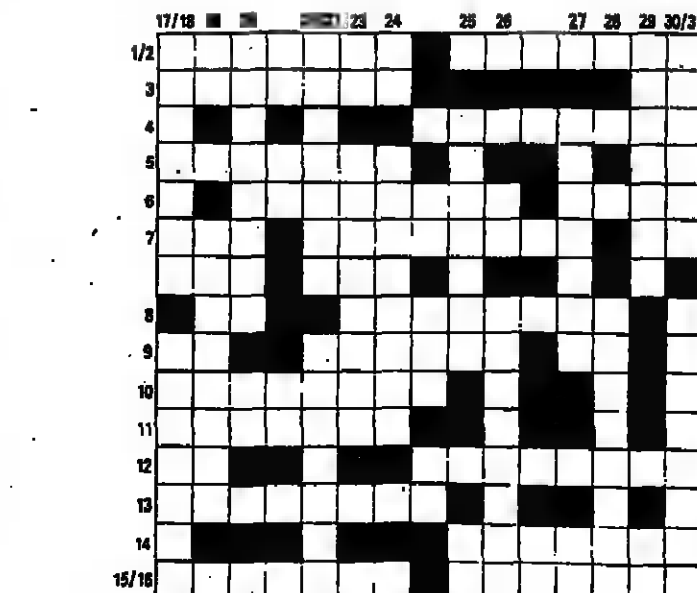
Horizontalement

1. PATUREE. - 2. DUCHES (DECHUS). - 3. NAITRONT. - 4. DESIGNS. - 5. ENTUBERA. - 6. ROGNAGE. - 7. INERTIE. - 8. DELIBERE. - 9. HELICES (LI-CHEES). - 10. RIVALITE (TRI-

mâchées ou infusées. Notes enfin que QAT et KHAT, c'est KIF-KIF.

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les cases des rangées horizontales sont désignées par un numéro de 1 à 15; celles des colonnes par une lettre de A à O. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, ce mot est horizontal; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le tirage de tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire en vigueur est le Petit Larousse Illustré (P.L.I.) de l'année.

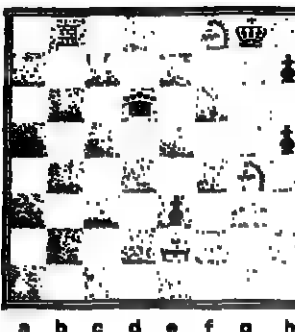
Verticalement
17. PODAGRE. - 18. OUTSIDER. - 19. OUTSIDER. - 20. TIRAGE (GITASSE). - 21. HOTELIER. - 22. REGALADE. - 23. RELIVITE (souterrain par le gel). - 24. ENSEVELI (NIVELEES). - 25. ICARIENS (ICISERA RICAINES). - 26. DIATRIBER. - 27. CRIBLER. - 28. TALL-



ÉTUDE

G. NADAREICHVILI

(1977)



BLANCS (4) : Rf1, Tb8, Cx8, et g4.

NOIRS (5) : Rg8, Td8, Pz3, h7, et h5.

Les Blancs jouent et font nulle.

CLAUDE LEMOINE.

LES PLACEMENTS DE LATTÈS

La mathématicienne Lattès, ancien champion du monde de bridge, a découvert que la donne suivante, où il semblait impossible de faire dix levées, permettait de poser un véritable problème à jeux ouverts.

♠ A984
♥ A63
♦ 85
♣ ADV
N
O
E
S
♠ V1097
♥ V10642
♦ V532
♣ RV1062
♥ D54
♦ R7
♣ R64

Ouest ayant entamé le 10 de Trèfle, comment Sud peut-il gagner

QUATRE SAUTS ATOUT

Note sur les enchères : A la suite de quilles annonces pourrait-on arriver au contrat assez rare de « 4 SA » si Sud est donneur ?

Voici une séquence possible :

Sud Nord
1 ♠ 2 ♠
2 ♦ 3 ♥
3 SA 4 SA
pass

Sud, « terrifié » par la suite d'aborder au chelem avec une main aussi laide, juge prudent de passer sur ce « 4 SA » qui, pour certains experts, n'est pas un Blackwood.

PHILIPPE BRUGNON.

NOTES

(a) Ou CROTTAT.
(b) Mots spectaculaires, mais plus humides : RECEPAT, 1 C. 89.
(c) Un bras blessé ou un ressort.
(d) ENNOBL(I)E, B. S. 63.
(e) EMMURAI, implaçable.
(f) MALTOSE, MOLESTA, MOLETA, implaçables.
(g) L'Alchimie la Mecque.
La Fédération française de Scrabble a déménagé. Adresse : 96, boulevard Perceval, 75017 Paris. Tél. : (1) 380-40-36, de 12 h à 13 h et de 14 h à 16 h.
MICHEL CHARLEMAGNE.
* Prière d'adresser toute correspondance concernant cette rubrique à M. Charlemagne, F.F.Sc., 96, boulevard Perceval, 75017 Paris.

MÉDECINE

EN FRANCE ET AUX ÉTATS-UNIS

Les affaires du SIDA et du vaccin contre l'hépatite B continuent de susciter de vives réactions

Les deux affaires du syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA) et du vaccin contre l'hépatite B connaissent, à l'échelle internationale, de nouveaux développements.

■ États-Unis. M^{me} Margaret Heckler, secrétaire à la santé, a déclaré, avant de donner son sang en direct à la télévision, que la peur du SIDA provoquait une pénurie de sang important. Selon elle, les virus du SIDA ont été trouvés dans les grandes villes. « Je veux montrer aux Américains qu'ils ne courent aucun danger en faisant don de leur sang », a expliqué M^{me} Heckler. Cette peur qui, selon elle, pourrait donner lieu à « une véritable hystérie » tient en particulier à quelques analogies épidémiologiques entre cette « épidémie » d'origine inconnue et l'hépatite virale de type B. Certains supposent donc a priori que la transmission pourrait, comme pour l'hépatite B, se faire par le matériel injectable ou de transfusion.

Enfin, l'Institut Pasteur Production (I.P.P.) à la requête du docteur Yves Garnier, président-directeur général, vient de déposer le quotidien *Libération* le 1^{er} août devant le tribunal de grande instance de Paris, pour différents articles qui contrediraient « à son égard de très graves allégations et imputations diffamatoires ». L'I.P.P. réclame 1 million de francs de dommages-intérêts.

(1) Le professeur Jacques Roux nous avait déclaré (*le Monde* daté 26 juin) qu'il n'y avait pas de lien entre les importations de plasma américain qu'une fois celles-ci faites « à cause d'une négligence administrative ».

Sur un point, M^{me} Heckler a rappelé que les banques de sang sont « strictes » et « utilisent des seringues à usage unique ». D'autre part, des responsables de la santé de douze grandes villes américaines (dont Washington, Los Angeles et San Francisco) devaient se réunir, le 11 juillet, pour discuter au point un dispositif permettant d'éviter que la « panique » autour du SIDA ne conduise à d'autres erreurs. Mais le docteur Stuart Shapiro (Philadelphie), c'est la première fois qu'une réunion de ce type est organisée.

Poursuites contre « Libération »

En France, selon des responsables de la transfusion sanguine, aucun phénomène de ce genre n'a été observé. D'autre part, les pouvoirs publics viennent de confirmer qu'une enquête d'inspection de la fabrication du vaccin contre l'hépatite B est en cours « selon une procédure normale » (*le Monde* du 8 juillet). Le professeur Jacques Roux, directeur général de la santé, dément formellement dans un communiqué publié le 7 juillet, « avoir porté contre les responsables de l'Institut Pasteur Production des accusations à propos de la régularité des importations de plasma des États-Unis ». Ce communiqué rédigé, conjointement avec le professeur Jacques Danguillaume, directeur général de la pharmacie et du médicament, évoque : « une campagne de presse qui développe dans certains journaux à propos du vaccin contre l'hépatite B et le SIDA, visant à opposer le vaccin d'État au vaccin Institut Pasteur Production, et à mettre en contradiction la direction générale de la santé et la direction de la pharmacie et du médicament (1) ». « Elle repose, ajoute ce communiqué, sur des faits interprétés de façon incomplète ou partielle ».

SCIENCES

Un colloque scientifique international sur les problèmes généraux relatifs aux essais nucléaires pourrait être organisé en Polynésie. C'est ce qu'a annoncé M. Haroun Tiziet, président du Centre d'études à l'étude et à la prévention des risques naturels, en présentant, jeudi 7 juillet, les conclusions de son voyage en Polynésie (*le Monde* du 6 juillet). A cette occasion, le gouvernement français pourrait autoriser des scientifiques étrangers à visiter l'atoll de Mururoa dans le Pacifique, où se déroulent les essais de la France.

Commentant le rapport de M. Taziet, qu'il a jugé « utile », M. Hernu, ministre de l'Énergie nationale, a déclaré que les mesures de sécurité allaient être renforcées pour ce qui concerne le risque hydraulique et qu'un groupe d'étude allait être mis sur pied pour améliorer la sécurité de la fuite radioactive à la périphérie du site de Mururoa en dehors des périodes opérationnelles.

AÉRONAUTIQUE

Six avions de transport Airbus A-310 ont été commandés par la compagnie aérienne Singapore Airlines à la société Airbus Industries. Le montant du contrat pour ces appareils, la livraison commencera en novembre 1984, s'élève à 420 millions de dollars.

A Lille

Une banque de données sur les vaccinations nécessaires à l'étranger

(De notre correspondant.) Lille. — L'Institut Pasteur de Lille vient d'être créée une banque de données informatiques pour le service des vaccinations. Le public et les professionnels du tourisme disposeront, désormais, d'une information actualisée sur les obligations vaccinales avant un voyage à l'étranger.

La banque a été réalisée par les informaticiens de l'Institut Pasteur de Lille, en collaboration avec le service des vaccinations, qui effectue plus de dix mille vaccinations par an. On a introduit dans le mémoire les références

de quatre pays ou géographiques qui indiquent les vaccins obligatoires, comme ceux que l'Institut recommande, en fonction de l'apparition ou de la persistance d'une épidémie dans un pays ou une région.

Toutes les informations peuvent être obtenues en appelant sur l'écran, soit le nom du pays choisi, en français ou en anglais, soit un code en trois lettres ou enfin le code des aéroports.

Pour joindre la banque de données, téléphoner au 16 (20) 52.33.33 de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h.



SUR LES SENTIERS DE L'IMAGINAIRE

avec le Monde Dimanche de l'été

Pendant l'été jusqu'au 12 septembre, le Monde Dimanche vous entraîne sur les sentiers de l'imaginaire, avec de nouvelles rubriques et de nouveaux thèmes.

Portraits imaginaires

Patrick Grainville, Gilbert Lascault, Pierre Bourgeade, Max Gallo, Roland Jaccard, Michel Chaillou, Michel Grisolia... rêvent sur personnages réels du passé : Vercingétorix, Landru, Sade, Conrad, Mirabeau, Manet, Louise Brooks...

Tentation

Ce feuilleton inédit Catherine Rihoit vous entraîne au Cocazul avec une jeune journaliste à la recherche d'un grand cinéaste disparu.

Jeux d'imagination

Portrait chinois, dictionnaire et fantasmes : une page jeux avec la collaboration de douze personnalités.

La bride sur le cou aux écoles d'art

Les élèves de douze écoles d'art illustrent le Monde Dimanche sur des thèmes qu'ils ont choisis.

Et des itinéraires pour le passé :

Douze histoires de France

Racontées par douze historiens, des épisodes « exemplaires » qui ont marqué la vie des régions et leur place dans l'entité française.

Ainsi que les enquêtes et chroniques habituelles.

Le Monde
DIMANCHE

CARNET

Naissances

M. Jean-Charles de CASTELBAJAC et M^{me} Catherine de CASTELBAJAC ont eu le 6 juillet 1983, à 66, rue de Lisbonne, 75006 Paris, un fils, Louis-Marie.

Mariages

— Rotand ROMEYER et Annie SAVOYE ont eu le 6 juillet 1983, à 66, rue de Lisbonne, 75006 Paris, un fils, Louis-Marie.

Décès

— M^{me} Francis Authier, M^{me} M^{me} Denis Authier, M^{me} M^{me} Bernard Solente et leurs enfants, M^{me} M^{me} Michel Authier et leur fils, M^{me} M^{me} Henri Authier et leurs enfants, M^{me} M^{me} Philippe Authier et leurs enfants, M^{me} M^{me} familles Authier, Michel, Boule, Canal, Depain, Dumail, Briand, Et ses nombreux amis en France et en Italie, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 5 juillet, de

Francis AUTHIER, agrégé de l'Université, maître-chercheur honoraire d'histoire de l'U.E.R. de langues et littérature de l'Université de Poitiers.

Les obsèques ont eu lieu à Poitiers le 7 juillet, à 10 heures, à l'église Saint-Étienne, 25, rue Jean-Bouche, 86000 Poitiers.

— On nous prie d'annoncer le décès de Dominique BLOCH-MASCART, survenu le 30 juin 1983 dans sa cinquante-huitième année. La cérémonie religieuse aura lieu le 5 juillet 1983, à l'église Saint-Scipien, dans la plus stricte intimité.

De la part de M. Gérard Gossy, M^{me} Vignaux, sa sœur, M^{me} M^{me} Myodrag Jancovic, sa sœur et son beau-frère, M^{me} M^{me} Feron, 75006 Paris.

— M^{me} et M^{me} Michel Chastenet de Cigy et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Philippe Bouillon et leurs enfants, Les familles Bouillon, Allodi, de Boudemange ont la douleur de faire part du décès, survenu à Maligné, de

M^{me} Jean BOULLON, officier de la Légion d'honneur, Les obsèques auront lieu le samedi 9 juillet 1983, à 10 h 30, en l'église de Maligné (Sarthe).

— M^{me} Maurice MAUVERNAY, expert comptable, ancien directeur général de SIDULOR, Les obsèques auront lieu le samedi 9 juillet 1983, à 9 h 30, en l'église de Chateaugay-le-Royal (71530).

27, rue du Colonel-Provost, 69005 Lyon.

— Antoine Partrat, son épouse, Françoise et Roger Partrat, Janine et Christian Partrat, Marie-Thérèse, Faugère, Martine Partrat, ses enfants, Ses petits-enfants ont la douleur de faire part du décès de

Antoine PARTRAT, conseiller maître honoraire à la Cour des comptes, officier de la Légion d'honneur, survenu le 5 juillet 1983, dans sa soixante-quatrième année. Une cérémonie religieuse aura lieu à l'église Saint-Dominique, rue de Tombelaine, Paris-14^e, le lundi 11 juillet, à 8 h 30.

— M^{me} V. Bourcart, M^{me} P. Catherine, M^{me} et M^{me} P. Plesier, France et Yves Plesier, Et leurs enfants, ont la douleur de faire part de la mort accidentelle de

Maxime PLESSIER, le lundi 4 juillet 1983.

ROBLOT s.
522-27-22
ORGANISATION D'OBSEQUES

— On nous prie d'annoncer le décès de M^{me} Marcel SCHLUMBERGER, née Jeanne Laurans, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 5 juillet 1983, sa quatre-vingt-cinquième année. De la part de

petits-enfants, arrière-petits-enfants, arrière-arrière-petits-enfants, La cérémonie religieuse a lieu au Val-Richer, le vendredi 8 juillet, à 17 heures, suivie de l'inhumation dans le cimetière de la famille, au Sain-Ouen-le-Pin (Calvados).

— M^{me} André Servat, M^{me} et M^{me} Alain Servat, M^{me} et M^{me} Jacob Abbou, Leurs enfants et proches, ont la douleur de faire part du décès de

M. André SERVAT, chevalier de Légion d'honneur, survenu le 2 juillet 1983 à son domicile. La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 5 juillet 1983 dans la plus stricte intimité.

— Marie-Christine, Olivier et Elodie TAMPON-LAJARRETTE ont l'immense douleur de faire part du décès accidentel, survenu le 2 juillet, à l'âge de trois ans, de leur petite

Marie. Les obsèques ont eu lieu en l'église de Beaulieu-sur-Mer, le 5 juillet.

Cet avis tient lieu de faire-part. La Montagne, 20, Alcega-Lorraine, 06310 Beaulieu-sur-Mer.

Remerciements

— M^{me} Fernand Nin, Ses enfants, petits-enfants et son arrière-petite-fille, très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M^{me} Huguette ATTANE-NIN, prient toutes les personnes qui ont pris part à leur douleur de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

Anniversaires

— Une pensée est demandée à ceux qui ont connu

André CLERC

en ce premier de sa mort.

Communications diverses

— Les anciens de l'Institut d'études politiques d'Alger sont invités à regrouper de Jacques Boudier, 33, Saint-Martin, 75003 Paris, en vue de la création d'une section nationale.

— Le Père Joseph Meing, la commission de Jésus, a publié dans « Recherches de science religieuse » trois numéros spéciaux sur : 1) La fin et les moyens, aux carrefours de la pensée et de l'action ; 2) L'universel dans les mondes ; 3) Le Magistère, institution et fonctionnements (au total quarante-cinq auteurs). S'adresser 15, rue Monsieur, 75007 Paris.

— Le Centre universitaire d'études polonaises de Paris-IV (Sorbonne), 18, rue de la Sorbonne, 75005 Paris, tél. : 326-54-48, organise des cours de langue polonaise 1983/1984. Les inscriptions seront reçues au centre à partir du 12 septembre 1983.

SONA
LA MAISON DE L'INDE
Boutique
du Gouvernement de l'Inde
solde
400 rue Saint-Honoré, 75001 Paris
Du lundi au samedi de 9 h 30 à 18 h 30

Le Monde
dossiers et documents
LES NOUVEAUX DROITS DES TRAVAILLEURS
LA GESTATION L'ÉLABORATION LE CONTENU ET L'APPLICATION DE LA LOI AUROUX
N^o SPÉCIAL
JUN 1983
16 PAGES, 10 F

COMMUNICATION

LA DIVERSIFICATION DE PARAFRANCE :

Comment créer un groupe multi-média en six mois ?

Défi des nouvelles technologies, pénurie des programmes face à la multiplication des réseaux, enjeu économique et culturel prioritaire : autant de thèmes de colloques, débats ou discours ministériels qui reviennent depuis un an. Toutes les analyses convergent sur la nécessité de doter la France de structures industrielles en matière de production audiovisuelle. Mais où sont les groupes multi-média souhaités par les pouvoirs publics ? L'univers de la

Parafrance, c'est le petit dernier, le quatrième groupe cinématographique français après Pathé, Gaumont et U.G.C. En 1987, les frères Sirtzky, distributeurs de films d'art et d'essai, s'associent avec une filiale française de Paramount pour créer un parc de salles. Dix-sept ans après, Parafrance exploite, sous l'enseigne Paramount ou Publicis, une cinquantaine de cinémas sur Paris et une dizaine en province. La société ne refuse pas pour autant sa vocation de distributeur et obtient des succès tout à fait estimables avec *Emmanuelle*, les *Uns et les Autres*, *Coup de torchon*, les rééditions des films de Chaplin ou de Jacques Tati.

En 1982, Parafrance occupe une place confortable d'outsider face aux trois grands circuits. Cette année-là, M. Serge Sirtzky prend la succession de son père à la tête de la société. Sensible à la mutation importante que connaît l'audiovisuel, il décide de diversifier les activités de Parafrance et d'en faire un groupe multi-média. Pour avoir les mains libres, M. Serge Sirtzky rachète, avec l'appui d'un groupe financier Indo-Suez, les parts de son oncle et 35 % des parts de Paramount. Puis il fait rentrer Radio-Monte-Carlo dans le capital de la société à hauteur de 10 % (le Monde du 7 juillet). Une opération qui lui apporte 22 millions de francs mais surtout l'appui promotionnel de la station de radio au sud de la Loire. Une façon de répondre aussi aux liens qui unissent d'une part U.G.C. et Europe 1, de l'autre Gaumont et R.T.L.

Deux hommes complémentaires

Alors nenni, M. Serge Sirtzky s'attaque d'abord au cinéma, qui reste le nerf de la guerre en matière de programmes audiovisuels. Pour rééquilibrer son parc de salles en province, il rachète la circuit Océanico, qui contrôle 45 salles dans le sud et l'est de la France. Mais sur le marché du film le contrôle de la programmation est tout aussi important que le réseau d'exploitation. Parafrance crée une G.I.E. avec les salles de Paramount à hauteur de 115 cinémas de Pro-ciné dans l'ouest de la France. Groupement n° 1 contrôle ainsi 283 salles, et Parafrance se retrouve, en quelques mois, au même niveau que ses trois concurrents.

Reste à alimenter cette programmation. Avec sa casquette de distributeur, M. Sirtzky ne se contente pas d'acheter des films français par en. Il cherche donc un allié outre-atlantique et trouve une jeune « major » américaine, Orion, née d'une scission des fameux Associates, la distribution exclusive d'Orion (droits de distribution et vidéo) apporte à Parafrance une dizaine d'autres films par an et

lui ouvre surtout les portes de la coproduction internationale. Mais M. Sirtzky n'en reste pas là. Le renforcement de Parafrance sur le marché du cinéma n'est qu'une étape dans la constitution d'un ensemble cohérent touchant tous les secteurs de l'audiovisuel. « Dans ces nouveaux domaines, explique-t-il, Parafrance devait acquiescer du savoir-faire. Et dans cette profession, le savoir-faire, c'est avant tout des hommes. » Le premier homme sera M. Jean-Marie Cavada, ancien directeur de l'information sur TF-1. M. Sirtzky lui confie la direction du holding Parafrance communication et la présidence de sa filiale audiovisuelle chargée de trouver les alliés nécessaires à la diversification du groupe.

La complémentarité des deux hommes est profonde. M. Sirtzky est avant tout un gestionnaire de la communication, M. Jean-Marie Cavada se définit lui-même comme « un communicateur préoccupé de gestion ». Très rapidement, il va trouver les entreprises dont les compétences et la santé financière font des alliés sûrs. Tout d'abord, une société de film d'animation, Belokapi, une des rares entreprises françaises du secteur à résister encore à la suprématie américaine ou japonaise. Créée en 1965 par Mlle Nicole Piron, Belokapi a produit plus de sept séries pour la télévision dont *Plume d'acier* et *Le Village dans les nuages*. Deuxième partenaire et non des moindres, Télécap, producteur privé spécialisé dans les feuilletons et les téléfilms. Cette filiale du groupe Polygram a réalisé plus de 400 heures de télévision dont les séries *Mozart*, *Le Démon de l'Avignon* ou *Vidocq*. Le dernier associé, c'est M. Albert Kaski, éditeur organisateur de concerts (K.C.P.) avec lequel Parafrance développe une société de production vidéo (K.C.V.).

« Nos prises de participation dans ces trois sociétés, explique M. Jean-Marie Cavada, permettent de constituer un réseau de structures à vocation spécifique, accueillant des créateurs et capables de suivre un projet du début à la fin. La tout sans cette lourdeur administrative qu'impose tout souvent les groupes de taille industrielle. » Mais les structures ne suffisent pas : il faut aussi une politique de production. Le support essentiel en sera Télécap, rebaptisé Parafrance productions (P.P.I.).

Côté télévision, P.P.I. produit trois à cinq séries par an, des grandes séries de prestige appuyées sur des coproductions internationales. Trois d'entre elles sont chantées par un Elton John.

Côté cinéma, P.P.I. envisage de produire quatre à six films par an. Des films français avec des producteurs indépendants mais aussi des coproductions internationales comme *Gwendoline*, de Just Jackin, tiré de la fameuse bande dessinée

américaine, et le prochain film de Samuel Fuller tourné en France en version anglaise et française. « Dès que l'on dépasse un certain budget, explique M. Sirtzky, l'amortissement d'un film devient problématique sur le seul territoire français. Il faut donc recourir à la coproduction internationale non seulement pour trouver le financement mais pour concevoir un produit plus universel. Gwendoline a un budget de 35 millions de francs mais il est financé à 100 % par des des préventes à l'étranger. »

Une industrie riche d'avenir

Parafrance n'en est pas pour autant les nouveaux médias. M. Serge Sirtzky surveille avec attention la quatrième chaîne : « L'audiovisuel est intéressant, mais le projet d'audiovisuel est avant tout un projet d'homme. Il faut donc se poser la question de savoir dans quel cadre on veut travailler. La profession ne considère pas sur certaines exigences : la grille, le délai de programmation et, tout, un quota de 10 % pour les films français. » M. Jean-Marie Cavada, lui, est plus ciblée : « Nous étudions la possibilité de programmer des canaux ou de participer à l'exploitation. Pour les programmes, le catalogue de Télécap calmera les préférences fringantes. Ensuite K.C.V. étudie des productions spécifiques, concerts, spectacles, télévision locale, etc. »

Pour suivre de près ces développements, M. Jean-Marie Cavada a créé Parafrance nouveaux médias, une société ouverte à d'autres partenaires. « Dans tous les nouveaux secteurs, nous sommes à la recherche de savoir-faire, de talents et d'investisseurs. » Ce nouveau investisseur, c'est le Financier Parafrance, le dernier maillon du groupe, de la trouver. « La communication constitue aujourd'hui un secteur de placement intéressant pour les particuliers comme pour les entreprises, explique M. Serge Sirtzky. L'industrie de production est plus riche d'avenir que la machine-outil ou le papier-carton. Et la production audiovisuelle n'est pas cette loterie où l'on peut gagner cent fois la mise ou perdre tout. Désormais, les productions sont priorisées à 80 ou 80 %. Le reste s'amortit avec le temps. En prévision de droits sur un film, c'est posséder un capital que les nouveaux réseaux de diffusion ne tarderont pas à évaluer. »

Le discours, volontairement optimiste, est à la mesure d'un groupe qui, en six mois, a réussi une remarquable opération. Mais il annonce aussi que l'aventure n'est pas terminée. A Parafrance, on a déjà entendu que les opérations concerneront l'édition et la presse écrite.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

EN BREF

de constituer une équipe. (...) Après avoir joué les incendiaires, Michel May joue les incendiaires : a-t-il nommé à la tête d'une entreprise de service public pour étaler ses compétences ? (...) La Haute Autorité peut-elle accepter que s'élève une telle entreprise ?

Les négociations sur la collective des artistes interprètes à la télévision ont abouti, mardi 5 juillet, à un accord entre le Sydas (Syndicat des artistes du spectacle C.F.D.T.), le SFA (Syndicat français des artistes interprètes C.G.T.), le privé de production de télévision et le secteur public. Le accord est entré en vigueur le 15 juillet. Cependant, des négociations sur les assurances demandées par les syndicats concernant le volume de l'emploi et la prise en compte des droits secondaires des artistes devraient

s'ouvrir après les vacances. Le problème de l'audiovisuel, par contre, n'a pas été approfondi.

L'Union des amis des livres (U.A.L.) constituée par dix personnalités de toutes tendances, relève les « menaces » représentées par les « brandies » par M. Georges Fillard lors de sa conférence de presse de jeudi 7 juillet et lance un appel où il est dit notamment :

« La Haute Autorité ne peut plus longtemps, sous peine de perdre toute crédibilité, ignorer et menacer des radios qui, par leur indépendance politique et financière, qualité de leurs programmes, pluralisme et leur refus de recourir à des publicités, répondent exactement aux exigences de la loi, que des radios qu'elle a promises de créer. »

(1) 34, bd de Clichy, 75018 Paris.

un cocktail pour un moment de charme

1 Cardinal.
1/3 Campari.
1/3 Gordon's Gin.
Noilly Prat Dry.
Presser un zeste de citron.
Servir glacé.

Vendredi 8 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Au théâtre ce soir : *Allo Héloïse*, de Ray Cooney et Gene Stone, mise en scène : F. Joffe. Avec F. Lemaire, V. Rojan et C. Zanetti.
La vie possible d'un célibataire de quarante ans bouleversée par l'arrivée d'une jeune femme « punk ». Pour ceux que le thème intéresse encore...
22 h 35 Court métrage : *le Voyage d'Orphée*, de Jean Mamel Costa et Sylvia Fabrice.
22 h 50 Journal.
23 h 15 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Série : *Verdi*.
Deuxième épisode de la colossale biographie de Giuseppe Verdi. Une fois le musicien est curieusement reculé à l'entrée au Conservatoire. Un pensum didactique qui donne les pires moments de la télévision so-

James de Coquet
UNE VIE PAS COMME LES AUTRES
PRESSES DE LA C-TE

21 h 40 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Pivot.
Sur le thème : *desirs hors série, sous le toit de F. Chalais* (Garry), J. de Coquet (Une vie pas comme les autres), J. Forrester (Van Gogh ou l'enterrement dans les blés), E.-F. Roy (Le Sacre de la patinoir) et G. Lapouge (pour : *Saint-Germain* de G.B. Edwards).
22 h 45 Journal.
22 h 55 Cinéma d'été, cinéma d'auteur : Les auteurs les plus doux.
Film franco-algérien d'E. Molinaro (1971), avec P. Nègre, R. Hanin, M. Poni, C. Cellier, G. Landry (réf.).
Deux policiers cherchent à obtenir les aveux d'un jeune homme qui a participé à un hold-up, par des moyens brutaux et une ignoble machination psychologique. Adaptation d'une pièce de Georges Arnaud. À travers la dénonciation de certaines méthodes inadmissibles, un réquisitoire sans nuances contre la police. Les auteurs eux-mêmes n'hésitent pas à forcer la démonstration.

Samedi 9 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 Vieilles plus.
12 h Série : *Chéri Bibi*, d'après le roman de J. Sigal (réf.). (5 à 12 h 45, 13 h 45 et 17 h 45).
12 h 15 La route balnéaire.
13 h 55 Fessé à Sés.
13 h 55 Journal.
14 h 15 Série : *Les Mouches de Paris* (réf.).
14 h 40 Documentaire : *Aventures inattendues*.
15 h 15 Histoire de l'Europe de l'Est, avec P. Schoendorffer.
16 h 15 *Horaires naturels* : la chasse au gibier d'eau.
17 h 30 Connaissance du cinéma.
17 h 30 Spiderman.
18 h Croque vacances.
18 h Trente millions d'amis.
19 h 15 Magazine auto-moto.
20 h 45 Jack spot.

ELTON JOHN
I GUESS THAT'S WHY THEY CALL IT THE BLUES
Son nouveau 45 tours
45 1 212 168-7

19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Jeir : Supercad.
19 h 45 Tour de France.
20 h Journal.
20 h 35 Jeu : L'assassin est dans la ville.
Réal. J. Barrie.
A Montélimar, une candidate à un jeu est chargée de résoudre une énigme policière dont les protagonistes sont des célébrités usines.
21 h 55 *Shogun*.
Après J. Clavell : réal. J. London.
Nouvelle série en douze épisodes pour remplacer *Dallas* : un dix-septième siècle, un navire hollandais conduit par le beau John Black-Thorne échoue sur une île du Japon. *Cruauté* « asiatique », suspense intense, une fresque aux proportions immenses, un roman d'aventures bien fait, net, à l'américaine...
22 h 45 Journal.
22 h 55 22, 78 le rock.
Les Beatles, Genesis, Elton John, les Rolling Stones.
23 h 25 Journal.
23 h 40 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

11 h 40 Journal des sourds et des malentendants.
12 h Souvenirs-souvenirs.
Une nouvelle série sur les années « yéyé » : Johnny Haliday raconte Ricky.
12 h 30 Tour de France cycliste.
13 h 45 Journal.
14 h 35 Série : *Shérif fais-moi peur*.
14 h 25 Les aventures de Tom Sawyer.
14 h 50 Les jeux du stade.
Tour de France : tennis : Coupe Davis ; Jeux européens des handicapés.
17 h Récit A 2.
18 h Les carnets de l'aventure.
Sur les plates interdites de Ramsès II (réf.).
18 h 50 Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
20 h 35 Variétés : Concours en fête.
Avec Carlos, A. Dora, G. Lemerand...

FRANÇOIS CHALAIS
GARRY

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Vendredi : Qui a cassé l'expo ?
Magazine d'information de A. Campaux.
L'équipe du magazine avait enquêté sur la disparition de l'exposition de 1989. Après la décision du président de la République, elle nous présente des documents sur ce qu'il aurait été cette exposition. Débat avec des éditeurs de la presse quotidienne, ainsi que des interviews de M. Jacques Chirac, maire de Paris, président du R.P.R., et Paul Quilès, député de Paris, secrétaire national du P.S.
21 h 55 Festival international du jazz à Juan-les-Pins.
Ensemble de J.-C. Averty.
Avec le grand orchestre de Count Basie.
22 h 15 Une minute pour une image.
D'Agès Varde.
L'album imaginaire de Claude Nuri, commenté par lui.
22 h 25 Prélude à la nuit.
Concert pour orgue et chœur de Hindemith, par l'Orchestre philharmonique de Los Angeles, dir. : C.-M. Giulini.
FRANCE-CULTURE
20 h Le renouveau monastique : l'appel du désert, par J.-M. Besson.
21 h 30 Black and blue : La fin de Bull Macha.
22 h 30 Nuits magiques.
FRANCE-MUSIQUE
20 h 20 Concert : Schubert, Schumann, Schenker.
Concerto pour piano et orchestre, de Schumann, Symphonie n° 9, de Schubert, par l'Orchestre symphonique de Sarrebruck, dir. B. Klez, sol. R. Buchbinder, piano.
22 h 15 Fréquence de nuit : Alexandre ou l'infini cortège des œuvres de Stas, Constantinos, Stasikos, Ionatan, Theodorakis.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 55 Pour les jeunes (et à 19 h 35).
19 h 10 Journal.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 50 Dessin animé : *Ulysse 31*.
20 h Les jeux.
20 h 35 Festival de Carcassonne : Ruy Blas, de Victor Hugo, mise en scène : J.-P. Bouvier. Avec J.-P. Bouvier, B. Fresson, M. Croton, S. Haudepin.
Drame en cinq actes et en vers de Victor Hugo, présenté pour la première fois en 1838. En dépit de ses incohérences, cette pièce arrive à évoquer superbement la ruine de la monarchie espagnole et l'épanouissement de la monarchie à la fin du dix-septième siècle.
Ruy Blas, valet orphelin, est l'un des plus beaux personnages du théâtre romantique.
23 h Journal.
23 h 15 Une minute pour une image, d'Agès Varde.
L'album imaginaire de Claude Nuri, par L. Buppert.
23 h 30 Musi-Club.
L'enfant et les sortilèges, de Ravel, par l'Orchestre des Pays de Loire, dir. : B. Soustrot.

FRANCE-CULTURE

7 h 2 Identités et appartenances.
8 h 15 L'œuvre de la lecture.
8 h 30 Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : la culture et l'art sont-ils socialement et économiquement rentables ?
9 h 7, *Matinée du monde contemporain*.
10 h 5, *Arts de recherche* : Langage.
11 h 2, *Musique* : Le mauvais goût.
12 h 5, *Le point des arts*.
13 h 5, *Les nouvelles de France-Culture* : histoire de la diversité régionale française.
14 h 15, *Recherches et pensée contemporaines* : Objets volants non identifiés : réalité ou manipulation ?
15 h 15, *Les régions métropolitaines*.
16 h 25, *Jeux à l'ancienne*.
17 h 30, *La R.T.S.F. présente* : Quand la poésie mène à la physique.
18 h 15, *L'indifférent*, de C. Goldoni. Avec P. Vanocq, M. Conquet, Y. Figeot, G. Fontanel.
19 h 15, *Adèle*.
20 h 5, *La figure du samurai*.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, *Samedi matin* : de Haendel, Mozart, Schumann, Bizet, Gounod.
8 h 5, *Arts de recherche* : Langage.
9 h, *Carnet de notes*.
11 h 5, *La tribune des critiques de disques* : *Il bello dell'ingrate*, de Monteverdi.
13 h 35, *Importation* : œuvres de Schubert et Prokofiev.
14 h 15, *L'arbre à chaussons*.
15 h 30, *Studio-Concert* : Musiques traditionnelles de Grèce.
16 h, *Concert-lecture* : Ensemble Rameau, Quatuor de percussions, Maître de Radio-France.
19 h 35, *Les Pêcheurs de perles* : Stravinsky dirige Stravinsky.
20 h 30, *Concert* (donné le 21 janvier 1983, à Salzbourg) : *La Finta Semplice*, opéra de Mozart, par l'Orchestre du Mozarteum, dir. : L. Hager, avec J.-P. Faber, clavier, C. Hermann, violoncelle, sol. H. Donath, R. Holl, T. Berganza, A. Rolfe-Johnson.
23 h 30, *La nuit sur France-Musique* : le club des archives (cycle Wagner).

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 10 JUILLET

- M. Jacques Chirac, maire de Paris, président du R.P.R., sera à l'Assemblée « Forum », sur R.M.C. à 12 h 30.

A 35 KM DE PARIS Venez vivre en famille le monde merveilleux de Saint-Vrain
LE MONDE DES ANIMAUX • LE MONDE DE LA PRÉHISTOIRE • LE MONDE DE LA FÊTE
AUTOROUTE A6 - SORTIE VIRY-CHÂTILLON - TÉL. 03 47 10 10 10

SANTVRAIN
le rendez-vous de l'aventure et de la fête

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Pierre Rameau-Méry (1944-1969) Jacques Lemaire (1969-1983)
Imprimerie de « Monde » S.A. des Indes 1983-1984
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux de publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

THOMSON-CSF
DIVISION DBS-TVT



SOCIAL

NOUVELLES NÉGOCIATIONS A L'AUTOMNE SUR LE TEMPS DE TRAVAIL

Chacun devra consentir à faire un pas

affirme M. Bérégovoy

M. Pierre Bérégovoy a fait un clin d'œil à F.O. en se félicitant, à l'issue de la « table ronde » tripartite de la réduction de la durée du travail, que « la politique contractuelle du grain à moudre pour les prochains mois ». Mais c'est la C.F.D.T. qui semblait la plus satisfaite des « quelques ouvertures » enregistrées au cours de la réunion. Les partenaires sociaux sont en effet convenus de se retrouver en septembre au niveau interprofessionnel pour dresser un bilan de la réduction de la durée du travail (il y a eu quatre-vingt dix-sept accords de branche selon le ministère des affaires sociales). Ce faisant, ils n'auraient qu'un an de retard avec le calendrier établi par le protocole du 17 juillet 1981, qui prévoyait un tel bilan « dans la deuxième quinzaine d'octobre 1982 ».

Le C.N.P.F. et la C.G.P.M.E., sans prendre d'engagement sur une recommandation de diminution de la durée du travail - M. Chotard ayant fermement écarté toute réduction « brutale » et préconisant la recherche de solutions entreprises par entreprise, M. Brunet, pour les P.M.E., exprimant son scepticisme quant aux effets sur la création d'emplois sans un effort préalable et « gigantesque » de formation, - ont

cependant accepté que des négociations se déroulent ensuite au cours de l'automne dans les branches professionnelles.

Si rien n'indique qu'un nouveau mouvement de diminution du temps de travail va être ainsi enclenché - de nombreuses branches y étant hostiles - la « table ronde » aura dans l'immédiat permis de clarifier les positions des uns et des autres. Au nom de la C.G.T., M. Vianet a souligné qu'il y avait trois conditions pour qu'une telle réduction ait un « impact positif » sur l'emploi, une compensation salariale intégrale, une étape « substantielle » accompagnée d'engagements d'embauche des employeurs et des mesures d'accompagnement comme la réduction de la durée maximale hebdomadaire. Pour la C.F.D.T., M. Kaspar a affirmé que la réduction de la durée du travail était une « nécessité sociale et économique » et a accueilli positivement tant la réaffirmation par M. Bérégovoy de l'objectif des 35 heures (bien que le ministre n'ait avancé aucune date pour l'atteindre) que l'ouverture de discussions décentralisées. M. Mourgue pour F.O. a réitéré son hostilité à une compensation salariale partielle, de même que M. Grut pour la C.F.T.C., et a indiqué que la baisse du temps de travail en France devait être accompagnée en parallèle de démarches identiques en Europe. Quant à M. Mandinaud (C.G.C.), il a déclaré que pour être créatrice d'emplois la réduction devait être accompagnée « d'un système d'épargne-temps consacrée à la formation de longue durée ».

L'utilisation des équipements Mais c'est l'intervention de M. Bérégovoy qui a retenu principalement l'attention, ses propos reflétant une sensible évolution de la démarche du gouvernement depuis deux ans. « Chacun devra consentir à faire un pas », a proclamé d'emblée le ministre, plus homme de compromis que jamais. Constatant que l'exception des entreprises qui ont signé des contrats de solidarité, la réduction du temps « ne semble

pas avoir modifié l'organisation du travail », il a défini les conditions d'une réduction « réussie ». Pour le ministre, il faut que cette diminution « soit suffisamment substantielle pour provoquer des réorganisations et gains de productivité ». Ensuite « il est nécessaire que soit posée la question de la durée d'utilisation des équipements ». Enfin, il faut « qu'il y ait un plan de financement sérieux qui ne se traduise pas par un dédoublement des charges des entreprises. Les gains de productivité et surtout un meilleur amortissement des investissements sont des éléments importants de ce bilan financier ». Quant à la compensation, elle doit être « négociée » et « en tout état de cause modulée suivant le niveau du revenu ».

M. Bérégovoy a évoqué également de « nouvelles mesures pour le développement du temps choisi », qui, s'il est précisé, pourrait faire partie des négociations.

Il serait cependant très hasardeux de nourrir trop d'illusions sur cette relance contractuelle. De telles discussions risquent d'intervenir au moment même où syndicats et patronat devront négocier, dans les branches et dans les entreprises, les salaires. Le climat sera d'autant plus tendu que le lien sera nécessairement établi entre les deux négociations. Par ailleurs, le C.N.P.F. représentant l'évaluation de l'INSEE sur les emplois créés par les trente-neuf heures (de dix à vingt mille dans l'industrie et de quatre à huit mille dans le commerce alors que les branches s'en tiennent au chiffre de soixante-dix mille créés ou sauvés), juge une telle politique très coûteuse. Dans son esprit, « les salariés doivent consentir à une baisse de leur rémunération, proportionnellement à la baisse du temps de travail ».

Comme le ministre, il souligne que « les conditions de fonctionnement des équipements doivent être améliorées ». Il préconise surtout de s'engager dans la voie du travail à temps partiel, présenté comme un « vrai remède » pour « créer rapidement des emplois dans une période de stagnation économique ». Or les syndicats, et d'abord la C.G.T., sont très réticents sur cette orientation. Alors des négociations « blanches » en perspective ? M. Bérégovoy a laissé entendre que dans les branches « les conditions de fonctionnement des équipements doivent être améliorées ». Il préconise surtout de s'engager dans la voie du travail à temps partiel, présenté comme un « vrai remède » pour « créer rapidement des emplois dans une période de stagnation économique ». Or les syndicats, et d'abord la C.G.T., sont très réticents sur cette orientation.

Alors des négociations « blanches » en perspective ? M. Bérégovoy a laissé entendre que dans les branches « les conditions de fonctionnement des équipements doivent être améliorées ». Il préconise surtout de s'engager dans la voie du travail à temps partiel, présenté comme un « vrai remède » pour « créer rapidement des emplois dans une période de stagnation économique ». Or les syndicats, et d'abord la C.G.T., sont très réticents sur cette orientation.

Manifestation contre les licenciements chez Montefiore. - Quelque mille deux cents personnes ont manifesté, ce 7 juillet à Remiremont (Vosges) à l'appel de l'intersyndicale de l'usine Montefiore de Saint-Nabord, pour protester contre le licenciement des cinq cent soixante-dix salariés de l'entreprise. Aux cris de « Mauroy, de l'emploi, le chômage y'en a marre », les manifestants ont parcouru les rues de la ville - les commerçants avaient baissé le rideau de fer de leur magasin - puis se sont dispersés dans le calme.

Rekka, le 16-6-1983.

Selon un sondage de l'APEC

LES CADRES SONT MOINS TOUCHÉS QUE D'AUTRES PAR LA DÉGRADATION DE L'EMPLOI

Selon le sondage semestriel de l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), le nombre d'entreprises qui envisagent d'augmenter leurs effectifs a sensiblement baissé en six mois, mais les cadres sont relativement épargnés par cette dégradation de l'emploi.

L'enquête, menée exclusivement dans les secteurs privé et nationalisé auprès de 3 512 entreprises - en général d'au moins 50 salariés - employant 2 546 000 salariés, dont 255 000 cadres (soit 10 % des cadres en France), estime à 53 000 le nombre de cadres embauchés durant le premier semestre de 1983 par les entreprises françaises des secteurs concernés. En extrapolant de la même manière le volume des promotions internes, le sondage aboutit au chiffre de 32 000 - soit au total 85 000 postes de cadres pourvus durant ce premier semestre.

Pour le second semestre, 15,7 % des entreprises interrogées prévoient d'accroître leurs effectifs, alors que pour les six premiers mois, ce pourcentage s'élevait à 18,5 %. Une majorité croissante (60,5 % contre 57,1 % au début de l'année) mise sur une stabilité des effectifs, tandis que le nombre de ceux qui ont l'intention de réduire les effectifs est passé de 24,4 % à 39,5 %.

Le sondage de l'APEC montre que les recrutements les plus massifs concernent toujours les informaticiens (14 % des cadres recrutés début 1983) et les spécialistes de la recherche-développement (13 %).

Augmentation de chômage en Italie. - Le nombre des demandeurs d'emploi en Italie a augmenté de 19,4 % entre fin avril 1982 et fin avril 1983. Il atteignait à cette dernière date 2,8 millions, soit 12,3 % de la population active.

MICHEL NOBLECOURT.

CONJONCTURE

Hausse des prix de détail en mai : + 0,7 %

	des 12 derniers mois (mai 82)	des 6 derniers mois (mai 82)	des 3 derniers mois (mai 82)	du dernier mois (mai 83)
● ENSEMBLE	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
● ALIMENTATION	+ 0,7	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,3
Aliments de base	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Viandes de boucherie	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Poissons et charcuterie	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Volailles, lapins, gibiers, produits à base de viande	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Produits de la pêche	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Laits, fromages	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Œufs	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Crustacés	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Légumes et fruits	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Autres produits alimentaires	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Bouteilles alcoolisées	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Bouteilles non alcoolisées	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
● PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
1) Habillement et textiles	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
Vêtements de femme	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
Autres vêtements et accessoires	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
Articles chaussants	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
Autres articles textiles	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
2) Autres produits manufacturés	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
Mobilier et tapis	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
Appareils électroménagers et à usage domestique	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
Autres articles d'équipement du ménage	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
Services	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
Articles de toilette et de soins	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
Véhicules	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
Peintures, vernis, colles	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
Photo, optique, électro-acoustique	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
Autres articles de loisir	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
Combustibles, énergie	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
Tobacs et produits manufacturés divers	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
● SERVICES	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
Services relatifs au logement	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
dont : loyers	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
Soins personnels, soins de l'habitat	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
Services de santé	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
Transports publics	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
Services d'entretien de véhicules	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
Hôtels, cafés, restaurants, caenniens	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
Autres services (3)	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7

L'indice de l'INSEE est désormais calculé sur la base 100 en 1980. Il n'est inséré à 137,4 en mai, contre 136,5 en avril et 126,1 en mai 1982. Sur l'ensemble des 100 en 1970, l'indice s'est inscrit à 345,5 en mai, contre 343,2 en avril et 317 en mai 1982.

(1) Le poste « soins personnels, soins d'habillage » comprend notamment les dépenses de rasage, blanchissage, nettoyage, teinturerie, mais aussi les dépenses de coiffure.

(2) Réparations automobiles, parties, stations-service, péage sur autoroutes, etc.

(3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi auto-école), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électro-acoustiques, tirage des films, redevance O.R.T.F., etc.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Le conseil d'administration de la C.G.E., au cours de sa réunion du 7 juillet 1983, a pris connaissance des comptes consolidés du groupe pour l'exercice 1982.

Dans le cadre de la préparation de l'émission de titres participatifs prévue pour l'automne prochain, les comptes consolidés de 1982 ont été arrêtés selon une méthode comportant notamment, conformément aux recommandations des commissaires aux comptes, une définition plus restrictive du périmètre et une normalisation des règles de consolidation.

Le résultat consolidé des sociétés incluses dans le nouveau périmètre de consolidation s'élève à 638 millions de francs, en augmentation d'environ 24 % par rapport au chiffre comparable de l'exercice précédent. Cette augmentation est due pour une large part à l'augmentation des plus-values long terme à caractère exceptionnel réalisées durant l'exercice. Le résultat publié pour 1981, selon l'ancienne méthode, s'élevait à 586 millions de francs.

Le résultat consolidé par groupe s'élève à 430 millions de francs, en augmentation de 32 % par rapport au chiffre comparable de 1981. Il représente 56,80 F par action C.G.E.

La marge brute d'auto-financement, qui est le total du résultat consolidé et des dotations d'amortissement, s'élève à 2 363 millions de francs, en augmentation de 18,5 % par rapport au chiffre comparable de l'année précédente.

Le plan de financement consolidé du groupe montre que les investissements de l'exercice, d'un montant de 3 454 millions de francs - dont 2 253 millions de francs d'immobilisations corporelles - ont été financés à concurrence de 3 304 millions de francs, soit de 95 % par l'auto-financement du groupe disponible après distribution et par les cessions d'actif.

Les augmentations de capital se sont élevées à 909 millions de francs, dont 254 millions de francs du fait de la conversion des obligations convertibles de la Compagnie ; les emprunts participatifs ont représenté 500 millions de francs ; l'encours d'obligations convertibles a diminué de 193 millions de francs ; l'encours des autres dettes à long et à moyen terme a augmenté de 320 millions de francs. Les capitaux permanents d'origine externe se sont ainsi accrus au total de 1 536 millions de francs.

Le bilan consolidé au 31 décembre 1982, après affectation des résultats, se présente de la manière suivante :

ACTIF	MF	PASSIF	MF
		Situation nette consolidée	
		- part groupe	3 902
		- part tiers	3 050
Immobilisations corporelles	7 882	Provisions	5 502
Autres valeurs immobilisées	3 748	Emprunts participatifs	861
		Obligations convertibles	328
		Autres dettes LMT	4 904
S-Total immobilisations	11 630	S-Total capitaux permanents	20 547
Fonds de roulement d'exploitation et valeurs réalisables	59 435	Dettes d'exploitation	55 696
Prêts court terme, placements et disponibilités	9 632	Dettes financières court terme	4 461
	80 704		80 704



L'AIR LIQUIDE

AUGMENTATION DE CAPITAL : DATE LIMITE DE SOUSCRIPTION LE 21 JUILLET 1983

L'Air Liquide rappelle que les opérations de souscription en numéraire à l'augmentation du capital, qui ont débuté le 20 juin, à raison d'une action nouvelle pour cinq anciennes, au prix de 200 francs, s'achèveront le 21 juillet.

La société attire à nouveau l'attention de ses actionnaires sur le fait que les actions attribuées gratuitement, à raison d'une pour dix, depuis le 18 avril dernier participent, comme les actions anciennes, à l'opération de souscription rappelée ci-dessus.



L'assemblée générale des actionnaires de Crouzet, qui s'est tenue le 24 juin 1983, a approuvé les comptes de l'exercice 1982 qui dégagent, pour la société, un bénéfice, qualifié de courant, de 7 MF contre 3 MF en 1981, le résultat en bilan s'établissant à 27,6 MF contre 25,4 MF en 1981, et de provisions exceptionnelles. Après ces mêmes éléments exceptionnels, le bénéfice consolidé s'établit à 23,3 MF contre 20,8 MF en 1981 à structure comparable.

Commentant les perspectives pour 1983, le président a indiqué qu'un examen des éléments connus à ce jour les ventes du groupe, qui subissent l'incidence de glissements de programmes et d'automatismes, devraient produire d'ici fin 1983 un résultat net consolidé de 12 MF.

L'assemblée générale a décidé la distribution d'un dividende de 2 F par action (soit un montant global de 3 F) qui sera mis en paiement à compter du 12 juillet 1983.

DUNLOP

Assemblée ordinaire du 29 juin 1983

Le chiffre d'affaires net s'est établi à 1 890 305 000 F pour l'exercice 1982, en progression de 7 % sur 1981.

Les mesures prises au cours des exercices précédents et qui ont permis de réduire les réductions importantes des charges de la société n'ont pu cependant compenser en 1982 différents facteurs de détérioration des résultats.

Les baisses de volume de production des pneumatiques et des roues ont conduit, en effet, des conditions particulièrement défavorables pour pouvoir supporter à la fois des mesures de blocage des prix de vente et des augmentations importantes de certaines charges.

Après dotation de 40 644 084 F aux amortissements, dont 3 150 769 F provenant de la réévaluation, le déficit de l'exercice s'est élevé à 201 967 805 F contre un déficit de 140 613 989 F pour 1981.

Au cours de cet exercice, la société a conclu, avec son principal actionnaire et ses banquiers, un protocole d'accord destiné à renforcer sa situation financière, à contribuer au développement de ses investissements et au redressement de ses résultats.

Conjointement à des apports du groupe Dunlop, qui représenteront 200 millions de francs sur la période 1982/1983, ce protocole d'accord prévoit en particulier un prêt participatif de 135 millions de francs du Fonds de développement économique et social, complété par un crédit à moyen terme, de même montant, consenti par le pool bancaire.

Ce n'est cependant qu'au cours du quatrième trimestre 1982 qu'une partie de ces ressources nouvelles a été disponible. Celles-ci n'ont pu ainsi contribuer que dans une faible mesure au financement des investissements de l'exercice, qui se sont élevés à 43,9 millions de francs.

La perte de l'exercice de 201 967 805,99 F a été reportée à nouveau à 394 711 440,24 F.

L'incidence de ces pertes sur l'actif net de l'entreprise conduira le directeur, conformément à l'article 241 de la

loi du 24 juillet 1966, à convoquer dans un délai de quatre mois une assemblée extraordinaire.

S'agissant de la composition du conseil de surveillance, le directeur a pris acte de la démission de MM. A. de Vigny et C.F.M. Hope et de la cooptation de M. R. Binot.

Il a été pris acte également de la proposition du conseil de surveillance de renouveler les mandats de MM. E.G. Wheaton et W.K. Gardener, qui viennent à expiration à l'issue de la présente assemblée.

VEUVE CLUQUOT PONSARDON

Maison fondée en 1772

L'assemblée générale ordinaire réunie à Reims le 17 juin 1983, sous la présidence de M. Alain de Vogüé, a approuvé le bilan et les comptes de l'exercice 1982 dont les éléments constitutifs ont déjà été communiqués et qui se traduisent par un résultat net comptable consolidé de 65,10 millions de francs et, après élimination de l'incidence des provisions pour hausse des prix, par un résultat net ajusté et consolidé de 67,40 millions de francs.

Il a été décidé la distribution d'un dividende net de 29,00 F par action, soit 43,50 F, après fiscalité (contre respectivement 23,00 F et 34,50 F) qui sera mis en paiement le 30 juin 1983.

Le président a indiqué que, au 15 juin, les prévisions étaient bien tenues en ce qui concerne l'activité parfums, ce constatant par contre un retard des ventes du secteur champagne, tant en France qu'à l'étranger. Il n'est actuellement pas encore possible de dire si les objectifs de résultats 1983 qui devaient marquer une hausse par rapport à ceux de 1982, pourront être effectivement atteints.

Par ailleurs, le président a confirmé que la société avait décidé de reconstruire en 1983 l'offre faite à ses actionnaires de leur réserver, dans certaines limites, l'exclusivité d'une cave hors commerce à des conditions préférentielles.

محضان الأشمل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

- LA CRISE : Le robot et les petits pois, par R. Carpentier ; « Pour que les banques jouent leur rôle », par Cour Fugère ; « Du bon usage de l'H.P.E. », par Vincent Kien.

ÉTRANGER

- EUROPE
 - GRANDE-BRETAGNE : le gouvernement veut réduire le déficit budgétaire.
- DIPLOMATIE
- AMÉRIQUES
 - CHILI : tension avant la journée de « protestation nationale » du 12 juillet.
- AFRIQUE
- PROCHE-ORIENT
- ASIE
 - CORÉE DU SUD : les relations avec la France traversent une période de déshantement.

POLITIQUE

- Tension dans l'opposition : l'U.D.F. accuse ses distances à l'égard du R.P.R.
- La situation aux Antilles.
- La fin de la session parlementaire.

SOCIÉTÉ

- Le coût d'un enfant.
- RELIGION
 - JUSTICE
 - SPORTS
 - ÉDUCATION
- MÉDECINE : les affaires du SIDA et du vaccin contre l'hépatite B.
- SCIENCES

LOISIRS ET TOURISME

- RENDEZ-VOUS DE L'ÉTÉ : les gagnants de l'été.
- Vacances en Tarentaise.
- HOTELLERIE : l'été joue l'urbanité.
- À 13. Hippisme : Plaisir de la table ; Philatélie ; Jeux.

CULTURE

- EXPOSITION : « Une journée à la campagne », au Pavillon des arts ; « Neude et l'écriture », rue Berryer.
- LA ROUTE DES FESTIVALS : Nice.
- COMMUNICATION

ÉQUIPEMENT

- Après l'annulation de l'Expo.

ÉCONOMIE

22. AFFAIRES : la guerre des rabais sur l'essence.
- La réforme des tribunaux de commerce.
24. SOCIAL
 - CONJONCTURE : les prix de détail en juin.

RADIO-TÉLÉVISION (19) INFORMATIONS « SERVICES » (16) :
Vivre à Paris : « Journal officiel » ; Loto ; Météorologie. Annonces classées (20-21) : Carnet (15) ; Programmes des spectacles (18) ; Mots croisés (13) ; Marchés financiers (25).

Le numéro du « Monde » daté 8 juillet 1983 a été tiré à 470 562 exemplaires

BONNES VACANCES ! PENSEZ-VOUS À L'ABONNEMENT

LE MONDE



5 tirages consécutifs
bulletin SIMPLE bulletin MULTIPLE

A B C D E F H

Happy birthday, M. Fillioud !

Question : entre la Haute-Autorité qui arbitre, les P.T.T. qui ciblent, Hays qui prépare Canal Plus, la Rive de Rivoli qui compte, Maitron qui supervise et l'Élysée... qui tranchent, que peut donc faire un secrétaire d'État aux techniques de la communication ?

Diable ! Pas facile d'être ministre au département-carrefour, si convoité et doté d'un si petit budget. Pas facile de s'imposer, garder la maîtrise des dossiers, assumer les fous ou les faux pas de « décisionnaires » extérieurs.

Pas facile de gérer les mille incertitudes sur la quatrième chaîne dont on ignore encore la date de lancement, le choix de la technique, le coût de l'opération, et que menacent même sérieusement les appétits du cinéma.

Pas facile de faire face aux animateurs de radios locales venus plaider leur cause et l'accès à la « pub », alors qu'en les invitant pour la première fois on avait voulu officialiser leur entrée dans le cercle des « pros » de l'information.

Pas facile de susciter l'enthousiasme du public sur le grand écran des satellites français de télévision directe alors même que son lancement est subordonné au bon vouloir d'un petit duché voisin.

Pas facile de réviser un service public chancelant dont personne ne parvient à consigner les comptes et dont on s'obstine à multiplier les missions.

Pas facile enfin de s'adresser à un parterre de journalistes pour leur avouer avec regret qu'on ne pourra rien faire de plus cette année pour aider la presse écrite...

Mais il faut face, M. Fillioud, et il sait même se battre. Et la loi qui a tout juste un an ? Et les 1350 dossiers de radio ? Et la convention collective de l'audiovisuel ratifiée depuis 1974 ? Qui d'autre que lui, surtout, pourrait endosser l'ensemble de ces problèmes et garder le cap dans cet espace turbulent de la communication ? Qui oserait dire encore après sa conférence de presse (le Monde du 8 juillet) que son ministère est inutile ?

Du punch ? Ah oui, il en avait à revendre jusqu'au soir en soufflant les bougies d'un gâteau d'anniversaire en forme de petit écran. Et il en aura davantage en s'entraînant sur le punching-ball rouge offert à cette occasion par ses collaborateurs. Happy birthday, M. Fillioud !

A. CO ET J.-F. L.

FUTUROLOGUE ET THÉORICIEN DE LA GUERRE NUCLÉAIRE

Hermann Kahn est mort

Le corps inanimé du futurologue américain Hermann Kahn, président du Hudson Institute de New-York, a été trouvé jeudi près de son lit à son domicile. Les causes de la mort paraissent naturelles. Il était âgé de soixante et un ans.

On avait fait à Poincaré, jadis, la réputation de l'homme qui rit dans les cimetières. Hermann Kahn, lui, riait en parlant de la guerre thermonucléaire, ce qui ne l'empêchait pas d'être, dans le privé, le plus charmant des hommes et un père esclave de ses enfants.

C'était une force de la nature, énorme, à la Orson Welles. Il possédait une intelligence d'une extrême vivacité, dont l'argumentation progressait si vite qu'il terminait rarement ses phrases, ce qui le rendait souvent difficile à suivre. Le doute n'aurait guère son esprit à la curiosité dévorante, facilement porté par sa formation de physicien et de mathématicien à transformer en loi ce qui n'était qu'hypothèse.

Il devint ainsi l'un des premiers théoriciens de la stratégie nucléaire, inventant et raffinant à plaisir la doctrine de « l'escalade », de la paix à la guerre totale, avec ses dizaines d'échelons intermédiaires, séparés par des seuils aux titres évocateurs comme « *do not rock the boat* » (ne secouez pas le bateau).

Deux gros livres résumèrent l'essentiel de sa pensée sur ce point : *Sur la guerre thermonucléaire* et *Penser l'impensable*. Pour lui, la dissuasion ne pouvait être efficace que si l'on se persuadait que la guerre nucléaire était possible, ce qui supposait qu'on imagine tous les scénarios. Et comme il n'était pas modeste, il lui arrivait de se présenter lui-même comme l'un des éléments de la dissuasion, dans la mesure où il s'agissait de persuader l'adversaire que les Américains - ou au moins quelques Américains - pouvaient (être assez fous pour envisager d'employer pour de bon leurs armes stratégiques. Le fameux personnage du docteur Folamour lui a emprunté plusieurs de ses traits.

Mais Kahn n'était pas qu'un théoricien de la guerre, dont le rôle sur l'évolution de la pensée militaire américaine, au moins à l'époque de Kennedy, a été important. Il s'était lancé dans la futurologie. De son observatoire, l'Hudson Institute, il lançait au monde des messages d'espoir, parfois déprimants, mais toujours optimistes. Le plus connu des Français est l'*An 2000*.

Dans ce livre de plus de cinq cents pages qu'il écrivait avec Anthony J. Wiener (1), l'auteur so-

complait notamment un survol de la « société post-industrielle » (terme introduit par Daniel Bell), où, sous forme de tableaux et de scénarios, il décrit ce qui se passera après l'ère de la consommation de masse, compare les Romains et les Américains, les attitudes typiques des élites, l'évolution des loisirs mais aussi l'aliénation dans l'opulence.

Car si Hermann Kahn se situait aux antipodes du Club de Rome, qui prévoyait la croissance zéro, il se demandait tout de même comment les valeurs bourgeoises pourraient résister à l'expansion. « Si l'Américain moyen, écrit-il, était à même de passer six mois à la fois sur une plage, ce ne serait pas seulement le coup de soleil qui le brûlerait mais aussi un sentiment de culpabilité ».

Ce livre fut l'objet de critiques multiples, beaucoup d'experts n'hésitant pas à traiter son auteur de fantasiste. Ils lui reprochaient notamment d'employer des méthodes d'évaluation contestables, et de prédire ce qui va arriver au lieu d'essayer d'entrevoir ce qui pourrait arriver.

L'étude de son institut consacrée à l'économie française (1973) et signée Stillman était, elle aussi, farouchement critiquée pour l'année 1985. On n'aurait trop relu cet ouvrage aujourd'hui. Un an auparavant, c'est un survol « physique » et futuriste du territoire français que le centre d'Hermann Kahn avait accompli à la demande de la DATAR. Séance de *brain-storming* d'où jaillirent des scénarios imprévisibles.

Le Japon avait également passionné Hermann Kahn. Il en avait parlé avec plus de pertinence dans un de ses livres, et en commentant le *Défi américain* de Jean-Jacques Servan-Schreiber en 1967.

Interrogé cette année par François de Witt, dans l'*Expansion*, Hermann Kahn avait notamment déclaré : « La reprise américaine va entraîner celle du tiers-monde, mais l'Europe aura du mal à suivre ».

Des conférences qui paraissent, elles, coller de plus près aux réalités que nos connaissances de ce côté de l'Atlantique.

A.F. et P.D.

LA TROISIÈME UNIVERSITÉ D'ÉTÉ HOMOSEXUELLE DE MARSEILLE

Pour la troisième fois, Marseille doit accueillir, du 10 au 17 juillet, l'Université d'été homosexuelle. Le thème de cette manifestation, qui a lieu tous les deux ans, sera cette année : « Vivre gai en Méditerranée ». De nombreux ateliers et commissions de travail sont prévus qui permettront discussions et réflexions.

L'Université doit diffuser des vidéo-projections de conférences de Roger Peyrefitte et être l'occasion de débats sur l'histoire et la civilisation des pays du pourtour de la Méditerranée. Des fêtes et des concerts sont, aussi prévus.

Le compromis sur l'« affaire » Boussac pourrait être avalisé, d'ici à lundi par les pouvoirs publics

Deux réunions importantes devaient se tenir ce vendredi 8 juillet à la fin de la matinée au sujet de l'« affaire » Boussac, et c'est d'ici à lundi prochain que les pouvoirs publics prendraient position sur ce dossier.

La première des deux réunions se tient à la chancellerie. Les experts qui y ont été invités doivent s'accorder sur la validité du projet de protocole d'accord qui est intervenu il y a quelques jours entre MM. Willot et la Compagnie Boussac-Saint Frères (C.B.S.F.).

Les hauts fonctionnaires du ministère de la justice se montrent peu favorables à la conclusion définitive du compromis (le Monde des 6 et 7 juillet). Pour l'essentiel, ce texte prévoit la cession des titres (42 %) que possédait MM. Willot dans la Société foncière et financière Agache-Willot (S.F.F.A.W.) - le noyau dur du groupe, - puis une fusion avec la C.B.S.F., qui a recueilli en location-gérance il y a un an la partie textile de l'entreprise. Selon ce projet, MM. Willot devaient devenir usagers pour une partie des titres dont ils sont actuellement les propriétaires.

Les hauts fonctionnaires du ministère de la justice et les responsables de la C.B.S.F. devaient tenter de trouver une rédaction plus appropriée sur certains points - une trentaine - du projet de protocole, le risque étant de s'écarter trop du texte initial, ce qui ne recevrait plus l'approbation de MM. Willot.

La seconde réunion, à l'hôtel Maitron, devait examiner à nouveau l'aspect politique ou plutôt social du dossier. Il y a deux ans, lors de l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle majorité, le gouvernement s'était engagé fermement en faveur du maintien de l'affaire. De surcroît, une quinzaine de circonscriptions où se trouvent des usines du groupe ont pour élus des députés de la majorité.

Compte tenu du développement de l'« affaire », on ne s'écartera pas de la ligne du maintien de la loi. Le tribunal de commerce de Lille ait mis en délibéré *in fine* la décision qu'il était appelé à prendre concernant le dossier.

LES ÉLECTIONS À LA SÉCURITÉ SOCIALE

Unanimité des syndicats pour demander le report de la date de clôture des inscriptions

Ce n'est que vendredi, en début d'après-midi, que le ministère des Affaires sociales et de la Sécurité sociale a annoncé la tenue d'une réunion de concertation sur la demande unanime des organisations syndicales de reporter la clôture des listes d'inscription aux élections de la Sécurité sociale, élections qui doivent intervenir ce 8 juillet.

« Conscient des difficultés que présente l'établissement des listes électorales », la C.F.D.T. a indiqué, le 7 juillet, qu'elle était intervenue auprès du ministère pour demander un tel report, qui « permettrait à ceux qui le souhaitent de pouvoir s'inscrire ou de procéder à la vérification de leur inscription ». Toutes les autres organisations syndicales représentatives avaient déjà présenté auparavant une telle requête.

NOUVELLES BRÈVES

■ M. Jean-François Mary a été nommé chef de cabinet de M. Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre. Il succède à M. Michel Priou, nommé commissaire adjoint de la République à la sous-préfecture de la Seine (Vidre).

■ M. Mary a été le 30 juillet 1982, un diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et diplômé d'études supérieures de lettres. Il a été successivement chargé de mission puis conseiller technique auprès de M. Le Garrec.

■ M. Michel Debré affirme, dans sa Lettre mensuelle du mois de juillet, que « le gouvernement n'a plus l'accord populaire » et que « son action aboutit à la rendre illégitime devant l'histoire ». L'ancien premier ministre ajoute : « Dès maintenant, le gouvernement a fait de la France un État qui n'a plus ni police ni monnaie, ni semblant d'État ». Après avoir qualifié de « déplorable » le comportement du gouvernement qui « porte tout son espoir dans une réforme électorale (...) qui lui permettrait de maintenir son emprise sur la politique, en brisant la volonté majoritaire du peuple », le député R.P.R. de la Région Jura que, face à ce « désastre », l'opposition ne joue pas son rôle « essentiel » de défense de la liberté.

■ Refus de la mise en liberté de Klaus Barbie - La chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon a rejeté, vendredi 8 juillet, la demande de mise en liberté de Klaus Barbie présentée par M. Jacques Vergès, du barreau de Paris. Déjà, le 10 juin, le juge d'instruction M. Christian Riis avait rejeté celle-ci.

Selon l'INSEE

LES INVESTISSEMENTS DANS L'INDUSTRIE VONT BAISSER DE 4 % CETTE ANNÉE

Les investissements dans l'industrie devraient baisser de 4 % en volume en 1983, estime l'INSEE au vu des réponses faites par les chefs d'entreprise à une enquête. La baisse sera forte (-7 %) pour l'automobile et le matériel de transport, mais les biens d'équipement croîtront de 5 % en volume.

Pour 1984, les industriels prévoient des dépenses en augmentation de 11 % en valeur, ce qui correspond à une compensation partielle de la baisse qui sera enregistrée cette année. La reprise devrait être surtout le fait des biens intermédiaires.

VIVE TENSION SUR LE DOLLAR : 7,73 F

Sur les marchés des changes à nouveau extrêmement nerveux, agités par de brusques variations de cours, le dollar s'est nettement raffermi à la veille du week-end passant, à Paris, de 7,70 F à 7,73 F, et à Francfort, à 2,57 DM. Plus précisément jeudi 7 juillet dans la matinée, le monnaie américaine a connu une sursaut très vif, à la suite d'un article du Washington Post annonçant une initiative prochaine de la Réserve fédérale pour ralentir le rythme de la reprise économique aux États-Unis, jugée trop rapide. Du coup, le dollar montait à 2,58 DM à Francfort et touchait 7,75 F à Paris au volée de son plus haut niveau historique.

Fait, une déclaration de la Banque Mondiale se déclarant hostile à un relèvement du taux d'escompte fédéral, dont la hausse avait cours (voir page 4), faisait fléchir les cours de « billet vert ».

A New-York, en fin de journée, une autre rumeur, émanant par la suite, faisait état d'une cessation de tout paiement international par le Brésil en Argentine, et dépréciait encore le dollar. Ce dernier remontait, toutefois, vigoureusement vendredi 8 juillet, dans une atmosphère inquiète, mais se situant ce qu'il va advenir de taux d'intérêt américains.

En R.F.A.

LA HAUSSE DES PRIX DE DÉTAIL REVIENT À 2,4 % L'AN

Les prix de détail en R.F.A. ont augmenté de 0,4 % en juin par rapport à mai. En un an, la hausse est de 2,4 % (juin 1983 comparé à juin 1982). C'est le taux d'inflation le plus faible enregistré en R.F.A. depuis novembre 1978.

En juillet, les prix devraient augmenter beaucoup plus rapidement qu'en juin, en raison de l'augmentation d'un point du taux normal de la T.V.A., passé au début du mois de 13 % à 14 %.

LA FÉDÉRATION C.G.T. JUSTICE EST EXCLUE DE LA CONFÉDÉRATION

Le bureau confédéral de la C.G.T. a décidé, mercredi, que la Fédération nationale des personnels pénitentiaires et de justice ne pouvait plus se prévaloir du sigle de la C.G.T. Le dossier avait été présenté par l'Union générale de la Fédération des fonctionnaires C.G.T., qui avait constaté que la Fédération justice ne participait plus au financement et prônait une politique pénitentiaire peu conforme aux principes d'une organisation de gauche.

L'ancien secrétaire général de cette fédération, M. Aimé Pagan, avait en effet, à plusieurs reprises, pris des positions opposées à celles du bureau confédéral. Il avait notamment soutenu la grève « politique » des surveillants de prison le 10 mai 1982. Depuis, le divorce n'avait fait que s'accroître.

Cette décision fait suite à celle du bureau confédéral de la C.F.D.T., qui, il y a deux mois, a adopté la même attitude à l'égard de la Fédération justice de la C.F.D.T.

CEPES

préparation intensive en septembre, au C.F.P.A. centre formation professionnelle avec enseignement supérieur privé 57, r. Ch.-Lafitte, 92 - Neuilly 722.94.94 - 745.09.19

Et comme vin sur la table ? **Champagne** pour un vrai déjeuner de vacances.

هزمان الأصل